

LE TEMPS

Samedi
CULTUREL



Musique

De Bahia à Soweto, l'odyssée australe de Gilberto Gil portée à l'écran Page 23

Sortir.ch

Notre guide culturel de la quinzaine



Samedi 20, dimanche 21 avril 2013 | N° 4584

MÉDIA SUISSE DE RÉFÉRENCE

CHF 4.20, France €3.30

Jacqueline Veuve et les cinéastes orphelins

Le mois dernier, trop affaiblie par la maladie, **Jacqueline Veuve** n'a pas pu aller chercher son Prix d'honneur pour l'ensemble de sa carrière. Mais elle a fait parvenir une lettre, dans laquelle elle prenait congé du cinéma et saluait la relève, Lionel, Jean-Stéphane, Fernand et Ursula. Documentariste exceptionnelle, sa curiosité était infinie. Du service militaire à l'Armée du Salut; du travail de la terre au portrait d'une exploitante de cinéma à Lausanne; de la



beauté des marchés à la tradition chorale fribourgeoise, cette conteuse savait faire de chaque cas particulier une fable universelle. Très vite, comprenant que le cinéma ne donnait la parole qu'aux dominants, elle ne s'est intéressée qu'aux petites gens qui deviennent des héros. Elle-même l'a été pour toute une génération de cinéastes qui aujourd'hui la pleurent, comme ses très nombreux amis. Jacqueline Veuve, la courageuse pionnière, avait 83 ans. ► Page 32

L'échange automatique s'impose au monde

► **Fiscalité** Le G20 et l'OCDE exhortent à en faire une règle générale

«Nous exhortons tous les Etats à avancer vers l'échange automatique d'informations bancaires et à en faire la règle générale pour l'ensemble des pays du globe, ce qui conduirait à lever le secret bancaire», a indiqué le communiqué du G20-Fi-

nances publié, vendredi, à l'issue d'une réunion à Washington. Aujourd'hui, les pays liés entre eux par un accord fiscal doivent disposer d'informations détaillées (nom, établissement bancaire, etc.) pour obtenir des renseignements sur un par-

ticulier soupçonné d'évasion fiscale. Il reste encore à faire pour s'attacher aux problèmes de l'optimisation fiscale et de l'évasion fiscale internationale, notamment via les paradis fiscaux, ont reconnu les ministres des principaux pays émer-

gents et développés dans leur communiqué commun. L'OCDE, qui publiera un nouveau rapport en novembre, attend du G20 un mandat qui devrait établir, dès 2015, l'échange automatique comme la norme valable pour tous, y compris la Suisse. ► Pages 6, 14

L'essentiel

Subjectif

Maggie et son épicerie

Margaret Thatcher a-t-elle changé le royaume britannique? Joëlle Kuntz propose un éclairage historique sur la doctrine thatchérienne. Page 2

Torture, un silence gênant

A la suite d'un rapport accablant, Frédéric Koller s'interroge sur les silences du CICR à propos des cas de torture qui ont suivi les attentats du 11-Septembre. Page 2

International

Boston en état de siège

Quatre jours après les attentats du marathon, Boston a vécu une chasse à l'homme pour retrouver un jeune de 19 ans d'origine tchétchène, soupçonné avec son frère, tué dans la nuit, d'être les auteurs des attaques. Page 5

Suisse

Audiences contestées

Le nouveau système de calcul de l'audimat des chaînes de TV en Suisse déchire le secteur audiovisuel. Les TV privées s'estiment lésées au profit de la SSR. Page 8

Sciences

Stratégies anti-paludisme

A l'heure où Lausanne accueille une conférence mondiale sur la vaccination contre la malaria, quelques pistes pour endiguer un fléau qui tue chaque année plus de 700 000 personnes. Page 12

Economie

Escroc russe jugé à Genève

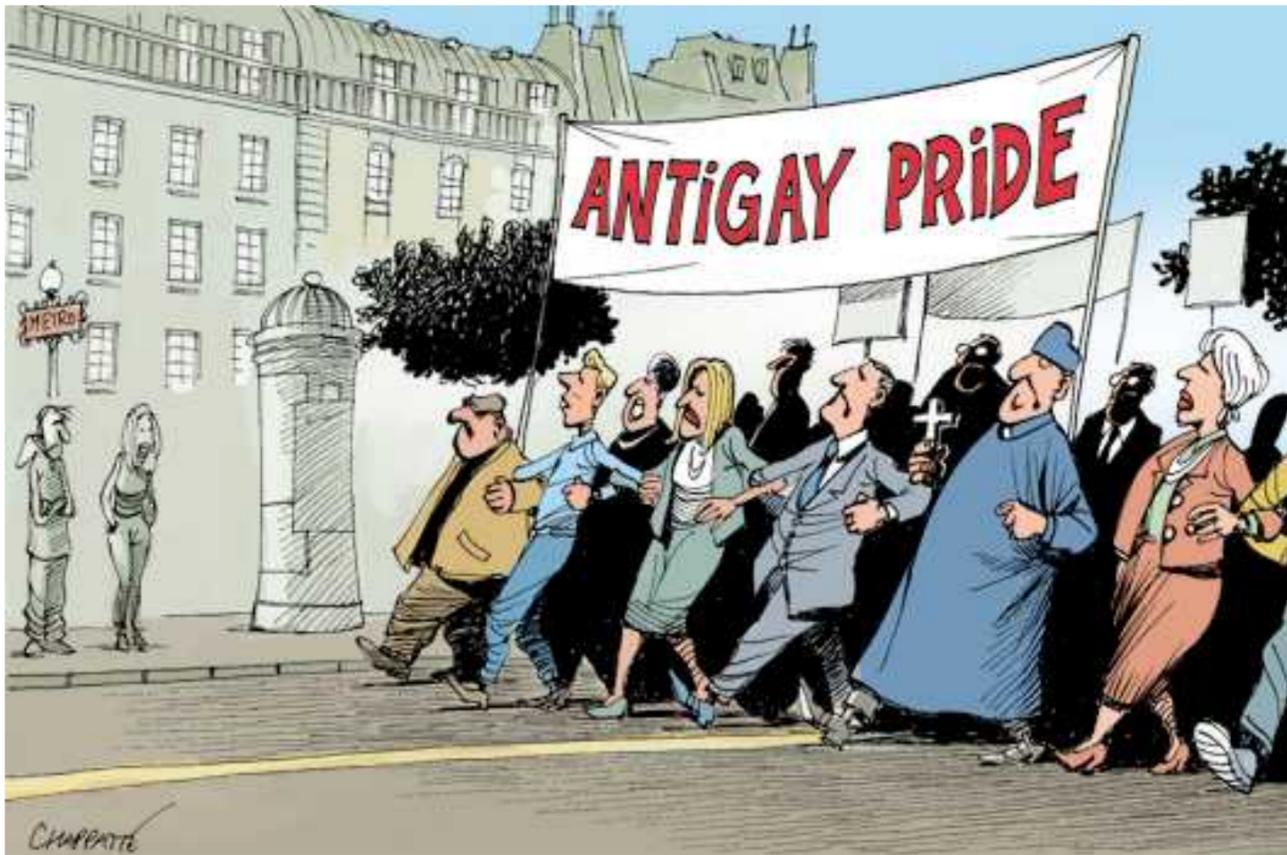
Un Russe a été condamné vendredi pour escroquerie et blanchiment d'argent. Avec l'aide de deux complices, il menait des opérations frauduleuses au sein du groupe moscovite Otkritie et en avait déposé le bénéfice auprès de la banque Bordier. Page 13

Livres

Notes et méditations

Philippe Jaccottet publie *Taches de soleil ou d'ombre*, un recueil de notes qui ponctuent une vie d'écriture. Splendide. Page 35

La violente croisade des ultras opposés au mariage homosexuel



Alors que, dimanche, la manifestation des opposants au mariage gay s'annonce sous haute tension, la radicalisation du mouvement par des groupuscules extrémistes et violents suscite une vive inquiétude avant l'adoption définitive, mardi, de la loi sur le mariage pour tous. ► Page 4

Editorial

Une fronde urbaine à prendre au sérieux

Par Yelmarc Roulet

D'un bout à l'autre de la région lémanique, les associations contre des projets de densification ou de création de quartiers se multiplient. Ces groupes commencent aussi à se constituer en réseau, échantonnent des expériences et stratégies, tissent des liens personnels. Ce qui se passe dans l'agglomération lausannoise est très éloquent, et ce n'est sans doute qu'un exemple.

Une confédération des «nimby» («not in my backyard/pas dans mon jardin»), autrement dit de tous ceux qui ne veulent pas que leur environne-

ment familial change? Il serait faux de réduire le phénomène à la seule défense d'intérêts égoïstes, même si des réflexes personnels sont souvent l'élément déclencheur de la contestation.

Faut-il y voir, au contraire, l'émergence d'un vaste mouvement citoyen appelé à jouer bientôt un rôle moteur dans le développement urbanistique de la région lémanique? Il est trop tôt pour l'affirmer, mais une chose est sûre: cette fronde doit être prise au sérieux par les autorités et les promoteurs des projets.

Non seulement parce qu'elle formule une revendication légitime, la participation des

habitants à la définition de leur cadre de vie. Mais aussi parce qu'une réponse adéquate est la condition indispensable pour dépasser les blocages. Au pays de la démocratie directe, un échec comme celui de la tour de Bussigny risque, sinon, de passer du «cas particulier» à l'événement fondateur d'une série noire.

Sous leurs aspects parfois caricaturaux («des promoteurs qui ne pensent qu'à leurs bénéfices, des autorités sous influence, des technocrates sans âme»), les refus montrent à quel point les discours officiels sur la densification et l'urbanisation «vers l'intérieur» passent mal sur le terrain.

La première se concrétise en intentions trop massives, la seconde suscite le rejet d'une périphérie qui n'a pas envie de devenir ville.

L'intérêt général impose pourtant de faire face à la croissance démographique, de créer des logements, d'investir dans les quartiers, de préserver le paysage non construit. Des formes de participation sont à inventer, des exemples à suivre. Les promoteurs devront admettre que la concertation puisse porter sur l'opportunité, pas seulement sur les détails, et les autorités revendiquer avec plus de force leur rôle de pilote en s'appuyant sur la population. ► Page 7

Merck Serono: ce qu'ils sont devenus

Il y a un an, le 24 avril, Merck Serono annonçait la fermeture de son site de Sécheron. Ils étaient 1250 à y travailler. Un premier point sur leur reclassement a été fait le 30 janvier. Quelque 60% du personnel licencié, soit 750 personnes, avaient déjà retrouvé un emploi début 2013, selon la répartition suivante: 280 collaborateurs ont accepté l'offre de transfert en Allemagne. Plus de 400 employés ont retrouvé un autre emploi ou ont bénéficié d'une aide à la création d'entreprise. Et 80 ont bénéficié d'une retraite anticipée. Les 500 autres sont encore au chômage. Le bâtiment mis en vente abrite toujours 200 personnes. L'identité de l'acquéreur qui souhaite emménager dans moins de trois mois est encore secrète. A quelques jours de ce sombre 24 avril, des hommes et des femmes racontent comment ils ont vécu leur perte d'emploi, et les périodes de cafard jusqu'à leur nouvel emploi ou nouvelle vie. Tous disent avoir tourné la page. ► Page 3

La vie numérique

Achats, paiements, téléphonie, réseaux sociaux: tous nos actes laissent des traces numériques. Une mine d'or, dont les entreprises se servent pour anticiper nos comportements.

Jusqu'où peut aller cette intrusion dans nos vies privées? A quoi faut-il s'attendre à l'avenir? Jonas Pulver a imaginé quatre scénarios possibles: le chef-d'œuvre organisationnel, le sur-mesure pour chacun, la surveillance comme prévention et l'asservissement au marketing. ► Pages 24, 25



Il était une fois

Une florissante épicerie à Grantham

Margaret Thatcher a-t-elle changé le royaume britannique? La plupart des commentateurs le disent, à droite pour s'en réjouir, à gauche pour le déplorer. Un journaliste du *Guardian* les contredit: «L'ère Thatcher, écrit-il, pourrait n'avoir été qu'une note de bas de page dans le livre de l'Histoire.» Selon lui, la Grande-Bretagne continue de vivre sous le régime construit après la Seconde Guerre mondiale par Clement Attlee, le premier ministre travailliste qui mit en place le système général de sécurité sociale. Même menacé de privatisation, le service national de santé est toujours là, de même que les écoles publiques où sont éduqués 95% des enfants et les universités publiques d'où sortent 40% des diplômés. Les retraites, allocations de chômage et soutiens aux plus faibles sont attaqués mais résistent. En bref, estime le journaliste, les institutions social-démocrates de l'après-guerre ont plus changé la Grande-Bretagne, et plus durablement, que les années Thatcher.

Cette réflexion a l'avantage de conduire au cœur même du projet thatcherien: la mise en cause des idées qui ont soutenu la reconstruction britannique de l'après-guerre, résumées dans le rapport Beveridge de 1942. Dans l'ambiance intellectuelle créée par John Maynard Keynes, William Beveridge préconisait l'assurance sociale universelle: tout le monde cotise pour acheter une protection en cas de maladie, de chômage puis de vieillesse. Son rapport, puis son livre de 1944, *Du travail pour tous dans une société libre*, fournirent au gouvernement Attlee tous les éléments de la politique de redressement contre les «Cinq grands maux» de la société britannique, pauvreté, insalubrité, maladie, ignorance et chômage, perçus comme le legs des années trente.



Joëlle Kuntz

Or, les années trente, Margaret Thatcher ne les avait pas du tout vécues comme mauvaises. Elle raconte dans ses Mémoires que si ses contemporains politiques voyaient dans la Grande Dépression l'échec du capitalisme ou de la libre entreprise, la preuve que quelque chose de mieux devait être inventé, pour elle, dans l'épicerie de son père, à Grantham, «la réalité des affaires dans notre magasin et l'animation du centre de Grantham prouvaient le contraire... Ce que j'ai appris à Grantham m'assurait que les critiques abstraites que j'entendais du capitalisme allaient à l'encontre de la réalité de ma propre expérience. J'étais donc inoculée contre la vision économique conventionnelle de l'après-guerre britannique.»

Citant ce passage, Ewen Green, (1958-2006), l'un des meilleurs historiens du conservatisme britannique*, relie Margaret Thatcher au petit courant des Tories qui n'a jamais accepté ni les analyses keynésiennes des crises de l'entre-deux-guerres ni par conséquent les réformes des années Attlee, pourtant supportées avec résignation par la majorité du Parti conservateur. Selon Green, la politique économique de la première ministre visait moins à résoudre la crise laissée par ses prédécesseurs travaillistes de la fin des années 1970 qu'à renverser complètement la logique de l'Etat providence et la vision de l'histoire qui le soutenait.

Son élection contre Edward Heath à la tête du Parti conservateur en 1975 représentait, dit Green, la revanche d'une opinion qui n'avait jamais cessé d'exister au sein des Tories mais qui était confinée dans l'intimité des familles ou les clubs d'opiniâtres. Le traumatisme de la défaite de 1945 avait en effet été tel que les dirigeants du parti avaient jugé prudent de ne pas s'opposer frontalement à l'Etat providence,

extrêmement populaire. Revenus au pouvoir, entre fin 1952 et 1964, ils avaient adhéré au principe du plein-emploi et, comme le disait Harold Macmillan, «un peu de dirigisme» ne les dérangeait pas. Et d'autant moins que le boom économique permettait de concilier tant bien que mal l'emploi, la dépense publique et une certaine stabilité des prix. Mais la révolte couvait, idéologique et pratique. Des associations se fondaient, ici l'Alliance de la classe moyenne, là la Ligue du peuple pour les libertés, dans l'espoir d'influencer la direction du parti jugée trop molle envers les travaillistes. Elles revendiquaient une lutte plus efficace contre l'inflation, contre le pouvoir syndical, l'indexation des salaires et les hausses d'impôts. En 1970, Enoch Powell proclamait: «Le Parti conservateur doit cesser de s'excuser d'être capitaliste et adopter des politiques capitalistes.»

Edward Heath fut élu premier ministre cette année-là et tout se passa comme si le Parti conservateur allait opérer un grand tournant. Le gouvernement s'ouvrit aux militants du libre marché, il supprima certains organes de planification, baissa les impôts et légiféra contre les syndicats. Mais rien de tout cela ne suffit aux appétits d'une aile droite qui s'était renforcée en nombre et en programme. En 1972, Heath commença à passer pour traître à des engagements auxquels on croyait l'avoir vu souscrire. Le Parti conservateur réclama un leader anti-Heath. En 1975, Margaret Thatcher l'était plus que tous les autres. «Macmillan méprisait le parti, Alec Home le tolérait, Edward Heath l'exécrait, Margaret Thatcher était la seule à l'aimer vraiment», avait alors dit Nigel Lawson, son futur chancelier au Trésor. Elle se reconnaissait en ses membres, les écoutait, partageait leurs soucis et leurs préjugés. Elle gouverna pour eux.



Margaret Thatcher a gouverné pour les membres du Parti conservateur qu'elle aimait sincèrement. 1981

En tant que doctrine conservatrice, le thatcherisme a existé avant Thatcher, affirmait Green. Il existera après. Il a beaucoup changé le Parti conservateur et un peu la Grande-Bretagne. A-t-il vaincu Attlee ou, comme le croit

le journaliste du *Guardian*, beaucoup essayé mais pas pu.

* **Ideologies of Conservatism: Conservative Political Ideas in the Twentieth Century**, Oxford, 2002.

Nouvelles frontières

L'Amérique tortionnaire et le CICR



Frédéric Koller

C'est un rapport qui aurait dû secouer la conscience des Américains. Mais l'actualité et son lot de violences, et sans doute l'envie d'oublier, l'ont rendu presque inaudible. Mardi, un think tank livrait un document de 577 pages aux conclusions dévastatrices pour l'ex-administration Bush, et pour le moins problématiques pour le président Obama.

A la suite des attentats du 11 septembre 2001, est-il expliqué sur la base de nombreux cas documentés, les Etats-Unis ont bel et bien largement utilisé la torture dans les divers lieux de détention secrets (en Irak, en Afghanistan, à Guantanamo, etc.), destinés aux combattants ennemis arrêtés dans le cadre de la lutte contre le «terrorisme international». Ces pratiques contrevenaient au droit national et international. Elles ont été validées au sommet de l'Etat. Et rien ne prouve qu'elles ont aidé à mettre la main sur des informations qui n'auraient pas pu être obtenues par des moyens classiques de renseignement.

Ce n'est pas tout. Le rapport critique l'administration Obama, qui maintient de façon injustifiée le secret sur les archives attestant de ces faits au nom de la sécurité nationale. La majorité des auteurs se prononce, enfin, pour le démantèlement de la prison de Guantanamo.

Lorsqu'en 2009, Barack Obama, fraîchement élu, annonce

qu'il ne soutiendra pas l'idée d'une commission nationale d'enquête sur les programmes de lutte antiterroriste post-11 Septembre, Constitution Project, un groupe de chercheurs spécialisés dans les questions de droit et de justice, décide de créer sa propre task force d'onze personnes. Ses conclusions ne sont pas à proprement parler nouvelles, puisqu'elles se basent sur des sources secondaires ou des témoignages, et non sur la documentation classifiée de l'administration. Amnesty International et de nombreuses enquêtes journalistiques ont déjà attesté, par bribes, de ces faits. Mais c'est le premier rapport complet validé aussi bien par des représentants démocrates

Une condamnation du CICR aurait pu réduire les abus et peut-être sauver des vies, dit Christophe Girod

que républicains. Le Sénat a bien mené sa propre enquête, mais elle demeure inaccessible au public.

Au détour de cette vaste recherche, le rôle du CICR est régulièrement évoqué. L'organisation genevoise, la seule autorisée à visiter les prisonniers détenus dans ces centres secrets, a très tôt alerté les autorités américaines du problème de non-respect des conventions internationales. Mais, selon ses règles de confidentialité qui garantissent l'accès aux détenus, elle s'est toujours refusée à dénoncer publiquement la dérive de la CIA. C'est finalement la publication de photos de sévices par des soldats américains à Abou Ghraïb, en

avril 2004, qui va provoquer l'électrochoc politique et médiatique, forçant l'armée américaine à renoncer à la torture.

Les auteurs du rapport se demandent si le CICR n'aurait pas pu limiter le nombre de victimes de ce système mis en place dès 2002, en adoptant «une posture publique plus agressive». Ils notent que le président d'alors, Jakob Kellenberger, «était connu pour avoir peu d'appétit pour la confrontation». Simple procès d'intention de chercheurs américains peu au fait des rouages de l'organisation humanitaire? Ce pourrait être le cas s'ils ne s'appuyaient sur le témoignage de l'ancien représentant du CICR à Washington, Christophe Girod, auquel ils consacrent 5 pages. Le délégué qui visitait Guantanamo à ses débuts, et qui s'était ému de la situation dans la presse américaine dès 2003, avait démissionné en 2004, frustré à la fois par l'indifférence des responsables américains et le mutisme du CICR à Genève. Aux enquêteurs de Constitution Project, il a expliqué l'an dernier qu'il aurait été parfois justifié, pour le CICR, d'exprimer publiquement sa déception, d'autant plus que l'on s'adressait à une grande nation démocratique. Une condamnation du CICR aurait pu réduire les abus et peut-être sauver des vies.

Ce questionnement reste valable aujourd'hui, au vu de la situation déplorable qui perdure pour 166 détenus, toujours enfermés sans jugement à Guantanamo. Ils sont la honte des Etats-Unis d'Obama. Et l'on est en droit de se demander si le CICR, désormais présidé par Peter Maurer, ne devrait pas se montrer plus critique.

Ma semaine suisse

L'«ici» et l'«ailleurs»



François Modoux

Nos vies quotidiennes sont un aller et retour permanent entre l'«ici» et l'«ailleurs». Nous voyageons toujours davantage et plus loin. J'avais 22 ans quand j'ai pris l'avion la première fois, en 1986. Etudiant, je me rendais à Niamey, au Niger. Quand, il y a quelques jours, je raconte cette anecdote à ma cadette, 9 ans à fin avril, dans le vol long-courrier qui nous emmène à Hô-Chi-Minh-Ville, elle ne veut pas me croire. L'avion fait partie de son univers. C'est son premier déplacement en Asie et elle n'y voit rien d'extraordinaire. Elle a déjà volé vers l'Afrique et les Etats-Unis, et rallié par les airs plusieurs capitales européennes.

Autre domaine où des frontières tombent: l'information. En retard de plusieurs guerres technologiques, je viens d'acquérir une télévision qui me donne accès, pour la première fois, à 150 chaînes diffusées de toute la planète. L'«ailleurs» envahit mon domicile sur l'écran plat *made in Korea*. Enfant, j'ai découvert la télévision quand l'homme a marché pour la première fois sur la Lune. C'était l'été 1969. Mes parents avaient acquis le poste tout exprès pour ce rendez-vous grandiose. Je me souviens avoir grandi avec les images de la TV romande et celles des deux programmes français. Trois chaînes... Ma fille, qui a vite appris à zapper, ne me croit pas.

Ces deux dernières décennies, le monde s'est incroyablement rétréci. Sauter les frontières est un jeu

d'enfant. Une formidable masse d'informations circule instantanément entre les continents. Si bien qu'il est admis que le monde est «plus ouvert», plus transparent. Tout semble si accessible. Chacun peut se sentir citoyen du monde.

Le meilleur des mondes? A bord de l'avion qui me ramène d'Hanoi à Genève, je repense à des faits survenus lors de mon voyage à travers le Vietnam, ce pays attachant que 6,8 millions de touristes ont visité en 2012, record national. Le jour où je me rendais à la fameuse baie d'Ha Long, un entrefilet dans le seul journal en anglais, *Vietnam News*, annonçait que quatre sociétés avaient été dénoncées la veille pour des actes qualifiés de pollution dans le périmètre du prestigieux site

Entre la pollution dans la baie d'Ha Long et l'évasion fiscale, je me surprends à imaginer un fil rouge

vietnamien désormais protégé par l'Unesco. A Hanoi, j'ai interrogé des journalistes locaux pour savoir quelles étaient ces sociétés et ce qu'elles risquaient. Malaise. Des coups de fil n'ont pas permis d'éclaircir la question. L'hypothèse la plus probable est que des capitaux étrangers sont derrière, me dit-on.

Le gouvernement vietnamien, qui reçoit tous les jours des délégations étrangères intéressées à investir au Vietnam, n'aime pas que ce genre d'affaire fasse l'objet de publicité. Il protège la réputation du pays, promu comme un site totalement favorable au business.

La même semaine, *Vietnam News* consacrait un papier d'une pleine page aux banques suisses, «sous le

feu des critiques internationales pour avoir hébergé des fonds étrangers non déclarés». La question de savoir si des fortunes vietnamiennes sont concernées par l'évasion fiscale – leur destination serait sans doute plutôt Singapour – n'était pas posée. Tabou, me confie un ami vietnamien.

Entre la pollution dans la baie d'Ha Long et l'évasion fiscale, je me surprends à imaginer un fil rouge. L'émergence d'un monde plus «ouvert», où les hommes, les biens, les capitaux et l'information circulent toujours plus vite, a ses limites. Des frontières tombent, mais la distinction entre l'«ici» et l'«ailleurs» subsiste. Son utilité est ambiguë. Je me permets de faire ailleurs ce que jamais je n'oserais faire ici. Ce qui est réprouvé ou ce qui est illégal chez moi, je le fais ailleurs d'autant plus facilement si j'y suis couvert par le secret.

J'ai sillonné en famille le Vietnam pendant deux semaines, avec bonheur et en toute liberté. Curieux sentiment, quand l'on sait comme cette société est muselée par un régime autoritaire, sur le modèle chinois. Paradis pour les touristes et les investisseurs – ceux qui viennent d'«ailleurs» – le Vietnam n'en est pas un pour les femmes et les hommes qui, sur place, aspirent à s'exprimer librement. Je dis toute mon admiration aux blogueurs vietnamiens qui dénoncent les scandales de corruption, les abus de pouvoir, le népotisme au sein de l'élite ainsi que les atteintes à l'environnement, découlant d'un modèle de développement alimenté par l'afflux opportuniste de capitaux étrangers. Le plus fameux d'entre eux, Nguyen Van Hay, 60 ans, vient d'être condamné à 12 ans de prison plus 5 ans d'assignation à résidence. Combien de touristes ont connaissance de cette sinistre information?

La page Merck Serono est tournée

> **Biotech** Ce mercredi 24 avril marque le premier anniversaire de l'annonce de fermeture du site de Sécheron

> Le bâtiment mis en vente abrite toujours deux cents personnes

> **Témoignages** d'employés, anciens ou futurs licenciés

Dejan Nikolic

Ils s'appellent Hubert Godinot, Robert Slooves, Laurence*, Hanne Dam, Christian Greffcken, Patricia* ou François Conquet. Voilà un an que Merck Serono leur a signifié la fermeture de ses locaux à Genève. D'ici au mois de juin, la multinationale aura vidé le bâtiment du 9, chemin des Mines, et retiré son enseigne de l'enceinte du site de Sécheron.

A quelques jours de l'anniversaire de l'annonce de démantèlement, ces hommes et ces femmes racontent comment ils ont vécu cette étape transitoire, leur perte de travail et les périodes de cafard, jusqu'à la recherche d'un nouvel emploi. Sans amertume, tous confirment avoir tourné la page.

Depuis son hôtel à Singapour, assis derrière un ordinateur, face caméra, Hubert Godinot témoigne. «J'ai souhaité prendre du recul, je ne cherche pas de nouvel emploi», résume l'ancien fer de lance de la mobilisation syndicale. Mine resplendissante malgré la qualité de la bande passante, l'ancien directeur «capacity and performance management» chez Merck Serono – en transit – commence par énumérer les récentes étapes de son périple autour du monde: «Cela fait un mois que je voyage en Asie du Sud-Est. J'étais le mois dernier à Bali. J'y ai beaucoup plongé. J'ai décidé aujourd'hui que je partirai demain pour le Cambodge, où j'ai trouvé un logement sympa pour 8 dollars la nuit.»

Ses projets, à moyen terme? Visiter l'Australie, la Birmanie, peut-être revenir en Indonésie, puis rejoindre son fils en Amérique latine. «Si je trouve quelque chose d'intéressant à faire en chemin, qui me permette de survivre, je m'arrête», signale celui qui s'estime heureux d'avoir pu toucher un an de salaire à la suite de son licenciement. Hubert Godinot dit avoir «passé la main». Ses pensées sont ailleurs, quelque part entre une plage de sable fin, les poissons-perroquets et autres nudibranches. «J'ai donné, rappelle-t-il. Mais je reste en contact régulier avec d'anciens collègues grâce à Internet, ajoute-t-il. On parle peu de Merck Serono. Il n'y a aucune aigreur. Personnellement, je garde un souvenir positif de cette lutte, ce fut une expérience commune de rébellion très forte, qui nous a permis d'exorciser la situation difficile que nous vivions.»

Parfois, Hubert Godinot se remet, un court instant, à penser à tous ceux restés à Genève, et avec lesquels le lien a été rompu à cause de la distance. «J'espère qu'ils vont bien, que, par exemple, le projet de Geneva Biotech Center [GBC] dans lequel je me suis investi va aboutir. Mais je ne suis pas complètement optimiste à cet égard...» Cette initiative est pilotée par Robert Slooves, ancien cadre de la biotech genevoise, ayant notamment participé au lancement du Rebif 44, le médicament phare de la société. Ce dernier fait le point sur ses efforts pour sauver des emplois dans la biotech à Genève: «Je reviens d'une campagne de développement d'affaires au Japon. Nous sommes dans la dernière ligne droite pour monter la



Le parvis de Sécheron, haut lieu de la mobilisation contre les licenciements collectifs de Merck Serono, avait fini par être interdit d'accès à des fins de protestation syndicale. GENEVE, 5 JUIN 2012

société anonyme GBC. C'est la structure légale qui nous a semblé la plus adéquate pour démarrer cette entreprise de manière plus légère, mais aussi plus viable.» Les premiers contrats de développement de molécules devraient être signés cet été. Ce qui entraînera la préparation des premiers contrats de travail. Pour l'heure, l'incubateur Ecllosion, situé à Plan-les-Ouates, abrite de manière préliminaire les activités de ce projet en devenir. «Nous bénéficions d'un large soutien: les 400 membres de l'association GBC, nos partenai-

“ Le moral va bien, l'été arrive... J'ai le sentiment d'avoir vécu tout ce que j'avais à vivre chez Merck Serono ”

res régionaux, ainsi que nos experts scientifiques et financiers. Aussi, pour rester en contact, nous avons également lancé un nouveau site internet», précise Robert Slooves.

Avec près d'un an de recul, que sont devenus les autres employés de Merck Serono? Ils étaient plus de 1250 à travailler à Sécheron. Un premier point sur leur reclassement avait été fait le 30 janvier. Soit à environ 9 mois de l'annonce de fermeture du site de la biotech genevoise. Selon le communiqué de la multinationale, 60% du personnel licencié, soit 750 personnes, avaient déjà retrouvé un emploi en ce début d'année. En vertu de la répartition suivante: 280 collaborateurs ont accepté l'offre de transfert – dont l'administrateur de la société François Naef – qui leur avait été faite (170 en Suisse et 110 à l'étranger, principalement à Darmstadt, en Allemagne). Merck Serono avait initialement tablé sur quelque 750 relocalisations. Plus de 400 personnes ont retrouvé un autre emploi, ou ont bénéficié d'une aide à la création d'entreprise. Et 80 employés ont pris une retraite anticipée.

Les quelque 500 autres sont toujours au chômage. «Merck Serono est une excellente carte de visite, relève Laurence. Mais, pour des raisons familiales, je cherche un temps partiel, dans la région. Un poste dans n'importe quel domaine, sauf la pharma», précise celle qui a travaillé durant 16 ans pour Merck Serono, dans le domaine de la gestion de données. Et d'insister qu'elle aurait pu retrouver un emploi dans ce secteur facilement, mais a choisi de se réorienter. «Le moral va bien, l'été arrive... J'ai surtout le sentiment d'avoir expérimenté tout ce que j'avais à expérimenter chez Merck Serono. La vie continue», ajoute la presque quadragénaire, avec le sourire.

Elle garde un contact avec un petit noyau dur d'ex-collègues. «Tous vont très bien, se réjouit Laurence. Personne n'est au bout du rouleau. Certains ont été récupérés par des sociétés comme Quintiles, UCB ou Novartis.» De la colère ressentie après le coup de massue de Merck Serono il y a un an, il ne reste plus rien. «C'est complètement passé. A présent, je vois les choses plus positivement, grâce, notamment, à un bilan de compétences qui m'a ouvert les yeux sur mes qualités professionnelles transversales, et l'excellente formation qui m'a été donnée chez Merck Serono.»

Hanne Dam, la cinquantaine et quatorze années passées à diriger une petite équipe de développement au sein du département clinique de Sécheron, continue, quant à elle, à coordonner, au sein de la toujours existante commission du personnel, l'enveloppe de 2 millions de francs de son ancien employeur, destiné à la reconversion et à la sous-traitance. «Nous traitons les nombreuses demandes, soit une trentaine de dossiers par mois, en s'assurant que l'argent est correctement distribué, selon des justificatifs valables. Ce processus devrait s'échelonner jusqu'à la fin de 2012», explique celle qui attend avec impatience le retour des beaux jours.

Hanne Dam est sans emploi depuis le 28 février. «Mais je vais bien. Mes postulations, notamment comme consultante pour d'autres compagnies dans la pharma, traînent un peu. Cependant, je reste

confiante: cela va marcher!», assure-t-elle, en saluant le fait que beaucoup d'ex-Merck Serono ont déjà retrouvé une activité professionnelle. Reste, selon elle, quelques cas difficiles. «Ceux qui ont décroché un nouvel emploi le doivent surtout à leur persévérance. Pour les autres, au bénéfice d'une formation trop spécifique et à la mobilité réduite pour des raisons familiales, le chemin risque d'être un peu plus long», estime Hanne Dam.

C'est précisément le cas de Christian Greffcken. «Le moral est au beau fixe, mais, à l'instar de beaucoup d'autres, je me rends compte que les profils comme le mien, plutôt seniors, ont plus de peine à se recycler», raconte l'ex-responsable de la sécurité informatique chez Merck Serono. Sur un marché aussi fermé que celui qui le concerne, soit on retrouve tout de suite un poste, soit la situation devient délicate. «A quoi s'ajoute son besoin d'être réengagé en Suisse romande. «Il n'existe aucune structure de taille équivalente à Merck Serono, ce qui signifie qu'il faudrait créer un poste pour moi, ou alors que les titulaires, très peu nombreux, libèrent leur place», précise Christian Greffcken, qui mise énormément sur le bouche-à-oreille.

De ses relations avec ses anciens collègues, il retient des cas de déprime isolés, mais un état d'esprit globalement positif. «La plupart de ceux qui ont rejoint le chômage au premier trimestre 2013 sont dans une situation plus pénible», relève-t-il. Selon lui, le bâtiment du 9, chemin des Mines, abrite toujours entre 100 et 200 personnes. Ces locataires résiduels travaillent essentiellement pour les services techniques et de soutien (logistique du déménagement), les ressources humaines, la communication et l'informatique. «Il n'y a plus personne du secteur recherche et développement. On termine de migrer pour le mois de juin les dernières applications vers le siège de Darmstadt», confirme l'un d'entre eux, sous couvert d'anonymat.

De l'extérieur de l'édifice, le promeneur ne constate aucun signe particulier. A travers les parois vitrées, quelques employés éparés, assis devant leur bureau, donnent l'im-

pression de travailler comme si de rien n'était. Dans l'enceinte des locaux – dont la visite nous a été, cette fois-ci, refusée par Merck Serono –, les signes de départ imminent et définitif ne trompent pas. «Presque tous les panneaux personnalisés, et même les machines à café ont été retirés», témoigne Pascale, qui est dans l'attente de son licenciement, prévu à fin mai. Parmi les gens encore sur place, nombreux sont ceux qui restent là «pour marquer le coup», selon elle, avant de partir poursuivre leur carrière chez Merck

“ C'est très dur en ce moment à Genève. Le bâtiment est tellement vide. Mais cette situation a rapproché les derniers restés ”

KGaA, en Allemagne. «Ils ne veulent pas vraiment y aller. Alors, ils retardent l'échéance», décrit Pascale. Vous savez, c'est très dur en ce moment à Genève. L'immeuble est tellement vide. L'unique avantage est que cette situation a énormément rapproché les gens toujours présents.» Les projets administratifs de la division genevoise de Merck KGaA se poursuivent.

De son côté, François Coquet, 51 ans, planche depuis environ neuf mois sur la maladie de Parkinson. Celui qui a cofondé AddeX dirige actuellement Prexton Therapeutics, la première start-up née du fonds de soutien à la création d'entreprise – où il ne reste plus qu'une quinzaine de millions d'euros sur les 30 initiaux – mis en place par Merck Serono. Les 2,1 millions d'euros qu'a touchés cet ancien salarié de Sécheron, l'aident à valoriser d'anciens produits de la multinationale. Mais il lui faut plus d'argent pour poursuivre ses recherches (9 millions d'euros sur environ trois ans). Grâce au soutien initial de Merck Serono, six autres entités – de l'entreprise biotech à la société de services, en passant par une fonda-

tion à but non lucratif – auront vu le jour. «Merck a ainsi voulu se montrer sous son meilleur jour. Mais de l'aspect social, le contexte a rapidement basculé dans la réalité du marché», prévient-il.

Plus d'une centaine de projets ont été proposés les mois qui ont suivi l'annonce de fermeture de la multinationale à Genève: ouvrir des cliniques en Roumanie, vendre des médicaments à Dubaï, etc. Puis, rapidement, est entré en jeu ce que François Conquet appelle le «darwinisme économique»: «Un écrémage naturel s'est alors opéré. La faisabilité des projets a dépendu du moment de leur lancement, mais était aussi liée à une culture des affaires. On ne parle pas à des scientifiques comme l'on parle à des investisseurs», assène l'entrepreneur. Selon lui, ni l'ère Bertarelli ni celle de Merck n'ont été propices pour susciter des vocations de créateurs d'entreprises. «Les gens étaient trop cocoonés», résume François Conquet, qui, au lendemain de l'annonce de fermeture de Merck Serono à Genève, rédigeait déjà les premières lignes de son projet professionnel indépendant.

Les multiples déboires qui en ont résulté n'ont pas manqué de susciter leur lot de ressentiments. «L'un des secrets, c'est de cibler les produits à lancer, en en sélectionnant un parmi dix. Avec un financement à court terme, conditionné par un plan d'affaires à long terme. Et surtout, ne pas viser trop grand. Il était, selon moi, illusoire de créer 50 places de travail du premier coup», conclut François Conquet.

La vente de l'ancien navire amiral genevois de Merck est sur le point d'être conclue. Même si plusieurs noms circulent, le secret le plus absolu demeure autour de l'identité de son acquéreur qui, semble-t-il, souhaite emménager dans moins de trois mois. «Tout ce qui se raconte entre anciens, c'est que le site sera livré au plus offrant. Bertarelli a proposé de le racheter moins cher qu'il ne l'a vendu en 2007. Merck fera tout pour ne pas le lui céder, ne serait-ce que pour le symbole que cela représente», concluent plusieurs sources internes et externes.

* Prénoms d'emprunt

Sur Internet

La bourse à haut débit

Dans leur tout récent livre *Krach Machine*, Frédéric Lelièvre – bien connu des lecteurs du *Temps* – et François Pilet tracent un saisissant portrait de la structure et du fonctionnement des bourses électroniques les plus modernes, avec leurs *bunkers*, leurs connexions géantes, leurs prodigieuses et, peut-être, dangereuses capacités de traitement. Notre chroniqueur Jean-Pierre Béguelin décortique le phénomène en page Opinions.

Les mesures d'austérité? La faute à Excel



RAFAEL MARCHANTE/REUTERS

Vérifiez vos sources avant de prendre des décisions qui affectent l'économie mondiale! Telle pourrait être la morale de l'histoire qui agite les calculateurs de taux et apporte de l'eau au moulin des anti-rigueur. Selon les travaux récents de trois universitaires américains, elle serait truffée d'erreurs, une étude influente signée en 2010 par les renommés économistes de Harvard Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff, de laquelle se sont inspirés beaucoup de décideurs pour imposer l'austérité. Lire la revue de presse d'Olivier Perrin en page d'accueil.

Vie numérique

L'attentat de Boston a créé une onde de choc sur Internet et déclenché de nouvelles pratiques. Des détectives en herbe qui peuvent inquiéter. Et une histoire qui peut à la fois réjouir et faire peur, selon Catherine Frammery.

L'ACTUALITÉ EN CONTINU

>> Sur notre site:
www.letemps.ch

Le baroud des ultras contre le mariage homosexuel

> **France** Agressions, intimidations, injures: le mouvement se radicalise avant l'adoption définitive
> La manifestation de dimanche est placée sous haute surveillance

Joëlle Meskens PARIS

Des agressions explicitement homophobes. Des heurts avec les forces de l'ordre. Des comités d'accueil hostiles réservés à des personnalités ciblées. Des ministres intimidés. Et des députés qui s'empoignent lors de la dernière nuit de débat à l'Assemblée (lire encadré). Où cela s'arrêtera-t-il?

Ce week-end s'annonce comme celui de tous les dangers. Avant l'adoption définitive, mardi, de la loi sur le mariage pour tous, les opposants jettent leurs dernières forces dans la bataille. Frigide Barjot appelle à une nouvelle «Manif pour tous» dimanche à Paris. Mais elle est dépassée, et la radicalisation du mouvement par des groupuscules aussi extrémistes que violents ne laisse pas d'inquiéter.

Le président François Hollande a sonné le rappel à l'ordre jeudi, et le ministre de l'Intérieur est sur le pied de guerre. Lui-même victime des provocations des manifestants à la sortie d'un concert, dimanche dernier, Manuel Valls redoute des dérapages plus graves encore. «Il faut faire la distinction entre ceux qui manifestent et ceux qui veulent défier les institutions de la République», dit-il. Il met les fauteurs de troubles en garde: «Les sanctions seront lourdes.» Et prévient les fa-

milles: «Que celles qui emmènent leurs enfants fassent attention.»

Mais qui sont ces ultras entrés en croisade contre l'égalité des droits? Le mouvement n'est pas structuré. Il s'agit plutôt d'une nébuleuse qui profite de l'effet d'aubaine, selon le spécialiste de l'extrême droite Jean-Yves Camus. On y retrouve des intégristes catholiques (Civitas), des groupuscules extrémistes (les Jeunesses nationalistes, le mouvement de jeunesse GUD, le Bloc identitaire, le Renouveau français) et des jeunes manipulés. Ces mouvances ne comptent parfois que quelques dizaines ou centaines d'activistes mais le combat les fédère. Quelques personnalités émergent, comme l'ultra-catholique Béatrice Bourges, ancienne porte-parole de la «Manif pour tous», en froid avec Frigide Barjot. Jugeant ses actions trop «bisounours», elle a créé un «printemps français», en référence aux printemps arabes, qui va jusqu'à contester la légitimité du pouvoir.

Sur la Toile, des réseaux divers battent le rappel. Tel ministre se déplace à tel endroit? L'info fuse à la vitesse de la fibre optique et, une demi-heure plus tard, des manifes-

tants sont sur place. Dans l'ivresse de l'anonymat, la parole se déchaîne. «Deux mamans sauront-elles surveiller que le prépuce de leur fils est bien propre?» twitte ainsi un certain Nazarro. «Gros succès à Lyon contre la légalisation de l'accouplement sodomite», postent les Jeunesses nationalistes. On en passe, et des pires. A Lille ou à Bordeaux, certains passent à l'action: «On vient casser du pédé», a lancé

«Si la droite revient au pouvoir en 2017, il y aura un référendum», promet un député UMP

l'un d'eux mercredi soir dans un bar gay de la métropole du Nord.

Surprenant: le mode d'action des manifestants emprunte à leurs ennemis. Certains créent des happenings qui rappellent les méthodes d'Act Up, l'association de lutte contre le sida. D'autres, les «Hommes», manifestent torse nu à la manière des «Femen» qui se servent de leur poitrine comme d'une arme. Même

leurs slogans imitent parfois ceux de l'ultra-gauche. En criant la première «On ne lâche rien», la papiste Frigide Barjot répète les mots d'ordre du... Front de gauche lors de la dernière campagne présidentielle.

Les premiers incidents ne datent pas d'hier. La dernière grande manifestation du 24 mars avait déjà dégénéré, lorsqu'une partie des troupes avait franchi les barrières de sécurité pour tenter d'envahir les Champs-Élysées. Mais l'accélération du calendrier parlementaire a encore électrisé les opposants. Après un vote à main levée au Sénat, le texte est revenu cette semaine pour un dernier examen à l'Assemblée, alors qu'il ne devait théoriquement être voté que fin mai.

A gauche comme à droite, on se rejette la responsabilité de cette radicalisation. «Je condamne avec la plus grande fermeté les paroles et les actes homophobes qui sont abjects», dénonce Jean-François Copé. Mais le président de l'UMP d'ajouter: «François Hollande, dans son refus d'écouter les inquiétudes des Français, porte une part de responsabilité dans les crispations profondes.» Le gouvernement accuse quant à lui la droite de maintenir l'ambiguïté en refusant de condamner plus fermement la dérive du mouvement.

D'ici à mardi, la page sera-t-elle enfin tournée? Une fois le texte voté, la droite déposera un recours au Conseil constitutionnel, qui aura un mois pour statuer. Si ce dernier donne son feu vert, les premiers mariages gays pourraient être célébrés au mois de juin. La réforme serait alors sans doute ancrée dans l'histoire. «Si la droite revient au pouvoir en 2017, il y aura un référendum», promet le député UMP Hervé Mariton, croisé de l'anti-mariage gay. Rien n'est moins sûr. L'opposition semble avoir acté que, une fois les unions prononcées, il sera très difficile – voire impossible – de revenir en arrière.

Les poings et la ballerine

Du jamais-vu à l'**Assemblée nationale**. Les députés en sont quasiment venus aux mains dans la nuit de jeudi à vendredi au moment d'achever l'examen du texte sur le mariage gay. Alors que la droite dénonçait les «brutalités» policières lors des manifestations, des élus UMP se sont levés, excédés par les mimiques d'un haut fonctionnaire du Ministère de la justice assis derrière la garde des Sceaux, Christiane Taubira. «Ce n'est pas le lobby gay qui gouverne», a lancé l'un

d'eux, prêt à en découdre. Le président de l'Assemblée, le socialiste Claude Bartolone, a dû interrompre la séance et promet des sanctions. Un élu UMP a brandi une ballerine devant l'Hémicycle, ramassée sur l'esplanade des Invalides où s'étaient rassemblés comme chaque soir les opposants au mariage. La preuve, selon lui, que les policiers ne s'en prennent pas qu'à des activistes radicaux d'extrême droite mais aussi à des petites pointures... **Jo. M.**

En Syrie, le recours à des armes chimiques improvisées

> **Proche-Orient** Les Nations unies ont constitué une mission d'enquête qui attend à Chypre le feu vert de Damas

Au milieu de la nuit, le quartier kurde de Cheikh Maqoud au centre d'Alep est réveillé par une explosion. La bombe est tombée sur un immeuble d'habitation pas loin de la ligne de front qui traverse ce quartier ravagé par les combats. Trois morts, une femme et ses deux enfants. Le père, blessé, récupère lentement, ses blessures sont pour la plupart invisibles, causées, selon le médecin qui s'occupe de lui, par des armes chimiques. Le bombardement a eu lieu dans la nuit du 12 au 13 avril et serait, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), la dernière en date d'une série d'attaques chimiques.

Les gouvernements britannique et français détiendraient les preuves que des armes chimiques

auraient été utilisées en Syrie. Paris et Londres en ont informé le gouvernement américain et le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dès le 25 mars. Barack Obama a averti que le recours aux armes chimiques constituait une ligne rouge. Son franchissement modifierait la position de son gouvernement, jusqu'ici opposé à une intervention militaire.

Similaire au gaz sarin

Selon un diplomate qui préfère garder l'anonymat, le Ministère britannique de la défense aurait reçu un échantillon de terre contaminée par un toxique similaire au redoutable gaz sarin. Il aurait été recueilli récemment sur l'un des trois champs de bataille où l'on suspecte

le recours à des gaz mortels: Homs, Khan al-Asal et Damas. Le bombardement de Khan al-Asal, dans la région d'Alep, le 19 mars dernier, a été le plus meurtrier des trois. Le régime et l'opposition se sont mutuellement rejeté la responsabilité des explosions qui ont fait 27 morts dont des soldats syriens. Damas a officiellement déposé le 20 mars une requête pour que l'ONU ouvre une enquête sur l'utilisation d'armes chimiques à Khan al-Asal. Le secrétaire général de l'ONU en a accepté le principe, à condition que les enquêteurs puissent mener leurs investigations en différents lieux de Syrie. Une mission d'experts a été nommée, mais est désormais bloquée à Chypre en raison du refus de Damas d'élargir l'enquête à d'autres sites que celui de Khan al-Asal.

Pour Hamish de Bretton-Gordon, spécialiste des armes chimiques et chef des opérations pour le consultant londonien SecureBio, Britanniques et Français ont bien en leurs mains des éléments qui permettent de confirmer l'utilisation de toxiques: «Mais il ne s'agit pas nécessairement d'armes chimiques véritables. Je pencherais plutôt pour des armes chimiques improvisées, fabriquées à l'aide de pesticides. Nettement moins dangereuses que le sarin ou le VX, elles produisent des blessures similaires et, surtout, ont une structure moléculaire presque identique.»

Avec les échantillons probablement de mauvaise qualité dont Londres et Paris disposent, il serait donc très difficile de faire la différence entre du gaz sarin et des pes-

ticides détournés à des fins militaires. Cela pourrait aussi expliquer le nombre relativement faible de victimes car, ajoute Hamish de Bretton-Gordon, «si des bombes au sarin ou à l'agent VX avaient été larguées, les bilans seraient beaucoup plus lourds, comme ce que l'on a constaté à Halabja dans le Kurdistan irakien, il y a vingt-cinq ans». Rami Abdulrahman, directeur de l'OSDH, en convient: «Nous avons de forts soupçons mais pas encore les preuves définitives de l'emploi d'armes chimiques.»

«Ypérite et gaz moutarde»

Selon Jean-Vincent Brisset, directeur de recherches à l'IRIS, les Syriens auraient à disposition, et en grandes quantités, des armes de première génération du type de celles qui ont été utilisées lors de la Première et de la Seconde Guerre mondiale: «Ypérite, gaz moutarde, sarin, et peut-être du VX, tous des

toxiques faciles à produire et terriblement efficaces.» Dès lors, pourquoi utiliseraient-ils des armes chimiques improvisées nettement moins mortelles? «Chacun des deux camps pourrait être derrière ces attaques chimiques, nuance Hamish de Bretton-Gordon. Damas et l'opposition n'ont pas la même perception de la ligne rouge tracée par Barack Obama en cas de recours aux armes chimiques. Le gouvernement syrien pense qu'il a une certaine marge de manœuvre avant d'encourir une réaction militaire. Il pourrait être tenté de jouer avec la limite pour tester les nerfs des Américains. De leur côté, les rebelles espèrent que la réaction serait immédiate à la première attaque chimique avérée. On ne peut exclure qu'ils recourent à ces armes chimiques improvisées et en imputent la responsabilité au gouvernement dans le but de contraindre les Occidentaux à intervenir.» **Boris Mabillard**

Appel du médiateur international

Le médiateur international **Lakhdar Brahimi** a demandé une nouvelle fois vendredi au Conseil de sécurité d'agir dans l'unité pour faire cesser le conflit en Syrie mais n'a donné aucune indication fiable sur son avenir à son poste. Des rumeurs sur une démission de l'Algérien ont circulé depuis qu'il a fait l'objet de vives critiques de la part des médias officiels syriens et que la Ligue arabe a octroyé le

siège de la Syrie à l'opposition. **La Russie et l'Égypte**, de leur côté, appellent les parties du conflit à conclure un cessez-le-feu «le plus vite possible», a déclaré hier le président Vladimir Poutine, à l'issue d'une rencontre avec son homologue égyptien, Mohamed Morsi. Les deux pays prônent également «une solution politique», «sans ingérence extérieure», a ajouté le chef du Kremlin. **AFP**

Les otages français du Nigeria libérés

> **Afrique de l'Ouest**
Deux mois de captivité

Deux mois, jour pour jour, après avoir été enlevée alors qu'elle était en expédition touristique dans le Parc national de Waza, à l'extrême nord du Cameroun, la famille française de trois adultes et quatre enfants de 5 à 12 ans a été libérée vendredi. Détenus au Nigeria, où ils avaient été transférés par leurs ravisseurs, des hommes armés à moto, le jour même de leur kidnapping, les Moulin-Fournier sont attendus ce samedi à Paris, en provenance du Cameroun. En bonne santé bien qu'amaigris, ils étaient arrivés hier en fin de matinée à Yaoundé, où sont venus les chercher sans délai Laurent Fabius, le ministre des Affaires étrangères, et Gérard Mestrallet, le patron de GDF Suez, l'entreprise hexagonale qui emploie au Cameroun Tanguy Moulin-Fournier, le père.

Islamistes nigériens

Pour l'heure, tant les circonstances de la détention que celles de la délivrance, annoncée en premier lieu par Paul Biya, le président du Cameroun, restent obscures. Dès les premières heures, Paris avait attribué l'enlèvement à Boko Haram, même si l'hypothèse de coupeurs de routes à motivations exclusivement crapuleuses avait circulé. Le 25 février, la famille était apparue sur une vidéo aux côtés de ravisseurs se revendiquant de ce groupe islamiste nigérien, accréditant auprès des médias sa responsabilité, une première pour lui s'agissant d'enlèvement d'Occidentaux, en dépit d'une mise en scène jugée douteuse par des spécialistes. Une bande-son et une autre vidéo ont suivi fin mars.

D'après Laurent Fabius, il n'y a eu aucune «action de force» pour obtenir la libération, fruit de «contacts» cultivés depuis des semaines. «La règle dans toutes ces affaires, c'est efficacité et discrétion», dit-il. Ce dénouement rapide laisse supposer que les négociateurs ont su exercer les pressions suffisantes pour faire plier des ravisseurs peu coutumiers du business des enlèvements, qu'encombraient de surcroît la détention de quatre enfants en bas âge.

L'Élysée a formellement exclu qu'une rançon leur ait été versée par la France, un principe avec lequel Paris affirme ne plus vouloir transiger. De son côté, GDF Suez s'est félicité, dans un communiqué, de la libération de «Tanguy et de sa famille». Aucun commentaire n'a été fait sur la manière dont l'entreprise avait pu y contribuer.

Angélique Mounier-Kuhn

Libye-Sarkozy: enquête

> **France** Financement électoral

Deux juges français vont enquêter sur les accusations de financement par la Libye de Kadhafi de la campagne électorale de l'ancien président Nicolas Sarkozy en 2007, lancées par le sulfureux homme d'affaires Ziad Takieddine, a annoncé vendredi une source judiciaire. Le Parquet de Paris a ouvert une enquête judiciaire pour «corruption active et passive», «trafic d'influence», «faux et usage de faux», «abus de biens sociaux», «blanchiment, complicité et recel de ces délits».

L'homme d'affaires franco-libanais avait affirmé le 19 décembre détenir les preuves d'un financement par la Libye de la campagne électorale de Sarkozy. En revanche, les deux juges désignés n'enquêteront pas sur le document publié quelques mois plus tôt par le site d'informations Mediapart, attribué à un ex-dignitaire libyen. **AFP**

KOLLER

GUIDO RENI
Vendu pour CHF 1,2 millions

Nous nous tenons volontiers à votre disposition pour l'estimation de vos objets en vue de notre vente de septembre 2013

Koller Zurich · tél. 044 445 63 63
office@kollerauctions.com
Koller Genève · tél. 022 311 03 85
geneva@kollerauctions.com
www.kollerauctions.com



Boston: la piste de deux frères tchétiens

> **Etats-Unis** L'aîné a été tué, le benjamin est traqué dans une ville bouclée

> Ils sont soupçonnés d'avoir posé les deux bombes qui ont explosé lundi

Lorraine Millot WASHINGTON

Deux sportifs accomplis, originaires de Tchétchénie, installés aux Etats-Unis depuis plusieurs années, et grands amateurs de vidéos kitsch glorifiant Allah. Les éléments encore très fragmentaires réunis vendredi sur les frères T., soupçonnés d'avoir commis lundi les attentats de Boston, esquissent le portrait de deux jeunes assez ordinaires, qui faisaient encore des blagues de potache sur Internet il y a quelques mois. Le plus âgé a été tué jeudi soir, le plus jeune est traqué par une armada de plus de 9000 policiers et militaires.

Selon l'oncle des deux frères, dont le prénom est Ruslan, installé lui aussi aux Etats-Unis, la famille est arrivée en 2003, après avoir longtemps vécu au Kirghizistan. Avant de s'installer à Cambridge, tout près de Boston, la famille a résidé au Daguestan, une petite république russe voisine de la Tchétchénie qui est aussi régulièrement secouée par des attentats et des assassinats. Sur sa page VKontakte, une sorte de Facebook russe, le plus jeune des deux frères, D., 19 ans, indique avoir été scolarisé à Makhatchkala, la capitale du Daguestan, en 1999-2001.

«Je n'ai pas un seul ami américain. Je ne les comprends pas», avait confié l'aîné dans un reportage

La directrice de son école, Irina Bandourina, a confirmé que la famille avait bien vécu à Makhatchkala, avant de partir pour les Etats-Unis. L'agence AP affirmait hier avoir retrouvé au Daguestan le père des deux garçons, Anzor T. Contacté par téléphone, il a assuré que son plus jeune fils était «un vrai ange». «D. est en seconde an-



La police traque le plus jeune des deux frères près de Boston. Il a pu être «radicalisé» par son frère aîné, tué jeudi soir. WATERTOWN, 19 AVRIL 2013

née de médecine aux Etats-Unis. Il est tellement intelligent. Nous l'attentions ici pour les vacances», a déclaré ce père. L'oncle des deux garçons, Ruslan, qui s'est dit brouillé avec cette branche de sa famille depuis plusieurs années, a fait une description très différente des frères T.: «Ce sont des ratés. Ils n'ont pas été capables de réussir et donc ils en veulent à tous ceux qui réussissent. Quelqu'un a dû les radicaliser», suspecte-t-il, tout en avouant n'avoir pas revu ses deux neveux depuis décembre 2005.

Sur sa page VKontakte, le benjamin D. T. a copié plusieurs liens renvoyant à des sites islamistes ou prônant l'indépendance de la Tchétchénie. A la rubrique «croyances», il indiquait que sa «conception du monde» était «l'islam» mais que ses priorités personnelles étaient «la carrière et l'argent». Cette page donne surtout l'impression d'un adolescent attardé, qui aime bien plaisanter. Une vidéo titrée «J'ai bien torturé mon frère» montre un jeune homme, qui ressemble à T., l'autre suspect des attentats de Boston, imitant, non sans talent, les différents accents

du Caucase et brandissant un petit canif à l'appui de sa démonstration.

D. était un «garçon ordinaire» qui aimait le sport, mais aussi boire et «faire la fête», a décrit Eric Mecaco, un ancien camarade de la Cambridge Rindge and Latin School, le lycée où il a fait sa scolarité aux Etats-Unis. Une autre ancienne camarade de lycée, Rebecca Mazur, se souvient de D. comme d'un «garçon plutôt sympa», qui n'avait en tout cas rien d'un solitaire. «Il participait aux activités de la communauté, il ne s'isolait pas.» Un voisin, Larry Aaronson, l'a décrit comme «un gamin adorable».

Ce voisin n'avait pas détecté la moindre haine de l'Amérique chez ce très jeune homme: selon lui, il était plutôt content d'avoir échappé aux troubles du Caucase: «Il était vraiment reconnaissant d'être ici, de pouvoir aller à l'école et d'être accepté.» En février 2011, D. avait été distingué comme «athlète du mois» par son lycée, où il s'entraînait à la lutte. La même année, il recevait une bourse de 2500 dollars de la ville de Cambridge pour lui permettre de poursuivre des études supérieures. Il

était inscrit cette année sur le campus de Dartmouth, de l'Université du Massachusetts, situé à une centaine de kilomètres au sud de Boston. Plusieurs étudiants, interrogés par les télévisions américaines, ont décrit aussi D. comme un garçon «joyeux» dont les blagues portaient sur les stars de la pop ou du cinéma américain plutôt que sur la politique. Interloqués par le fait qu'il ait pu se transformer en possesseur de bombes, ces camarades émettaient hier l'hypothèse qu'il ait pu être «radicalisé» par son frère aîné.

L'aîné des deux frères, T.T., 26 ans, qui a été tué jeudi soir dans les échanges de tirs avec la police, était aussi un sportif amateur de bon niveau. Un photographe indépendant, Johannes Hirn, l'avait suivi alors qu'il s'entraînait pour une compétition de boxe il y a quelques années. Selon ce photographe, T. rêvait alors de se qualifier dans l'équipe olympique américaine, pour obtenir sa naturalisation. Tant que la Tchétchénie n'est pas indépendante, il préfère se battre sous les couleurs des Etats-Unis plutôt que de la Russie, expliquait Johan-

nes Hirn dans ce reportage titré *Boxer pour un passeport*. Deux photos le montraient torse nu, avec des pectoraux impressionnants, mais précisant qu'il n'était que rarement sa chemise pour ne pas «donner de mauvaises idées» aux jeunes filles. «Je suis très religieux», déclarait-il dans ce reportage photo. Une petite amie figurait aussi sur les photos, présentée comme Italo-Portugaise, convertie à l'islam. «Je n'ai pas un seul ami américain. Je ne les comprends pas», avait confié T. au photographe.

Une page YouTube au nom de T.T., créée en août 2012, suggère aussi que le jeune homme s'était radicalisé ces derniers temps: on y trouve tout un bric-à-brac de vidéos chantant les louanges d'Allah en arabe, russe ou anglais. Une des vidéos recommandées par T. décrit la conversion des Russes à l'islam, une autre chante la gloire des martyrs qui répondent à l'appel d'Allah. En 2009, la police l'aurait appréhendé pour violence conjugale, selon une source locale. D'après un ancien ami, Ahdi Moro, interrogé par des journalistes américains, T. serait père d'un enfant de 2 ans.

La Serbie et le Kosovo signent la paix

> **Balkans** L'UE ouvre ses portes à Belgrade

Ram Etwareea BRUXELLES

Historique. La Serbie et son ancienne province rebelle de Kosovo, qui a proclamé son indépendance en 2008, ont conclu vendredi un accord de normalisation de leurs relations après plusieurs mois de difficiles négociations. Une page se tourne aussi sur les bombardements de Belgrade par les forces de l'OTAN dans le cadre de l'opération Allied Force en 1999, en représailles aux violences serbes commises au Kosovo.

Ce succès diplomatique revient à l'Union européenne (UE), qui a conditionné l'ouverture des négociations pour l'adhésion de la Serbie à la grande famille européenne à un accord de paix. Officiellement, les ministres européens des Affaires étrangères, qui se réunissent lundi au Luxembourg, devraient fixer la date du début des négociations. Jeudi, le Parlement européen avait pris les devants, souhaitant que les diplomates européenne et serbe se mettent au travail dès le 1er juin. Pour le Kosovo, l'UE prévoit, dans un premier temps, un accord d'association.

«Deux pays, deux peuples»

Les négociations avaient démarré en octobre. Le premier ministre serbe, Ivica Dacic, et son homologue kosovar, Hashim Thaçi, se sont retrouvés de nouveau dans la capitale européenne vendredi. Leur précédente réunion, mercredi, s'était soldée par un échec. La cheffe de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, avait alors déclaré que les différends, «très profonds» dix jours plus tôt, étaient désormais «minces et très superficiels». Ils portaient principalement sur le statut de la région au nord du Kosovo où les Serbes sont majoritaires. La Serbie avait obtenu que la police et la justice restent sous la compétence des autorités locales. La sécurité y est assurée à présent par les forces de l'OTAN.

«Cet accord ouvre la voie à une normalisation entre nos deux pays, nos deux peuples», a déclaré Hashim Thaçi à l'issue de la cérémonie de signature, cité par l'AFP. «Les propositions de la Serbie ont été acceptées», a dit de son côté le chef du gouvernement serbe, Ivica Dacic.

Les Paraguayens tournent la page Lugo

> **Paraguay** Présidentielle dimanche, dix mois après la destitution de l'ex-«évêque des pauvres»

Plus de 5 millions de Paraguayens qui vont se rendre dimanche aux urnes pour choisir leur prochain président ont quelques raisons de douter de leur personnel politique. Horacio Cartes, en tête dans les sondages et représentant du Parti Colorado, qui a dirigé le pays pendant 61 ans, est accusé des pires maux par ses adversaires. Cet industriel multimillionnaire, nouveau venu dans la politique, a de fait créé une banque dans les sulfureuses îles Cook, et un avion chargé de cocaïne s'est malencontreusement posé sur une de ses propriétés. Condamné en 1985 pour trafic de devises, il a aussi été poursuivi par la justice brésilienne pour contrebande de cigarettes et aurait un penchant invétéré pour la bouteille.

Fin d'un «coup d'Etat»

Pour Efrain Alegre, son adversaire du Parti libéral, l'élection de Horacio Cartes signifierait la victoire «de la contrebande, de la mafia et de la piraterie». Mais le pedigree de ce politicien expérimenté, qui est soupçonné d'avoir détourné 25 millions de dollars quand il était ministre des Travaux publics, n'est

pas non plus sans taches. «Nous allons en finir avec cette habitude de voler dans les caisses, assure Horacio Cartes. C'est ce qui a détruit le Paraguay.»

Ces candidats hauts en couleur dans l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine, enclavé, pourraient laisser indifférent les voisins brésiliens ou argentins. Ce n'est pas le cas. Les pays de la région, qui ont envoyé un nombre record d'observateurs électoraux, voient en effet dans cette élection la fin d'un «coup d'Etat» dont les répercussions se sont fait sentir sur tout le continent. Le 22 juin dernier, le Sénat paraguayen destituait en effet Fernando Lugo, premier président de gauche du pays, «coupable» d'avoir mal géré un conflit avec des paysans sans terres et d'avoir provoqué la mort de 17 personnes. Une procédure qui n'a pas respecté la Constitution, car l'ancien «évêque des pauvres» n'a pas pu préparer sa défense et a été remplacé en quelques heures par son vice-président issu du Parti libéral, Federico Franco.

Le Paraguay, qui avait été aussitôt exclu du Marché commun du Sud (Mercosur) et de l'Union des

nations sud-américaines (Unasur), devrait retrouver ces instances inter-étatiques à l'occasion de cette nouvelle élection. Pour l'analyste Miguel Ortiz Granada, le scrutin est marqué par un autre événement: la disparition des militaires de la scène politique. «Quelqu'un se souvient-il du nom du chef du premier corps d'armée? Je ne sais pas, je ne le connais pas, la population non plus», se félicite-t-il. En revanche, et pour la première fois dans ce pays profondément machiste, une femme est candidate à la présidence.

Retour de la droite

Le vote de dimanche devrait par ailleurs confirmer le retour de la droite au Paraguay. Fernando Lugo, atteint d'un cancer et empêché constitutionnellement de briguer un second mandat, se présente seulement à un poste de sénateur. Les deux candidats favoris des sondages sont tous deux conservateurs et «pro-business». Ils mettent en avant l'emploi dans un pays qui accumule les paradoxes. Bénéficiant d'une des plus fortes croissances d'Amérique latine, le Paraguay n'arrive pas à faire reculer sa pau-

vreté et affiche un secteur informel qui représente 40% du PIB.

Présentant le même programme libéral, les deux candidats se distinguent cependant par leur style. Souvent outrancier, Horacio Cartes n'hésite pas à défendre le général Alfredo Stroessner, qui a dirigé le pays de 1954 à 1989, au nom du même Parti Colorado; une dictature qui a fait disparaître entre 1000 et 3000 opposants mais qu'il présente comme «une période d'ordre et de progrès». Plus modéré, Efrain Alegre se définit lui-même comme un homme du centre et préfère reléguer son adversaire dans un «Paraguay du passé».

La campagne électorale n'a guère abordé les problèmes auxquels devra faire face le prochain président. La contrebande mine l'économie, l'impôt ne rentre pas dans les caisses et, dans les campagnes, 2% de la population possède 80% des terres. Comme pour rappeler cette injustice à leurs dirigeants, les paysans du village de Curuguaty, dont l'éviction violente avait provoqué la chute de Fernando Lugo, campent depuis lundi devant la Cour suprême d'Asunción. **Frédéric Faux** LA PAZ

Panorama

Europe

La gauche échoue à faire élire Romano Prodi

Parti grand favori, Romano Prodi a échoué vendredi au quatrième tour de l'élection présidentielle italienne. Le patron du Parti démocrate, principale force de gauche, Pier Luigi Bersani, avait opté pour l'ancien premier ministre pour tenter de ressouder son parti, que l'accord avec la droite sur la candidature Franco Marini avait risqué de faire éclater. Peine perdue: 101 «francs-tireurs» (sur 496 électeurs de gauche) n'ont pas respecté la consigne de vote. Pour protester contre le choix de Romano Prodi, dont il est la bête noire, le Cavaliere avait appelé le centre droit à ne pas participer au quatrième tour, consigne largement respectée. Un cinquième tour est prévu samedi matin. (AFP)

Insurrection du ghetto de Varsovie: 70e anniversaire

Annoncée par des sirènes et les cloches des églises, une cérémonie du souvenir a eu lieu vendredi devant le mémorial aux héros du ghetto de Varsovie, 70 ans après que des combattants juifs attaquent les nazis pour mourir l'arme à la main plutôt que dans un camp d'extermination. (AFP)

Amériques

Maduro prête serment

Nicolas Maduro a été investi vendredi à la présidence du Venezuela, succédant ainsi à son défunt mentor Hugo Chavez, au terme d'une violente crise politique ouverte par le refus de l'opposition d'admettre sa victoire à la présidence. (AFP)

Explosion à West: 12 morts

Le bilan de la gigantesque explosion survenue mercredi dans une usine d'engrais à West, au Texas, a atteint 12 morts vendredi. Les recherches d'autres victimes ou de survivants se poursuivent. (AFP)

Asie

Musharraf interrogé

L'ex-président Pervez Musharraf était interrogé vendredi au quartier général de la police à Islamabad après avoir été placé en résidence surveillée par la justice, une première pour un ancien chef des armées qui assombrir davantage son avenir politique. (AFP)

Attentats en Irak

L'Irak connaissait un nouvel accès de violences à la veille des élections provinciales avec la mort de 10 personnes dans des attentats. (AFP)

Berne déjà sur la voie de l'échange automatique

> **Secret bancaire** L'OCDE prépare l'échange automatique d'informations pour fin 2013

> La Suisse participe aux travaux, malgré son opposition officielle à ce système

Sylvain Besson

La Suisse siège dans un groupe de travail discret de l'OCDE, qui prépare la mise en œuvre de l'échange automatique d'informations entre fiscaux nationaux pour la fin de l'année 2013 déjà, a appris *Le Temps* de sources concordantes à Berne et Paris.

Ce groupe, appelé «sous-groupe d'experts sur l'assistance administrative mutuelle», développe des règles permettant aux Etats de s'échanger d'énormes volumes de données bancaires pour combattre l'évasion fiscale. Une «plateforme multilatérale pour l'échange automatique de renseignements», avec des normes techniques et informatiques détaillées, sera prête d'ici à la fin de l'année, ou du moins ses premiers éléments, explique-t-on à l'OCDE. La Suisse est représentée dans ce sous-groupe par un technicien de l'administration fédérale. Cette présence soulève un

point critique: comment la Suisse peut-elle à la fois s'opposer au principe de l'échange automatique d'informations, et participer aux travaux qui vont en faire une réalité concrète d'ici à quelques mois?

Des données portant sur des milliards d'euros sont échangées routinièrement

Officiellement, la contradiction n'existe pas. La participation de la Suisse au sous-groupe lui permet de s'informer «sur les expériences pratiques d'autres pays en matière d'échange automatique», explique Mario Tuor, du Secrétariat d'Etat aux questions financières internationa-

Ministres des Finances du G20. En haut, Eveline Widmer-Schlumpf. WASHINGTON, 19 AVRIL 2013



les, dans un courriel. Mais cela n'empêche pas le Conseil fédéral de juger ce système plus lourd, plus coûteux et moins efficace que son dispositif «Rubik» de taxation des avoirs non déclarés, qui préserve l'anonymat des clients étrangers dans les banques suisses.

Politiquement, la présence dans ce groupe technique n'engage donc pas la Suisse. «C'est logique d'y être pour savoir ce qui se passe», confirme-t-on à l'OCDE, tout en notant que le sous-groupe est ouvert aux «pays

intéressés» par l'échange automatique d'informations – une catégorie qui, de fait, inclut désormais la Suisse. Pour Luc Thévenoz, professeur de droit bancaire à l'Université de Genève, cette participation fait sens: «Nous avons intérêt à participer à la définition d'un standard international plutôt que de nous le voir imposer», estime-t-il. Car un dynamisme peut-être irrésistible est en train de naître, pour faire de l'échange automatique le standard universel contre l'évasion fiscale. Jeudi, dans

un communiqué, l'OCDE disait travailler à ce que «l'échange automatique d'informations fiscales entre pays devienne la norme globale».

Un rapport en ce sens a été soumis vendredi aux ministres des Finances du G20, réunis à Washington. Il affirme que les transferts routiniers de données bancaires entre fiscaux nationaux permettent d'éduquer les contribuables dans l'acquittement de leurs obligations fiscales. Des volumes de transactions pouvant dépasser 15 milliards d'euros par pays sont

déjà annoncés automatiquement chaque année par les Etats qui pratiquent ce système, précise le rapport.

Le G20 semble convaincu. Il déclarait vendredi: «Nous exhortons tous les Etats à avancer vers l'échange automatique d'informations» bancaires et à en faire «la règle générale» pour l'ensemble des pays du globe, ce qui conduirait à lever le secret bancaire.

► **L'interview du professeur Luc Thévenoz: page 14**

«On peut prédire la mort de la place financière»

> Christian Lüscher, vice-président du PLR

Le Temps: A droite, on est très fâché avec Martin Landolt, président du PBD, qui estime que la Suisse doit se préparer à l'échange automatique d'informations...

Christian Lüscher: Les propos de Martin Landolt sont inquiétants. Il fait des raccourcis inacceptables. Il prépare simplement le terrain à la stratégie de «sa» conseillère fédérale, Eveline Widmer-Schlumpf, esseulée au Conseil fédéral et qui cherche des appuis à gauche. Annoncer qu'il faut passer à l'échange automatique, sans même le définir – alors que la Suisse est sous une forte pression internationale –, c'est irresponsable. Prêcher sans autre le passage à

l'échange automatique, c'est céder avant d'avoir commencé à négocier et rien obtenu. Avec de telles déclarations, nous risquons de n'avoir plus aucune marge de manœuvre. Or la situation est gravissime pour la place financière suisse. On a le sentiment que le Conseil fédéral ne maîtrise plus l'évolution.

– **Vous êtes pessimiste...**

– Nous payons cher le moment d'euphorie qui a suivi l'éviction de Christoph Blocher du Conseil fédéral – ce que je peux comprendre – et l'incapacité à désigner un conseiller fédéral UDC agréé par son parti. Nous avons un petit parti, le PBD, qui bombe le torse et veut se faire plus gros que le bœuf. Mais sa ministre est isolée, et l'équilibre du Conseil fédéral est rompu. Cela

interdit au gouvernement de développer une vision stratégique.

– **Qu'est-ce qui vous inquiète, les propos de Martin Landolt ou la stratégie de la ministre des Finances?**

– Les deux. Si Martin Landolt s'exprime ainsi, c'est qu'il a l'adhésion de sa ministre. A tout le moins il l'implique directement. Je n'imagine pas qu'il ne l'ait pas consultée. Quant à la stratégie de la ministre des Finances, si c'est celle de son avant-projet sur l'argent déclaré, c'est la catastrophe. On peut prédire la mort de la place financière suisse. Son idée d'autodéclaration du client avec vérification et responsabilité des banques est catastrophique. Comment une banque pourrait-elle vérifier les dires d'un entrepreneur sud-américain qui a fait fortune avec sa société familiale, elle-même active à travers des dizaines de filiales et de participations? A Londres, ce n'est pas le cas. La banque n'est tenue à ces vérifications que si elle nourrit de sérieux soupçons d'infraction. Je suis pour la transparence, mais la Suisse ne doit pas s'infliger des règles que ne s'appliquent pas ses concurrents. Faute de quoi aucun client des pays émergents n'aura envie de venir chez nous en raison de l'effet dissuasif des procédures.

– **Quelle stratégie développer, alors?**

– D'abord régler le passé. C'est ce que l'on a tenté de faire avec Rubik. C'est ce que nous sommes en train de rechercher avec les Etats-Unis. Nous devons d'abord trouver une solution avec l'ensemble des membres de l'UE. C'est primordial. En échange du règlement du passé, la Suisse doit recevoir notamment un accès aux

marchés internes, ce qui nous est actuellement refusé. Il faut, dans une deuxième phase, obtenir de nos partenaires et concurrents que les mêmes règles s'appliquent uniformément à tous (le fameux *level playing field*). Ce qui est loin d'être le cas, même chez ceux qui nous critiquent. L'avenir est aujourd'hui à une place financière suisse transparente mais avec une transparence égale de la part des concurrents.

– **Avec le Luxembourg et le débat en Autriche ou au G20, l'échange automatique s'imposera...**

– Il faut d'abord définir ce que l'on entend par échange automatique; qui cela concerne-t-il? Personnes physiques, sociétés et/ou trusts? La conception qu'en ont les Luxembourgeois est bien délimitée. Une mise en vigueur en 2015, mais plus vraisemblablement en 2016. Avec un «sas de décontamination», une période pour régler le passé, de trois ans. De plus, l'échange de données se limitera aux intérêts de l'épargne, mais ne concernerait ni les transactions ni la situation du patrimoine.

Propos recueillis par Yves Petignat BERNE

La Suisse derrière les Bahamas

Selon le rapport du Forum mondial sur la transparence fiscale, rédigé par l'OCDE et publié vendredi, la Suisse se situe dans le peloton de queue des 96 pays ou juridictions fiscales examinés. Neuf critères de mise en place d'une législation favorisant la transparence et l'échange de renseignements fiscaux entre les pays ont été définis. Ces facteurs d'analyse passent en revue la disponibilité des informations, les procédures d'accès en main des autorités fiscales nationales, et le degré d'échange d'informations entre autorités. Sur ces neuf critères, la Suisse obtient deux mentions rouges (pas implémenté), trois mentions orange (incomplet) et quatre mentions vertes (en conformité). Tous les territoires européens, y compris les îles Anglo-Normandes, Monaco ou Andorre, ont moins de deux mentions rouges. Les pays les plus en retard sont l'Autriche (1 rouge, 4 orange), le Luxembourg et le Liechtenstein (tous deux 1 rouge, 2 orange). Selon ce classement, qui n'exige

pas l'échange automatique de renseignements pour obtenir un certificat de conformité, la Suisse se situe derrière les Bahamas et au niveau de la Jamaïque ou du Liberia.

La Suisse n'est pas en conformité avec les règles de l'OCDE car sa législation rend impossible un accès, même limité, à des informations sur les actions au porteur. Elle n'a pas non plus mis en vigueur suffisamment de conventions de double imposition qui considèrent l'évasion fiscale comme une forme de fraude (30 conventions actives sur 90). Enfin, la loi suisse permet à des clients soupçonnés de grave fraude fiscale d'être systématiquement avertis avant que leurs données soient échangées entre autorités fiscales, ce qui facilite les échappatoires. L'OCDE publiera en novembre un nouveau rapport et attend du G20 un mandat qui devrait établir, dès 2015, l'échange automatique de renseignements comme la norme valable pour tous, y compris la Suisse. **Willy Boder** BERNE

Naissances



Nous sommes très heureux d'annoncer la naissance de
Leonardo
le 11 avril 2013 à 15h26

Irina et Riccardo
di Guevara Fabbri

Nous avons le bonheur d'annoncer la naissance d'
Andrea
le 13 avril 2013

Nathalie et Laurent Gabert
Rue de Fribourg 10
1201 Genève

Nous avons le bonheur d'annoncer la naissance de
Charles Jules
le 14 avril 2013 à 15h41

Anne Lamunière
et Julien Chappuis
Rue de Lausanne 25
1202 Genève

Clinique des Grangettes
Genève

Les annonces de naissance, avec photos des bébés, sont disponibles sur le site www.grangettes.ch

Naissance

Nous avons le grand bonheur d'annoncer la naissance de

Ela Louise
le 6 avril 2013 à 13h22

Eylül, Adrien et Alice
Lasserre Polat
Rue de Cossonay 18
1008 Prilly

Un pas décisif à Washington

> Les ministres du G20 déterminés

L'échange automatique d'informations en matière fiscale a fait un pas de plus, peut-être décisif, à Washington. Réunis jeudi et vendredi dans la capitale américaine, les ministres des Finances du G20 ont appelé, dans leur communiqué final, à lutter plus énergiquement contre l'évasion et la fraude fiscales. «Nous saluons les progrès faits en faveur de l'échange automatique d'informations», censé devenir le standard à appliquer. Nous exhortons tous les Etats à avancer vers l'échange automatique d'informations bancaires, et à en faire «la règle générale» pour l'ensemble des pays du globe.

Devant la presse, le ministre russe des Finances, Anton Siluanov, a d'abord minimisé les discussions au sujet de l'échange automatique, déclarant que le sujet n'avait pas vraiment été abordé. «C'est une question

pertinente qui doit être réglée, je pense, dans le cadre de l'OCDE et du GAFL.» Puis il a lâché: «Nous pensons toutefois que nous pouvons aller vers un échange automatique d'informations.» Les ministres des Finances du G20 saluent par ailleurs les progrès accomplis par certains Etats en matière d'échange d'informations, mais ils somment les plus récalcitrants d'agir de façon plus déterminée: «Nous exhortons tous les Etats à mettre en œuvre rapidement toutes les recommandations, en particulier les 14 pays dans lesquels la législation ne répond pas au standard.» Parmi les mauvais élèves mentionnés figure la Suisse.

Invitée au G20 grâce à la Russie qui le préside, la Suisse a tenté de faire entendre sa voix. Conseillère fédérale chargée des Finances, Eveline Widmer-Schlumpf, qui s'est entretenue sur le sujet avec les ministres britannique et français, George Osborne et Pierre Moscovici, a exprimé des réserves à Washington: «Nous

avons obtenu le soutien de plusieurs pays. Par rapport à un standard global sur l'échange automatique d'informations, nous estimons que celui-ci doit inclure toutes les places offshore, imposer l'identification des ayants droit des trusts, et permettre la réciprocité. Nous ne pouvons pas accepter un standard qui ne va que dans un sens, comme l'accord Fatca [avec les Etats-Unis].» Vendredi, Eveline Widmer-Schlumpf a souligné toutefois que certains pays poussent plus que d'autres: «Le ministre italien des Finances, Vittorio Grilli, exhorte à l'échange automatique et à un Fatca européen.»

La Suisse a exprimé des réserves par rapport à la déclaration du G20. Secrétaire d'Etat adjoint aux affaires financières internationales, Alexander Karrer le dit: «La Suisse était invitée, nous ne sommes pas un membre à part entière. Nous n'allions pas tenter de bloquer quoi que ce soit. Mais notre voix a été entendue.» **Stéphane Bussard** WASHINGTON

Tache d'huile citoyenne contre la densification

> **Urbanisme** Les associations contre les projets de développement se multiplient
> **Portrait de groupe**

Yelmarc Roulet

Bussigny, Renens, Le Mont, Chavannes, Romanel, Tolochenaz... Les noms s'égrènent, la liste s'allonge. Celle de tous les mouvements qui, dans la région lausannoise, se sont constitués pour s'opposer à des projets de densification, de (ré)urbanisation ou de transformation de quartiers.

Non seulement ils se multiplient, mais ils sont tentés de se fédérer. En tout cas, ils collaborent toujours plus intensément. Sur les sites, les blogs, on échange informations, conseils juridiques, bonnes pratiques. «Ceux de Bussigny avaient repris nos statuts, explique Willy Grandjean, de Renens. Mais maintenant, ce sont eux qui sont en avance et nous conseillent pour récolter efficacement des signatures.» Comme une répétition avant référendum, une pétition contre la densification de Florissant, une cité des années 60, a déjà recueilli 1000 paraphe.

«Ces associations n'ont pas de couleur politique, ce qui trahit le manque de réflexion dans les partis»

Au départ, chaque situation est particulière. Ici, ce sont des locataires de banlieue populaire qui se trouvent déjà assez nombreux comme ça; là, des propriétaires attachés au caractère de leur village cossu.

Mais le souci de répondre à la critique de l'égoïsme face aux besoins incontestables de la société pousse ces groupes à élaborer une argumentation commune: la préservation de la qualité du cadre de vie face à des changements trop brutaux.

«Il y a onze projets au Mont-sur-Lausanne, énumère Daniel Sirejols, on bétonne, on bétonne.» Inquiet de voir son village passer de 5000 à 12000 habitants, le président de «MontAvenir» préférerait même «une ville nouvelle plutôt que ces constructions à droite et à gauche».

«Egoïstes? Non, citoyens!»

De gauche à droite, réunis par «Le Temps»: Daniel Sirejols (Le Mont), Olivier Rochat (Tolochenaz), Conchita Neet (Florissant/Renens), Olivier et Yvette Barraud (Bussigny).

RENENS,
19 AVRIL 2013



«Nous ne sommes pas contre la densification, mais voulons la limiter à 1000 habitants de plus par décennie», ajoute Béatrice Giriens, ancienne syndique de Romanel-sur-Lausanne passée à la contestation.

«Il n'y a aucune réflexion sur les écoles et les autres équipements parallèlement aux projets immobiliers», dénonce Olivier Rochat, de «Sauvons le patrimoine de Tolochenaz».

Le thème du déficit démocratique monte aussi en puissance. «Les plans directeurs s'imposent aux citoyens, tenus à distance dans un rôle contemplatif», dénonce le chef d'entreprise Claude Romy, de Romanel. Un reproche revient souvent contre les autorités communales: elles sont faibles et suivent aveuglément les promoteurs et/ou les techniciens.

Des liens personnels croissants se tissent. Olivier Barraud, l'un des fondateurs du groupe de Florissant, a pour mère Yvette Barraud, qui s'est battue avec succès contre la tour de Bussigny. Ce syndicaliste et élu socialiste, aujourd'hui installé à Moudon, est l'un des fils conducteurs de cette mouvance. «Ces associations n'ont pas de couleur politique, assure-t-il. Ce qui est révélateur du manque de réflexion sur le sujet dans les partis, au-delà des revendications pour le logement ou les transports publics.»

En abattant le projet de tour, l'automne dernier, les gens de Bussigny ont donné des ailes à leurs

voisins. Question tours, justement, la prochaine étape se jouera à Chavannes. Alain Rochat, un professeur de gymnase, veille au grain à la tête du comité référendaire. «Une rhétorique bien huilée fait de nous des demeurés indifférents au bien commun, mais nous n'aurons aucune peine à recueillir les signatures», assure-t-il.

A Genève, la nouvelle Constitution stipule la participation des habitants aux plans de quartier. La députée UDC Christina Meissner, qui vient de déposer un projet de loi concrétisant cette promesse, est aussi la secrétaire générale de «Pic-Vert», une association

de développement urbain de Bâle-Ville, énumère trois conditions pour réussir: une participation citoyenne formalisée, comme elle existe dans les grands quartiers bâlois; une communication offensive et claire; des magistrats qui défendent les projets «avec le feu sacré. Si ceux-ci sont cohérents et bien expliqués, assure-t-il, on peut faire de grandes choses.»

C'est aussi sur un article constitutionnel que se base la méthode bâloise, qui passe pour efficace. Sans que la garantie soit absolue – un «bon projet» pour loger 80 familles a échoué de peu devant le peuple –, Thomas Kessler, direc-

teur du développement urbain de Bâle-Ville, énumère trois conditions pour réussir: une participation citoyenne formalisée, comme elle existe dans les grands quartiers bâlois; une communication offensive et claire; des magistrats qui défendent les projets «avec le feu sacré. Si ceux-ci sont cohérents et bien expliqués, assure-t-il, on peut faire de grandes choses.»

«Dialoguer avec la population» sera le thème de la 6e Journée romande du développement immobilier, le 30 avril à Lausanne. www.svit-school.ch

«Nous avons besoin de ces mouvements»

> **Ariane Widmer, cheffe du Schéma directeur de l'Ouest lausannois (SDOL), répond aux critiques**

En même temps que les autorités ou les promoteurs, les planificateurs, accusés d'«oublier les habitants», sont la cible des contestataires. Concernée comme cheffe du projet qui réunit huit communes de l'Ouest lausannois promises à une forte croissance démographique, Ariane Widmer se réjouit pourtant de l'émergence de ce mouvement: «Face au décalage entre les visions profes-

sionnelles et le ressenti de la population, il est temps de mettre le débat sur la place publique, afin que nous puissions grandir ensemble.»

Pour l'architecte-urbaniste, il est tout à fait normal que les solutions «techniques» soient formulées par des professionnels. Mais la responsabilité générale revient à la société dans son ensemble.

«La périphérie souffre d'assumer les inconvénients de la ville en perdant les avantages de la campagne. Mais on ne peut retourner en arrière: les autoroutes sont là, les centres commerciaux aussi. L'ère de l'extension urbaine étant révolue, on doit faire un exercice bien plus compliqué:

chercher les possibilités de construire au sein du territoire déjà entamé.»

Nombre de communes de l'agglomération commencent à peine à se doter des compétences nécessaires. Or, la solution passe justement par une recherche de «projets urbains de qualité» dont les habitants soient des coauteurs. Cela implique «une conduite de projet différente». A commencer par une communication plus ouverte, n'hésitant plus à mettre les projets sur la place publique.

«Ces associations d'habitants, nous en avons besoin, conclut Ariane Widmer. Leur présence pourrait rendre les projets meilleurs.» **Y. R.**

Les cantons salués par les Etats

> **Primes excessives**
Assurés remboursés

Pierre-Emmanuel Buss

C'est une nouvelle recette prometteuse après plusieurs ratés en cuisine. La Conférence des directeurs cantonaux de la santé (CDS) a proposé jeudi une nouvelle solution pour le remboursement des primes maladie payées en trop. Elle prévoit que tout le monde fasse un effort, avec une participation équilibrée des assurés qui n'ont pas assez payé, des assureurs via leurs réserves et – c'est neuf – de la Confédération. Les neuf cantons qui ont trop payé, dont Vaud, Genève et Zurich, devront se contenter d'une ristourne de 800 millions, la moitié de ce qui était prévu initialement. La CDS souhaite un remboursement «rapide».

La proposition, soutenue par vingt cantons contre deux et quatre abstentions, sera traitée le 2 mai par la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats (CSSS-E). Sa présidente, Christine Egerszegi (PLR/AG), soutient le projet. «C'est une bonne solution. Tout le monde a fait un pas, cela me fait plaisir. Les cantons sont très largement d'accord entre eux, ce qui n'était pas le cas avec la proposition du Conseil fédéral. Pour la Chambre des cantons, c'est très important.»

La sénatrice PLR se réjouit d'avoir quelques jours devant elle pour «lever les réserves des caisses maladie». La CSSS-E va aussi réfléchir à la façon de donner une base légale à la participation de la Confédération au remboursement des primes. Un point qui suscite «des réserves» chez le ministre de la Santé, Alain Berset, comme il l'a déclaré à la RTS jeudi soir. «Nous trouverons une solution», assure Christine Egerszegi.

Santésuisse ne ferme pas la porte

Du côté de Santésuisse, on reste prudent, mais on ne ferme pas la porte. «Il s'agit de discuter de cette proposition, indique Paul Rhyn, porte-parole de la fédération des assureurs. Nous ne sommes pas favorables à l'idée de puiser dans les réserves des caisses. Mais, cette fois, il s'agit d'un tiers de la somme.» Si tout se passe comme prévu, les assurés des cantons qui ont payé trop de primes seront remboursés en 2015. «J'imagine mal que ce soit possible avant», note Christine Egerszegi. Il faut d'abord que la loi sur la surveillance de l'assurance maladie – acceptée ce printemps par les Etats – soit discutée et acceptée par le National. Le texte prévoit que les primes payées en trop sont remboursées aux assurés l'année suivante, permettant aux primes de refléter les coûts dans les cantons.

PUBLICITÉ

FOLLOW YOUR OWN STAR



EL PRIMERO CHRONOMASTER 1969

Reconnu comme le meilleur chronographe du monde, il est l'héritier du légendaire El Primero dévoilé pour la première fois en 1969. Les couleurs iconiques du premier calibre automatique haute fréquence à roue à colonne sont là. Une audacieuse prouesse mécanique incarne, en 36 000 battements par heure, l'exceptionnel savoir-faire de la Manufacture.

ZENITH
SWISS WATCH MANUFACTURE
SINCE 1865

WWW.ZENITH-WATCHES.COM

Zenith Boutique
35, Rue du Rhône - Genève
+41 (0)22 311 18 65
boutique.geneve@zenith-watches.com

La mesure de l'audimat bafouille

> **Télévision** Les chaînes se déchirent autour des nouvelles normes de calcul des audiences

> Les TV privées s'estiment lésées

Nicolas Dufour

Chez ces gens-là, on ne compte plus. Ou tout au moins, on ne donne plus ses chiffres. Depuis le début de l'année, le système de calcul de l'audimat des chaînes de TV en Suisse n'en finit pas de déchirer le secteur audiovisuel. Au point que le pays risque de se retrouver à terme avec deux organismes concurrents.

Etablis presque en temps réel, ces chiffres d'audiences sont vitaux pour les chaînes de TV, puisqu'ils permettent de fixer le prix de la publicité. Et tout aussi essentiels aux donateurs d'ordres publicitaires, qui ajustent leurs emplacements TV selon les cibles qu'ils veulent atteindre. Les données sont saisies auprès de foyers puis traitées par Mediapulse. Depuis 2006, cette société a repris une mission naguère assumée par la SSR. Comme ses homologues des pays européens et des Etats-Unis, Mediapulse a modifié sa récolte de don-

nées afin d'obtenir des résultats plus fins et, surtout, de tenir compte des nouveaux modes de consommation de la TV: en différé, et sur ordinateur. Sur ce dernier point, la société se targue d'être la première en Europe à intégrer la dimension Internet.

Mais voilà: en janvier, la proclamation des résultats à la nouvelle mode était annulée: problèmes techniques. Un mois plus tard, Mediapulse mandait un groupe d'experts afin d'analyser les critères d'acquisition des données, que contestaient certaines TV privées. Début avril, s'appuyant sur les conclusions favorables des experts, l'organisme déclarait ses audimats conformes aux standards internationaux.

Mais il ne peut pas les rendre publics. 3+, une chaîne alémanique privée, a obtenu une mesure provisionnelle auprès d'un tribunal de Nidwald afin de bloquer la publication des chiffres. Comme d'autres, 3+ proteste, car les résultats selon la nouvelle mouture se révèlent durs pour les émetteurs privés. Si les canaux de la SSR gagnent un peu de popularité, les diffuseurs privés et les fenêtres étrangères perdent des plumes, avec davantage de violence en Suisse alémanique.

«Ces résultats sont mathématiquement impossibles», fulmine Christophe Rasch, vice-président de l'association des TV privées Telesuisse et directeur de La Télé - laquelle, en l'occurrence, n'est pas af-

fectée par les baisses. Il explique que le dispositif retenu ne convient pas à un pays aussi émietté que la Suisse, en particulier avec les zones de concessions attribuées par les autorités fédérales, par exemple Vaud-Fribourg, l'Arc jurassien ou le Valais bilingue. Pour les chaînes affiliées à Telesuisse, Mediapulse se montre «très au service de la SSR» et «ne remplit pas sa mission», tranche-t-il.

Mediapulse se montrerait «très au service de la SSR» et ses résultats seraient «impossibles»

«Cela fait depuis 2006 que nous entendons ce reproche à propos de la SSR», soupire Nico Gurtner, porte-parole de Mediapulse. «Nous ne favorisons aucun client, ce ne serait pas dans notre intérêt.» Il reconnaît que la situation actuelle est «complexe pour les chaînes et les régies», mais veut rappeler que «tous les acteurs, dont Telesuisse, ont accepté l'installation de ce nouveau système. L'image qu'il donne paraît la plus réaliste possible.»

François Besençon, qui préside la fédération Publicité suisse et qui siège au conseil d'administration de Mediapulse, évoque une «perte de con-

fiance» qu'il regrette: «On ne peut pas comparer les données lorsqu'il y a un tel changement.» A son sens, il n'y a néanmoins «aucune raison de remettre en cause» les chiffres obtenus par Mediapulse.

Reste que les TV privées, et les vendeurs de publicité pour les fenêtres des chaînes étrangères, vivent de ces chiffres. Evoquée par certains, l'hypothèse d'une pondération qui ramènerait les audimats à des niveaux plus proches de 2012 a fait long feu: elle est refusée par les annonceurs, méfiants face à une possible manipulation des chiffres.

Gros acteur du secteur, qui commercialise notamment les fenêtres de RTL et M6, Goldbach Media a adressé un questionnaire à Mediapulse. Celle-ci est sommée de «réaliser des tests pour contrôler l'efficacité et l'exactitude des relevés», relève le patron de Goldbach Media, Alexander Duphorn: «Nous visons une solution unitaire avec tous les acteurs du marché et espérons que les questions ouvertes seront bientôt clarifiées et que les tests seront enfin réalisés. Nous pourrions alors publier les données de nos chaînes.»

Certaines chaînes pensent dénoncer leurs accords avec Mediapulse et mettre sur pied un système alternatif. Ce qui ferait beaucoup pour un territoire aussi exigu. Et Telesuisse en appelle aux services de Doris Leuthard pour remettre de l'ordre au pays des chiffres d'audiences.

Le théâtre du pouvoir

Disputé

La campagne sur l'initiative de l'UDC pour l'élection du Conseil fédéral par le peuple s'annonce disputée. Attentif aux questions institutionnelles, le conseiller national



Andreas Gross apportera sa pierre à l'édifice. Avec un jugement sans concession, qu'il consignera

dans un livre à paraître dans quelques jours: pour lui, l'initiative de l'UDC n'est qu'un «simulacre de démocratie». Christoph Blocher semble d'ailleurs lui donner raison. Dans un débat qui l'oppose à Pascal Couchepin, publié dans le *Tages-Anzeiger*, le chef de l'UDC admet que, si le peuple désignait les membres du Conseil fédéral, il n'aurait probablement pas été élu lui-même. Et il dit que «ce serait aussi difficile pour Pascal Couchepin». Cette dernière hypothèse reste à prouver. Mais admettons que ce soit vrai et que les personnalités les plus fortes aient effectivement peu de chances d'être élues par le peuple. Dans ce cas, à quoi bon avoir lancé cette initiative?

Téléporté

Dans le dernier numéro de son organe de presse, *La Politique*, le PDC consacre un dossier au cerveau, plus précisément au programme Human Brain Project, piloté par l'EPFL. Dans ce cadre, il publie une «enquête sur les innovations qui ont révolutionné le monde» et s'intéresse à ce qu'il reste à inventer. L'une des inventions en attente est la «téléportation», qui «facilite les relations à distance de longue durée». Peut-être y a-t-il

derrière cette idée un but caché: le discret parachutage à distance d'un deuxième démocrate-chrétien au Conseil fédéral. Un scénario qui, pour le moment, relève en effet de la science-fiction.

Interconnecté

Doris Leuthard participera au prochain Forum international des transports, le 23 mai à Leipzig. Elle prendra la parole sur deux dossiers: la définition des priorités pour les investissements dans les transports ainsi que l'interconnexion des réseaux et leur financement transfrontalier. Pionnière en matière de promotion du rail, la Suisse l'est aussi dans ce deuxième domaine. Constatant que les Italiens traînaient les pieds, la Suisse a en effet décidé de se substituer à eux et d'investir 230 millions dans des équipements importants pour le prolongement de l'axe du Gothard sur territoire italien. On espère juste qu'il ne se trouvera pas, à Leipzig, un ministre allemand pour demander à la Suisse l'égalité de traitement

Planté

Toujours dans le domaine des transports, le Conseil fédéral a révisé cette semaine l'«ancrage législatif» du transport de marchandises pour mettre sur pied une «stratégie globale de promotion du fret ferroviaire sur tout le territoire». Un des instruments proposés pour y parvenir porte le nom de «Plans d'utilisation du réseau», qui portera l'acronyme grotesque de PLUR. Objectif visé: garantir aux marchandises un nombre suffisant de «bons sillons». Pour y planter des pommes de terre?

Bernard Wuthrich BERNE

Panorama

Vaud/Valais

Un facteur défait au TF

Espionné par le fisc, qui voulait savoir où il passe ses nuits, le facteur d'une commune de la banlieue lausannoise ne paiera pas ses impôts en Valais, comme il l'aurait souhaité. Le Tribunal fédéral confirme une décision de l'Administration fiscale vaudoise. (ATS)

Genève

Un gendarme dénoncé

Un gendarme genevois est soupçonné d'avoir violé son secret de fonction. Il fait l'objet d'une dénonciation auprès du procureur général. En juin 2012, il avait transmis des informations sensibles concernant un garde-frontière à la hiérarchie de ce dernier. (ATS)

Tessin

Centre pour requérants

Un centre d'hébergement pour requérants d'asile va ouvrir ses portes dans un bâtiment de l'armée au Gothard. Le lieu d'accueil est situé à 2257 m d'altitude sur la rive du lac Sella, au-dessus d'Airolo. (ATS)

Le taux unique de TVA a ses avocats

> **Consommation** L'USAM et économiesuisse ne lâchent pas prise

Lundi, la Commission de l'économie et des redevances (CER) du Conseil national se penche sur les nouvelles propositions du Conseil fédéral pour la TVA. Après le rejet du taux unique par le parlement, le Conseil fédéral a été contraint de présenter une solution comportant deux taux.

En janvier, Eveline Widmer-Schlumpf a présenté ces deux variantes au Conseil fédéral, qui les a transmises au parlement. Actuellement, la TVA comprend trois niveaux: le taux usuel de 8%, le taux réduit de 3,8% pour l'hôtellerie que le Conseil national vient de prolonger jusqu'en 2017 et le taux réduit appliqué aux produits alimentaires, aux livres, aux journaux, aux fleurs ou aux médicaments.

La première variante maintient le taux usuel à 8% et prévoit un taux réduit de 2,8% appliqué uniquement aux produits alimentaires, aux prestations hôtelières et à la restauration. Toutes les autres prestations profitant aujourd'hui du taux réduit seraient imposées à 8% afin

de compenser les pertes fiscales provoquées par l'abaissement de l'imposition de la restauration (760 à 810 millions par an). Tous les secteurs exemptés (santé, formation, culture, sport, œuvres de bienfaisance) le resteraient.

Le second modèle suggère un taux réduit de 3,8% valable pour toutes les prestations bénéficiant du taux réduit actuel ainsi que pour l'hôtellerie et la restauration.

Bon pour la restauration

A la veille de la réunion de la CER, les avocats du taux unique se manifestent à nouveau. L'Union suisse des arts et métiers (USAM) a envoyé un argumentaire de cinq pages aux vingt-cinq membres de la commission. Elle y explique que seul le taux unique permet d'atteindre les buts visés par la réforme de la TVA, à savoir l'allègement des charges administratives, la croissance économique, la sécurité juridique et la transparence. «Cela ne sert à rien de changer de système si on ne gagne rien. Or, le maintien de deux taux et

des exceptions ne réduit pas la bureaucratie», précise le directeur de l'USAM, Hans-Ulrich Bigler.

Economiesuisse a publié une prise de position qui va dans le même sens. Dans ce document, l'organisation affirme que le modèle à deux taux n'apporte «aucun» avantage aux secteurs économiques autres que la restauration.

«Les modèles à deux taux qui sont proposés ne sont pas convaincants», poursuit Hans-Ulrich Bigler. L'USAM reconnaît néanmoins que, au cas où aucune majorité ne se dégagerait pour repêcher le taux unique, le système à deux taux serait «meilleur que le statu quo». Il apporte en effet un plus au secteur de la gastronomie par le fait que les mets consommés au restaurant seraient taxés au même taux que ceux qui sont vendus à l'emporter.

Il appartient désormais à la CER du National de faire son choix entre les deux variantes qui lui sont soumises. A moins qu'elle ne décide de reconsidérer l'hypothèse du taux unique. **B.W.**

Berne défend une politique énergétique autonome

> **Bilatérales** Doris Leuthard à Bruxelles

«Il y a un intérêt réciproque pour un accord bilatéral entre la Suisse et l'UE dans le domaine de l'énergie. Nous avons établi un agenda de travail et les thèmes de négociation sont identifiés.» C'est en ces termes que Doris Leuthard, cheffe du Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication a commenté sa rencontre avec Günther Oettinger, le commissaire européen chargé de l'Énergie, vendredi à Bruxelles. Les prochaines réunions porteront sur les contrats à long terme, les renouvelables et la libéralisation du marché. Tout en faisant partie de l'espace européen, ce qui garantit sa sécurité énergétique, la Suisse, selon Doris Leuthard, doit pouvoir mener une politique autonome.

Même réflexion chez Jacqueline de Quattro, conseillère d'Etat vaudoise et représentante de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie, qui a participé à la réunion. Tout en se félicitant des négociations, elle craint que la bureaucratie européenne ne freine la politique énergétique des cantons. Vaud vient de voter 100 millions de francs en faveur des renouvelables. Pour Bruxelles, il pourrait s'agir de subventions incompatibles avec ses règles de libre-échange.

Enfin, Doris Leuthard a estimé que les négociations sur l'énergie, ouvertes depuis 2007, peuvent avancer parallèlement avec celles sur les questions institutionnelles, qui divisent la Suisse et l'UE.

Ram Etwarea BRUXELLES

Retraite

Rente ou capital : quel choix me convient le mieux ?

La retraite modifie votre situation financière. Un revenu sûr ainsi qu'une gestion soignée de votre patrimoine financier font par conséquent partie de vos nouveaux buts. Investissements, caisse de pension, hypothèques, impôts et assurances : les décisions d'aujourd'hui influenceront sur le niveau de vie des années à venir. Réfléchissez avant de vous décider sur les avantages et les inconvénients d'une rente à vie ou d'un retrait en capital.

Planifier votre retraite avec VZ | Un conseil indépendant de valeur. Prenez-en vous-même la mesure lors d'un premier entretien sans frais et sans engagement.

VZ VermögensZentrum



Aarau | Bâle | Berne | Coire | Fribourg | Genève | Lausanne | Lucerne
Neuchâtel | Schaffhouse | Soleure | St-Gall | Zoug | Zurich

www.vzch.com

Coupon à renvoyer à VZ, Avenue de la Gare 50, 1003 Lausanne, tél. 021 341 30 30
Vous trouverez les adresses de nos succursales de Fribourg, Genève et Neuchâtel sous
www.vzch.com.

Coupon-réponse

Oui, votre opinion indépendante m'intéresse.

Téléphonnez-moi pour fixer un entretien à
 Lausanne Fribourg Genève Neuchâtel

Envoyez-moi la fiche VZ sur le thème

retraite placements hypothèques impôts succession

Nom/prénom Age

Rue

Numéro postal/lieu

Tél. privé Tél. prof.

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Swiss Exchange AG et SIX Telekurs Ltd.

PUBLICITÉ

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire (valeurs du vendredi, 19.04.2013, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2013 en %

ABS Investment Management LLC
ABS Equity L/S Strategies
Direction des Fonds:
PvB Pemet von Ballmoos AG
Tél. 044 205 51 51, www.pvbswiss.com

Investissements alternatifs
PvB Andante - G7 K (CHF) CHF 2/1 m 9712.65 3.0
PvB Andante - G7 K (EUR) EUR 2/1 m 10684.45 3.0
PvB Andante - G7 K (USD) USD 2/1 m 11381.75 3.1
PvB Andante - X-G7 K (CHF) CHF 2/1 m 12178.20 3.6
PvB Andante - X-G7 K (EUR) EUR 2/1 m 13204.00 3.6
PvB Andante - X-G7 K (USD) USD 2/1 m 14535.85 3.7

Adamant Biomedical Investments AG
Tél. 061 275 92 00
www.adamantinvest.com

Fonds en actions
Adamant Global Genetika A CHF 5/5 o 1175.51 8.6
Adamant Global Medtech A CHF 5/5 o 1040.88 4.4
Adamant Healthcare Trends A CHF 5/5 o 969.61 14.0

Alegra Capital Ltd.
www.alegracapital.com **alegra capital**

Direction des Fonds:
PvB Pemet von Ballmoos AG
Tél. 044 205 51 51, www.pvbswiss.com

Autres fonds
Asset-Backed Securities Fund A USD 2/3 b 2363.37 9.4
Asset-Backed Securities Funds S USD 2/3 b 210.88 1.2

AS Investment Management
Tél. +41 22 716 52 00
www.as-im-com

AS Equities - Flex Switzerland CHF 2/2 a 104.10 12.2
AS Equities - Opp Switzerland CHF 2/2 a 111.00 7.2

AXA-Winterthur
Tél. 043 299 12 04
www.axa-winterthur.ch

Fonds en obligations
Win Fund Bond-Index CH CHF 4/3 o 88.19 19.1

Fonds en actions
Win Fund Equity-Index CH CHF 4/3 o 123.96 14.8

Baloise Fund Invest
Tél. +41 58 285 87 24
Fax +41 58 285 91 47
www.baloisefundinvest.com

Fonds en obligations
BFI EuroBond (EUR) R EUR 2/1 80.85 1.2
BFI Swissranc Bond (CHF) R CHF 2/1 113.43 0.1

Fonds en actions
BFI Equity Fund (EUR) R EUR 2/1 131.81 6.0
BFI EuroStock (EUR) R EUR 2/1 34.60 0.7
BFI InterStock (CHF) R CHF 2/1 67.97 7.6
BFI SwissStock (CHF) R CHF 2/1 93.35 11.6

Fonds d'allocation d'actifs
BFI Activ (CHF) R CHF 2/1 112.12 2.6
BFI Activ (EUR) R EUR 2/1 62.42 1.8
BFI Capital Protect (CHF) R CHF 2/2 11.76 -0.8
BFI Capital Protect (EUR) R EUR 2/1 12.67 -0.2
BFI Capital Protect Plus (EUR) R EUR 2/1 10.67 -0.3
BFI Dynamic (CHF) R CHF 2/1 95.43 6.3
BFI Dynamic (EUR) R EUR 2/1 49.77 3.1
BFI Progress (CHF) R CHF 2/1 108.32 3.5
BFI Progress (EUR) R EUR 2/1 59.42 2.6

Bank Sal. Oppenheim jr. & Cie. (Suisse) SA
Tél. +41 44 214 23 33, www.oppenheim.ch

SAL. OPPENHEIM
Oppenheim Pharma/wHealth EUR 2/1 o 215.95 12.7

BONHÖTE
Tél. +41 32 722 10 00
info@bonhote.ch www.bonhote.ch

B. Alter. Multi-Arbitrage cl. (CHF) CHF 2/1 b 10062.00 0.5
B. Alter. Multi-Arbitrage cl. (EUR) EUR 2/1 b 7057.00 0.5
B. Alter. Multi-Arbitrage cl. (USD) USD 2/1 b 7593.00 0.7
B. Alter. Multi-Performance cl. (CHF) CHF 2/1 b 13722.00 2.4
B. Alter. Multi-Performance cl. (EUR) EUR 2/1 b 9497.00 2.4
B. Alter. Multi-Performance cl. (USD) USD 2/1 b 10487.00 2.7
B. Sel. - BRIC Multi-Fonds (CHF) CHF 2/1 a 119.63 -0.7
B. Sel. - Oblig HR Multi-Fonds (CHF) CHF 2/1 a 114.22 3.6
B. Strategies - Monde (CHF) CHF 2/2 a 139.49 5.3
B. Strategies - Obligations (CHF) CHF 2/1 a 106.19 1.7
Bonhôte-Immobilier (CHF) CHF 2/2 o 124.80 -0.8

Banque Cantonale de Genève
Tél. 058 211 21 00
www.bcge.ch
info@bcge.ch

Asia Pacific Performance -A- EUR 2/1 o 24.99 -0.8
Asia Pacific Performance -B- USD 2/1 o 35.02 -0.6
Asia Pacific Performance -C- USD 2/1 o 23.84 -0.8
Asia Pacific Performance -D- USD 2/1 o 33.56 -0.7
La Foncière CHF 2/2 o 837.50 0.3

Banque Cantonale de Genève
Tél. 058 211 21 00
www.bcge.ch
info@bcge.ch

Fonds en obligations
BCGE Synchrony Finest of LPP Bonds CHF 1/1 a 1099.07 0.2
BCGE Synchrony Swiss Govt Bonds CHF 4/3 o 1128.31 -0.7

Fonds en actions
BCGE Synch. Small & Mid Caps CH A CHF 1/1 o 1025.48 8.1
BCGE Synchrony All Caps CH A CHF 1/1 o 121.41 11.2
BCGE Synchrony Emerging Equity A USD 4/3 f 96.11 -3.6
BCGE Synchrony Europe Equity A EUR 4/3 f 116.92 -2.6
BCGE Synchrony Swiss Equity CHF 4/3 o 2288.35 12.6
BCGE Synchrony US Equity CHF 4/3 f 133.44 7.9

Fonds d'allocation d'actifs
BCGE Rainbow Balanced (CHF) CHF 2/1 f 125.41 2.4
BCGE Rainbow Balanced (EUR) EUR 2/1 f 111.58 1.9
BCGE Rainbow Defensive (CHF) CHF 2/1 f 103.67 1.1
BCGE Rainbow Dynamic (CHF) CHF 1/1 f 94.88 3.5
BCGE Rainbow Dynamic (EUR) EUR 1/1 f 116.10 2.6
BCGE Rainbow Fd World Equity (CHF) CHF 1/1 f 89.46 4.8
BCGE Synchrony Finest of LPP 25 B CHF 1/1 a 1001.42 2.5
BCGE Synchrony Finest of LPP 40 B CHF 1/1 a 940.71 3.8
BCGE Synchrony Finest of LPP 40 SRI B CHF 1/1 a 888.66 4.0

Banque CIC (Suisse) SA
Tél. +41 61 264 14 51
www.cic.ch

Fonds en obligations
CIC CH Fund - Bond CHF B CHF 2/1 o 1212.61 -0.2
CIC CH Fund - Bond CHF I CHF 2/1 o 1065.70 -0.0
CIC CH Fund - Bond Europe B EUR 2/1 o 794.02 -0.2

Fonds en actions
CIC CH Fund - Action Swiss B CHF 2/1 o 1904.39 8.2

Fonds d'allocation d'actifs
CIC CH Fund - Strategy Global (CHF) B CHF 2/1 o 91.62 3.3
CIC CH Fund - Strategy Global (EUR) B EUR 2/1 o 589.70 0.6

Autres fonds
CIC CH Fund - Bond Convert B EUR 2/1 o 1045.94 0.3
CIC CH Fund - Bond Convert C CHF 2/1 o 94.22 0.1

Banque de Dépôts et de Gestion
Tél. +41(0)21 341 85 11
www.bdg.ch
info@bdg.ch

Fonds en obligations
BDG Bonds Opportunities (EUR) EUR 3/2 o 1032.48 0.9

Fonds en actions
BDG Swiss Stocks CHF 3/2 o 1388.67 13.1

Banque Baring Brothers Sturza SA
Tél. +41 22 317 98 11
funds@bbbsa.ch
www.bbbsa.ch

Nippon Growth (UCITS) Fd A JPY 2/1 a 82916.00 33.4
Nippon Growth (UCITS) Fd B acc JPY 2/1 a 69662.00 33.0
Nippon Growth (UCITS) Fd C dist JPY 2/1 a 67623.00 33.3
Nippon Growth Fund EUR 2/1 a 87208.00 39.6
Strategic China Panda Fund EUR 2/1 a 1994.07 3.4
Strategic China Panda Fund Strategic China Panda Fund GBP 2/1 o 1939.31 4.3
Strategic China Panda Fund Strategic Emerging Europe Fund EUR 2/1 a 953.46 -6.6
Strategic Emerging Europe Fund Strategic Emerging Europe Fund CHF 2/1 a 969.27 -6.4
Strategic Euro Bond Fund acc Strategic Euro Bond Fund acc EUR 2/1 a 1001.97 -0.2
Strategic Euro Bond Fund dist Strategic Euro Bond Fund dist EUR 2/1 a 1051.95 -0.2
Strategic Euro Bond Fund Inst Strategic Europe Value Fund CHF 4/3 o 104.67 -0.1
Strategic Europe Value Fund Strategic Europe Value Fund EUR 4/3 o 129.99 9.0
Strategic Europe Value Fund Inst Strategic Global Bond Fund RMB USD 4/3 o 108.96 9.0
Strategic Global Bond Fund RMB Strategic Global Bond Fund USD USD 4/3 o 1048.56 0.0
Strategic US Momentum & Value Fd USD 2/1 a 579.14 4.9

Banque Pasche CM-CIC Private Banking
Tél. + 41 22 818 82 22
funds@pasche.ch
www.banque-pasche-group.com

Représentant pour la Suisse:
1741 Asset Management AG
9001 St. Gallen

Fonds en actions
Elite Strat.Glob. EmMa Fof USD 2/3 f 92.62 -3.8
Elite Strategic Asia Fof EUR 2/3 f 100.88 1.7
Elite Strategic Europe Fof EUR 2/3 f 112.35 1.3
Elite Strategic Latin America Fof USD 2/3 f 94.56 -1.3
Elite Strategic North America Fof USD 2/3 f 122.06 6.2
Elite Swiss Eq Fd Entrepreneurial CHF 1/1 o 93.91 5.3

Fonds d'allocation d'actifs
Elite Strategic Balanced Fof EUR 2/3 f 89.93 -2.9
Elite Strategic Growth Fof EUR 2/3 f 81.21 -0.9
Elite Strategic Income Fof EUR 2/3 f 94.14 -0.5

Edmond de Rothschild Real Estate SICAV
Tél. +41 58 818 95 68, info@realstate@bper.ch
www.edmond-de-rothschild.ch

EDR Real Estate SICAV - HELVETIA - A CHF 2/2 o 108.50 -1.1
EDR Real Estate SICAV - Swiss - A CHF 2/2 o 107.70 -3.8

Banque Privée Edmond de Rothschild SA Genève

Edmond de Rothschild Prifund
www.edr-prifund.ch, Tél. +41 58 818 95 68

Fonds en instruments du marché monétaire
PRIFUND - MM \$ - A USD 1/1 1659.34 0.0
PRIFUND - MM CHF - A CHF 1/1 12458.55 -0.0
PRIFUND - MM EUR - A EUR 1/1 663.62 0.0

Fonds en obligations
PRIFUND - BOND (S) - A USD 4/4 181.51 0.9
PRIFUND - BOND (S) - B USD 4/4 139.01 0.9
PRIFUND - BOND (CHF) - A CHF 4/4 130.08 0.4
PRIFUND - BOND (CHF) - B CHF 4/4 112.60 0.4
PRIFUND - BOND (EUR) - A EUR 4/4 157.70 0.9
PRIFUND - BOND (EUR) - B EUR 4/4 127.44 0.9
PRIFUND - BOND (GBP) - A GBP 4/4 131.18 1.0
PRIFUND - BOND (GBP) - B GBP 4/4 116.21 1.0
PRIFUND - RETURN PLUS (S) - A USD 4/2 a 108.46 0.9
PRIFUND - RETURN PLUS (CHF) - A CHF 4/2 a 102.62 0.9
PRIFUND - RETURN PLUS (CHF) - B CHF 4/2 a 99.15 1.0
PRIFUND - RETURN PLUS (EUR) - A EUR 4/2 a 109.27 0.9
PRIFUND - RETURN PLUS (EUR) - B EUR 4/2 a 101.05 0.8

Fonds en actions
PRIFUND - EUROPEAN EQUITIES - A EUR 4/4 132.55 4.1
PRIFUND - EUROPEAN EQUITIES - B EUR 4/4 128.76 4.1
PRIFUND - NATURAL RESOURCES - A USD 4/2 a 76.38 -10.6
PRIFUND - NATURAL RESOURCES - B USD 4/2 a 75.35 -10.6
PRIFUND - SWISS EQUITIES - A CHF 4/4 155.97 7.5
PRIFUND - SWISS EQUITIES - B CHF 4/4 153.55 7.5
PRIFUND - USA EQUITIES - A USD 4/4 126.22 9.5
PRIFUND - USA EQUITIES - B USD 4/4 122.64 9.5
PRIFUND Alpha EMERG. MARK. - A EUR 4/4 a 158.86 -0.1
PRIFUND Alpha EMERG. MARK. - B USD 4/4 a 177.19 0.1
PRIFUND Alpha EMERG. MARK. - A EUR 4/4 a 156.79 -0.1
PRIFUND Alpha EMERG. MARK. - B USD 4/4 a 175.00 0.1

Fonds d'allocation d'actifs
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 10 - A CHF 4/2 a 129.11 3.4
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 10 - A EUR 4/2 a 156.59 3.8
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 10 - A USD 4/2 a 167.48 3.5
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 10 - B CHF 4/2 a 126.80 3.6
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 10 - B EUR 4/2 a 154.13 3.8
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 10 - B USD 4/2 a 165.30 3.5
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 15 - A CHF 4/2 a 119.10 5.4
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 15 - A EUR 4/2 a 153.07 5.7
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 15 - A USD 4/2 a 162.19 5.4
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 15 - B CHF 4/2 a 154.16 7.4
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 15 - B EUR 4/2 a 100.33 5.6
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 5 - A CHF 4/2 a 113.89 1.6
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 5 - A EUR 4/2 a 131.97 1.7
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 5 - A USD 4/2 a 132.82 1.8
PRIFUND - STRATEGY (S) - A CHF 4/4 134.08 2.1
PRIFUND - STRATEGY (S) - B USD 4/4 130.67 2.1
PRIFUND - STRATEGY (CHF) - A CHF 4/4 97.26 1.8
PRIFUND - STRATEGY (CHF) - B CHF 4/4 94.25 1.8
PRIFUND - STRATEGY (EUR) - A EUR 4/4 115.69 2.2
PRIFUND - STRATEGY (EUR) - B EUR 4/4 112.19 2.2

Fonds immobiliers
PRIFUND Alpha PROP. SECURIT. - A CHF 4/4 b 91.65 4.0
PRIFUND Alpha PROP. SECURIT. - A EUR 4/4 b 102.05 4.0
PRIFUND Alpha PROP. SECURIT. - A USD 4/4 b 102.45 4.0
PRIFUND Alpha PROP. SECURIT. - B CHF 4/4 b 76.64 4.0
PRIFUND Alpha PROP. SECURIT. - B EUR 4/4 b 85.35 4.0
PRIFUND Alpha PROP. SECURIT. - B USD 4/4 b 86.73 4.1

Investissements alternatifs
PRIFUND Alpha DIVERSIFIED - A CHF 4/4 bf 130.72 2.7
PRIFUND Alpha DIVERSIFIED - A EUR 4/4 bf 150.71 2.5
PRIFUND Alpha DIVERSIFIED - A USD 4/4 bf 158.85 2.7
PRIFUND Alpha DIVERSIFIED - B CHF 4/4 bf 128.57 2.7
PRIFUND Alpha DIVERSIFIED - B EUR 4/4 bf 148.44 2.5
PRIFUND Alpha DIVERSIFIED - B USD 4/4 bf 156.50 2.7
PRIFUND Alpha EUROPA - A CHF 4/4 bf 100.92 2.5
PRIFUND Alpha EUROPA - A EUR 4/4 bf 105.57 2.6
PRIFUND Alpha EUROPA - A USD 4/4 bf 108.94 2.7
PRIFUND Alpha EUROPA - B CHF 4/4 bf 99.38 2.6
PRIFUND Alpha EUROPA - B EUR 4/4 bf 104.47 2.6
PRIFUND Alpha TRADERS - A CHF 4/4 bf 150.35 0.6
PRIFUND Alpha TRADERS - A EUR 4/4 bf 160.53 0.8
PRIFUND Alpha TRADERS - B CHF 4/4 bf 147.75 0.6
PRIFUND Alpha TRADERS - B EUR 4/4 bf 158.00 0.8
PRIFUND Alpha UNCORR. - G GBP 4/2 bf 108.83 2.9
PRIFUND Alpha UNCORR. (S) - A USD 4/4 bf 200.99 2.8
PRIFUND Alpha UNCORR. (S) - B USD 4/4 bf 197.15 2.8
PRIFUND Alpha UNCORR. (CHF) - G CHF 4/4 bf 104.46 2.6
PRIFUND Alpha UNCORR. (EUR) - A EUR 4/2 bf 187.26 2.6
PRIFUND Alpha UNCORR. (EUR) - B EUR 4/2 bf 184.21 2.6
PRIFUND Alpha VOLATILITY - A USD 4/2 bf 132.17 3.4
PRIFUND Alpha VOLATILITY - B EUR 4/2 bf 129.51 3.4
PRIFUND Alpha VOLATILITY - B USD 4/2 bf 137.20 3.5

BBGI GROUP S.A.
Tél. +41 22 595 96 11
www.bbgi.ch

BBGI - Equities Sw. Behavior CHF 1/1 o 107.20 13.7
BBGI Commodities (USD) A USD 1/1 a 129.70 -12.1
BBGI Islamic Share Energy (USD) USD 1/1 a 153.30 -6.1
BBGI Share Clean Energy (USD) USD 1/1 a 49.20 4.7
BBGI Share Gold (USD) USD 1/1 a 75.50 -38.5
BBGI Swiss Physical Gold CI CHF CHF 1/1 a 93.50 -14.8
BBGI Swiss Physical Gold CI CHF hed CHF 1/1 a 91.00 -16.3
BBGI Swiss Physical Gold CI EUR EUR 1/1 a 98.40 -15.5
BBGI Swiss Physical Gold CI EUR hed EUR 1/1 a 91.00 -16.3
BBGI Swiss Physical Gold CI USD USD 1/1 a 95.90 -16.1
BBGI Tactical Switzerland A CHF 2/1 a 139.20 10.8
BBGI Tactical World A USD 2/1 a 105.10 -8.0

BCV 0848 808 885
Gérifonds +41 21 321 32 00
www.gerifonds.ch
info@gerifonds.ch

Fonds en instruments du marché monétaire
BCV Forex Alpha (CHF) CHF 1/1 o 101.45 1.0

Fonds en obligations
BCV CHF Domestic Corporate Bonds -A CHF 4/4 o 100.61 -1.0
BCV CHF Foreign Bonds -A CHF 3/1 o 106.59 0.4
BCV JOLIMONT Value Fund (Euro) EUR 2/1 a 114.64 0.6
BCV DYNAGEST Intl Bd Expo (CHF) -A CHF 2/1 a 104.36 0.7
BCV DYNAGEST World Exponod (EUR) EUR 2/1 a 154.65 0.2
BCV International Bonds (CHF) -A CHF 3/1 a 81.18 1.3
BCV Swiss Franc Bonds -A CHF 3/1 o 101.83 0.3

Fonds en actions
BCV Chinac A USD 2/1 a 36.54 -4.9
BCV Cluster Equity Alpha (CHF) -A CHF 1/1 a 95.03 4.5
BCV Cluster Equity Alpha (EUR) -A EUR 1/1 a 96.31 4.7
BCV Cluster Equity Opp. (CHF) -A CHF 1/1 a 91.27 6.2
BCV DYNAGEST World Exponody REP CHF 2/1 a 119.55 4.8
BCV DYNAGEST World Exponody REP EUR 2/1 a 138.79 2.8
BCV Euronac A USD 2/1 a 117.10 -7.0
BCV Europe Equity -A EUR 1/1 a 142.45 -0.6
BCV Global Emerging A USD 2/1 a 111.54 -5.4
BCV Indiac A USD 2/1 a 106.34 -1.7
BCV Japac -A JPY 2/1 219790.91 33.3
BCV Latinec A USD 2/1 a 335.96 -3.4
BCV Seapac A USD 2/1 a 276.48 -3.8
BCV Swiss Equity -A CHF 1/1 a 193.57 12.8
BCV System.Global High Div Eq -A CHF 1/1 a 99.36 -1.0
BCV System.World ex US&WE Eq. -A USD 1/1 o 75.10 2.2
BCV Systematic Europe Equity -A EUR 1/1 a 105.46 -0.1
BCV Systematic Swiss Equity -A CHF 1/1 o 100.35 9.2
BCV Systematic US Equity -A USD 1/1 a 145.98 10.2
BCV US Equity -A USD 1/1 a 161.34 7.8

Fonds d'allocation d'actifs
BCV Actif Défensif (CHF) CHF 2/1 f 93.44 1.5
BCV Actif Offensif (CHF) CHF 2/1 f 83.74 4.1
BCV Actif Offensif (EUR) EUR 2/1 f 97.60 2.5
BCV Actif Sécurité (CHF) CHF 2/1 f 102.74 0.9
BCV Classical (CHF) CHF 1/1 a 107.71 0.1
BCV Classical (EUR) EUR 1/1 a 124.26 0.0
BCV Mixed (CHF) CHF 1/1 a 104.86 4.1
BCV Mixed (EUR) EUR 1/1 a 114.66 1.6
BCV Select (CHF) CHF 1/1 a 106.86 2.4
BCV Select (EUR) EUR 1/1 a 119.74 1.3
BCV Stratégie Actions Monde CHF 2/1 f 84.05 6.1
BCV Stratégie Dynamique CHF 2/1 f 81.87 4.4
BCV Stratégie Equipondérée CHF 2/1 f 132.74 3.4
BCV Stratégie Obligation CHF 2/1 f 102.20 0.1
BCV Stratégie Revenu CHF 2/1 f 109.22 2.1

Investissements alternatifs
BCV Defensiv Fund (CHF) A CHF 1/1 b 776.73 1.7
BCV Defensiv Fund (EUR) A EUR 1/1 b 745.23 1.7
BCV Defensiv Fund (USD) A USD 1/1 b 757.17 1.8
BCV Directional Fund (CHF) A CHF 1/1 b 1048.90 3.9
BCV Directional Fund (EUR) A EUR 1/1 b 910.96 3.9
BCV Directional Fund (USD) A USD 1/1 b 904.67 4.0

Autres fonds
BCV DIAPASON Commodity (CHF) A CHF 1/1 f 65.44 -7.4
BCV DIAPASON Commodity (EUR) A EUR 1/1 f 63.65 -7.4
BCV DIAPASON Commodity (USD) A USD 1/1 f 75.22 -7.2
BCV DIAPASON Syst Alpha (CHF) A CHF 1/1 f 103.99 -0.9
BCV DIAPASON Syst Alpha (EUR) A EUR 1/1 f 88.85 -0.7
BCV DIAPASON Syst Alpha (USD) A USD 1/1 f 105.91 -0.6

BlackRock Asset Management Schweiz AG
Tél. 044 297 73 73
www.blackrock.com/ch

Fonds en obligations
BGF Euro ShortDur A EUR EUR 2/1 a 15.16 0.5

Fonds en actions
BGF Europe A EUR EUR 2/1 a 83.35 2.9
BGF WdMining A USD USD 2/1 a 44.46 -25.8

Fonds d'allocation d'actifs
BGF GlobAll A HDG CHF CHF 2/1 a 10.46 4.0

Bordier & Cie
Tél. +41 58 258 00 00
Fax +41 58 258 00 40
www.bordier.com

Autres fonds
BO Fund II - Europe EUR 1/1 o 84.79 0.8
BO Fund II - Gbl Balanced CHF 1/1 a 91.23 1.6
BO Fund II - Global Emerging USD 1/1 a 171.40 -3.5
BO Fund II - Helveticus CHF 1/1 a 88.14 11.8
BO Fund II - Obligé CHF CHF 1/1 a 104.93 -0.2
BO Fund II - Obligé EUR EUR 1/1 a 113.01 0.1
BO Fund II - Obligé USD USD 1/1 a 111.63 -0.0

Braun, von Wyss & Müller AG
Tél. +41 44 206 40 80
Fax +41 44 206 40 85
www.bwm.ch

Fonds en actions
Classic Global Equity Fund CHF 3/3 a 388.00 9.7
Classic Value Equity Fund CHF 3/3 a 115.10 6.9

BSI SA
Tél. +41 91 809 31 69
Fax +41 91 809 41 82
www.bsiban.com

Fonds en instruments du marché monétaire
BSI-Multinvest - Cash CHF A CHF 2/1 a 100.60 -0.0
BSI-Multinvest - Cash EUR A EUR 2/1 a 101.84 0.2
BSI-Multinvest - Cash USD A USD 2/1 a 100.91 0.1

Fonds en obligations
BSI-Multibond CHF CHF 2/1 a 111.19 -0.9
BSI-Multibond EUR A EUR 2/1 a 60.58 -0.8
BSI-Multibond Global Dynamic A CHF 2/1 a 95.27 -0.7
BSI-Multibond USD A USD 2/1 a 123.34 -0.9
BSI-Multinvest-GID Bids (CHF hed.) A CHF 2/1 a 106.13 0.5
BSI-Multinvest-GID Bids (USD hed.) A USD 2/1 a 107.24 0.7
BSI-Multinvest-GID Bids A EUR 2/1 a 137.44 0.7
BSI-Multinvest-LT Bonds CHF A CHF 2/1 a 106.89 0.2
BSI-Multinvest-LT Bonds EUR A EUR 2/1 a 120.04 1.8
BSI-Multinvest-LT Bonds USD A CHF 2/1 a 109.35 0.2
BSI-Multinvest-LT Bonds CHF A CHF 2/1 a 118.52 0.1
BSI-Multinvest-ST Bonds EUR A EUR 2/1 a 144.73 0.6
BSI-Multinvest-ST Bonds USD A USD 2/1 a 154.93 1.2

Fonds en actions
BSI-Multieuropa A EUR 2/1 a 80.83 -3.8
BSI-Multihelvetia A CHF 2/1 a 373.63 11.7
BSI-Multimipon A JPY 2/1 a 378.00 31.1
BSI-Multinvest - Global Themes A USD 2/1 a 121.30 1.9
BSI-Multinvest-Asian Stocks A USD 2/1 a 208.50 1.9
BSI-Multinvest-Asian Stocks hedgd A CHF 2/1 a 95.21 1.8
BSI-Multinvest-Asian Stocks hedgd A EUR 2/1 a 95.72 1.7
BSI-Multinvest-Swiss Stocks A CHF 2/1 a 192.44 10.4
BSI-Multinvest-Swiss Stocks I CHF 2/1 a 113.92 10.8
BSI-Multinvest-US Stocks A USD 2/1 a 139.42 6.8

Fonds d'allocation d'actifs
BSI LIFE INVEST - 40 A CHF 2/1 a 106.05 3.1
BSI-Multinvest - Alternative UCITS A EUR 2/1 a 102.62 3.3

BSI-Multinvest-Strat.Bal. (CHF) A CHF 2/1 o 106.36 4.3
BSI-Multinvest-Strat.Bal. (EUR) A EUR 2/1 o 116.95 3.0
BSI-Multinvest-Strat.Inc. (CHF) A CHF 2/1 o 111.39 2.8
BSI-Multinvest-Strat.Inc. (EUR) A EUR 2/1 o 127.74 2.6

Investissements alternatifs
BSI MMF-Yd Enhanc. (CHF hedged) -A CHF 2/1

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Swiss Exchange AG et SIX Telekurs Ltd. PUBLICITÉ
Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / rachat, Particularités, Valeur d'inventaire (valeurs du vendredi, 19.04.2013, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2013 en %

Fidelity Funds UK Fd A GBP	GBP 1/1 e	2.16	11.4
Fidelity Funds World Fd A EUR	EUR 1/1 e	11.69	6.2
Fonds d'allocation d'actifs			
Fidelity Fds G I Lkl Bd Fd A Acc	EUR 1/1 e	12.62	0.3
Fidelity Fds G I Lkl Bd Fd A Acc	USD 1/1 e	11.43	-1.0
Fidelity Fds G I Lkl Bd Fd A Acc Hedg	CHF 1/1 e	10.56	0.2
Fidelity Funds Euro Bal Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	11.78	1.1
Fidelity Funds Euro Bal Fd A EUR	USD 1/1 e	14.05	1.2
Fidelity Funds FPS GI 6th Fd A Acc USD/USD	USD 1/1 e	11.14	7.0
Fidelity Funds FPS GI 6th Fd A USD	USD 1/1 e	19.16	6.9
Fidelity Funds FPS GI 6th Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	10.27	5.8
Fidelity Funds FPS 6th Fd A EUR	EUR 1/1 e	14.89	5.8
Fidelity Funds FPS M. 6th Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	11.54	3.0
Fidelity Funds FPS M. 6th Fd A Acc	EUR 1/1 e	10.40	3.1
Fidelity Funds Targ 2015(Eur) Fd A	EUR 1/1 e	29.07	2.8
Fidelity Funds Targ 2015(Eur) Fd A	USD 1/1 e	11.63	2.8
Fidelity Funds Targ 2020(Eur) Fd A	EUR 1/1 e	31.91	3.9
Fidelity Funds Targ 2020(Eur) Fd A	USD 1/1 e	10.71	4.0
Fidelity Funds Targ 2025(Eur) Fd A	EUR 1/1 e	25.64	4.6
Fidelity Funds Targ 2025(Eur) Fd A	USD 1/1 e	10.34	4.5
Fidelity Funds Targ 2030(Eur) Fd A	EUR 1/1 e	25.77	5.1
Fidelity Funds Targ 2030(Eur) Fd A	USD 1/1 e	10.33	5.1
Fidelity Funds Targ 2030(Eur) Fd A	USD 1/1 e	16.74	6.4

Fonds immobiliers			
Fidelity Fds Global Property Fd A	EUR 1/1 e	11.29	10.7
Fidelity Fds Global Property Fd A	USD 1/1 e	12.56	9.7
Fidelity Fds Global Property Fd A Acc	EUR 1/1 e	12.01	10.7
Fidelity Fds Global Property Fd A Acc	USD 1/1 e	13.33	9.7
Fidelity Funds Asia Pac Ppty Fd A	EUR 1/1 e	10.26	16.7
Fidelity Funds Asia Pac Ppty Fd A	USD 1/1 e	10.35	15.7
Fidelity Funds Asia Pac Ppty Fd A Acc	EUR 1/1 e	11.05	16.9

Fidelity Funds II
Tél. 0800 55 27 66
www.fidelity.ch

Représentant pour la Suisse:
BNP Paribas Securities Services, Paris, succursale de Zurich

Fonds en instruments du marché monétaire			
Fidelity Funds II AUD Ccy Fd A AUD	AUD 1/1 e	36.46	0.6
Fidelity Funds II Euro Ccy Fd A EUR	EUR 1/1 e	17.86	0.0
Fidelity Funds II GBP Ccy Fd A GBP	GBP 1/1 e	21.59	0.0
Fidelity Funds II USD Ccy Fd A USD	USD 1/1 e	33.41	0.0

Fortuna Investment AG
Tél. 058 472 53 05
Fax 058 472 53 39

Fonds en obligations			
FORTUNA Bond Fund CHF	CHF 2/1 e	113.45	-0.2
FORTUNA INVEST - Long Term BF	CHF 1/1 e	107.71	-0.4

Fonds en actions			
FORTUNA Eq Fd Switzerland	CHF 2/1 e	205.89	12.2

Fonds d'allocation d'actifs			
FORTUNA Anlagenfonds	CHF 2/1 e	124.04	1.4
FORTUNA Multi INDEX 10	CHF 2/1 e	104.61	0.6
FORTUNA Multi INDEX 20	CHF 2/1 e	104.83	1.7
FORTUNA Multi INDEX 30	CHF 2/1 e	106.72	2.6
FORTUNA Multi INDEX 40	CHF 2/1 e	107.85	3.8

Fortuna Investment AG Vaduz
Tél. +423 232 05 92
Fax +423 236 15 46

Fonds en obligations			
FORTUNA Short Term BF CHF	CHF 2/1 e	569.71	0.2

Fonds d'allocation d'actifs			
Europe Balanced Fund CHF	CHF 2/1 e	101.22	0.9
Europe Balanced Fund Euro	EUR 2/1 e	134.45	1.7

Gutzwiller Fonds Management AG
+41 61 205 70 00

Fonds en actions			
Gutzwiller ONE	USD 2/1 e	248.00	11.5

Investissements alternatifs			
Gutzwiller TWO (CHF)	CHF 3/1 e	105.90	1.0
Gutzwiller TWO (USD)	USD 3/1 e	142.90	1.3

BANQUE HERITAGE
Tél. +41 58 220 00 00
www.heritage.ch
funds@heritage.ch

Fonds en actions			
Heritast East. Eur. Herit. Cap	EUR 1/1 a	175.58	-9.4
Heritast Energy Cap	USD 2/1 a	98.52	3.2
Heritast USA Growth Cap	USD 1/1 a	129.38	6.8

Fonds d'allocation d'actifs			
Heritage Wealth Balanced EUR	EUR 1/1 a	100.79	1.2
Heritage Wealth Balanced USD	USD 1/1 a	100.35	1.5

Investissements alternatifs			
Heritage L/S Equity (CHF) A	CHF 1/1 b	106.73	3.8
Heritage L/S Equity (EUR) A	EUR 1/1 b	1109.28	3.8
Heritage L/S Equity (USD) A	USD 1/1 b	453.24	4.0

IAM Independent Asset Management SA
Tél. 022 8183640
Fax 022 3105557
www.iam.ch

Fonds en actions			
IAM Emerging Market - A	CHF 2/1 f	2209.31	-3.4
IAM European Equity - A	CHF 2/1 f	1119.36	3.6
IAM Global Equity - A	CHF 2/1 f	1488.30	10.2
IAM Gold & Metals - A	CHF 2/1 f	2370.34	-19.2
IAM Immo Securities - A	CHF 2/1 f	1000.17	-1.1
IAM Swiss Equity - A	CHF 2/1 f	1909.49	12.8

Fonds d'allocation d'actifs			
IAM Asset Allocation - A	CHF 2/1 f	1186.20	3.5

J.P. Morgan (Suisse) SA
Tél. +41 22 744 19 00
www.jpmm.ch

Fonds en instruments du marché monétaire			
JPM EURO LIQ Fd - A	EUR 2/1 f	9996.35	0.0
JPM EURO LIQ Fd - B	EUR 2/1 f	9996.30	0.0
JPM EURO LIQ Fd - C	EUR 2/1 f	9996.30	0.0
JPM USD LIQ Fd - A	USD 2/1 f	9995.16	0.0
JPM USD LIQ Fd - B	USD 2/1 f	9995.17	0.0
JPM USD LIQ Fd - C	USD 2/1 f	9997.10	0.0

Fonds en obligations			
JPM EmMkts InvGrd Bd A Acc CHF Hdg	CHF 4/4 e	101.83	0.1
JPM Global Corp. Bd A acc CHF Hdg	CHF 2/2 e	95.82	0.8
JPM Global H Yld Bd A acc CHF Hdg	CHF 2/2 e	98.70	3.1
JPM Income Opp. A Acc-CHF Hdg	CHF 3/1 e	97.09	1.0

Fonds en actions			
JPM Africa Eq. A acc-USD	USD 2/2 e	11.07	-4.2
JPM China A acc-USD	USD 2/2 e	25.22	-5.6
JPM Em Mkts Eq A acc-USD	USD 2/2 e	22.02	-3.4
JPM Em Mkts Opp. A acc-USD	USD 4/4 e	236.17	-5.0
JPM Europe Str Div A acc-EUR	EUR 2/2 e	141.93	3.9
JPM Global Cons Trends A acc-CHF Hdg	CHF 2/2 e	152.69	5.9
JPM Global Focus A acc-CHF Hdg	CHF 2/2 e	146.39	4.8
JPM Global Nat Res A acc-USD	USD 2/2 e	10.43	-24.5
JPM Highbridge US STEEP A acc	USD 2/2 e	14.09	12.4
JPM India A acc-USD	USD 2/2 e	23.92	-0.6
JPM Russia A acc-USD	USD 2/2 e	11.26	-9.1

Autres fonds
JPM GI Conv (EUR) A acc-CHF Hdg
JPM Global Income A (acc) - CHF Hdg

LB Swiss Investment AG
Tél. 044 225 37 90
investment@lbswiss.ch

Autres fonds			
MV Immoxta Schweiz I	CHF 1/2 e	108.03	0.2

MV Immoxta Schweiz P	CHF 1/2 e	105.19	0.1
----------------------	-----------	--------	-----

Lienhardt & Partner Investments AG
Tél. +41 31 399 31 11
Fax +41 31 382 88 88
info@lienhardtinvestments.ch

Fonds d'allocation d'actifs			
Lienhardt & Partner Core Strat.Fd A	CHF 2/1 e	71.87	2.6

Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA
Tél. 41 22 709 21 11
www.lombardodier.com
contact@lombardodier.com

Fonds en instruments du marché monétaire			
LOF (CH) - Sh.T.Money Mkt (CHF) I D	CHF 1/1 f	99.92	0.0
LOF (CH) - Sh.T.Money Mkt (EUR) I D	EUR 1/1 f	99.17	0.0
LOF (CH) - Sh.T.Money Mkt (USD) I D	USD 1/1 f	99.99	0.1

Fonds en obligations			
LOF - Convertible Bd Asia (CHF) P A	CHF 1/1 e	13.66	1.6
LOF - Convertible Bd Asia (EUR) P A	EUR 1/1 e	14.44	1.7
LOF - Convertible Bd Asia (USD) P A	USD 1/1 e	14.46	1.8
LOF - Convertible Bond P A	EUR 2/1 e	15.13	4.0
LOF - EM.Loc.Curr.Bd.Fdt. (CHF) P A	CHF 1/1 e	10.81	3.5
LOF - EM.Loc.Curr.Bd.Fdt. (USD) P A	USD 1/1 e	12.79	2.7
LOF - EM.Loc.Curr.Bd.Fdt. (EUR) P A	EUR 1/1 e	11.63	1.9
LOF - EM.Loc.Curr.Bd.Fdt. DH P A	CHF 1/1 e	9.77	2.3
LOF - Emerg.Mkt.Bd.Fdt. (USD) P A	USD 2/1 e	23.94	-0.2
LOF - Euro BBB-BB Fdt. (CHF) P A	CHF 2/1 e	14.71	1.1
LOF - Euro BBB-BB Fdt. (EUR) P A	EUR 2/1 e	11.48	1.2
LOF - Euro BBB-BB Fdt. (GBP) P A	GBP 2/1 e	10.07	1.3
LOF - Euro BBB-BB Fdt. (USD) P A	USD 2/1 e	16.30	1.2
LOF - Euro Credit Bd P A	EUR 2/1 e	12.07	1.3
LOF - Euro Gov Fdt P A	EUR 1/1 e	11.41	1.1
LOF - Euro Inflation-Lkd.Fdt. P A	EUR 1/1 e	11.72	-0.2
LOF - Euro Resp.Corp.Fdt. P A	EUR 2/1 e	17.24	0.8
LOF - Gbl.BBB-BB.Fdt. (CHF) P A	CHF 1/1 e	10.03	1.2
LOF - Gbl.BBB-BB.Fdt. (EUR) P A	EUR 1/1 e	10.08	0.4
LOF - Gbl.BBB-BB.Fdt. (USD) P A	USD 1/1 e	10.30	1.9
LOF - Gbl.Gov.Fdt. (EUR) P A	EUR 1/1 e	10.05	1.8
LOF - Gbl.Gov.Fdt. SH (EUR) P A	EUR 1/1 e	10.03	1.3
LOF - Government Bond (USD) P A	USD 1/1 e	20.41	1.2
LOF - Swiss Fr.Cdt.Bd.(Foreign) P A	CHF 2/1 e	13.07	1.1
LOF - Total Return Bd (EUR) P A	EUR 2/1 e	12.42	0.0
LOF - Total Return Bd (USD) P A	USD 2/1 e	18.20	0.1
LOF II - Convertible Bond (CHF) P A	CHF 1/1 e	23.77	3.9
LOF II - Convertible Bond (EUR) P A	EUR 1/1 e	15.19	4.0
LOF II - Convertible Bond (USD) P A	USD 1/1 e	22.44	4.1
LOF II - Emerging Mkt.Bd.Fdt. P A	EUR 1/1 e	23.54	-0.2
LOF II - Euro Gov.Fdt. P A	EUR 1/1 e	59.96	1.1
LOF II - Euro Resp.Corp.Fdt. P A	EUR 1/1 e	17.31	0.8
LOF II - Gbl.Gov.Fdt. Hdg P A	CHF 1/1 e	26.39	1.1
LOF II - Gbl.Gov.Fdt. P A	CHF 1/1 e	24.42	2.5
LOF II - Government Bond (USD) P A	USD 1/1 e	20.46	1.2
LOF II - Swiss Fr.Cdt.Bd.(Foreign) P A	CHF 1/1 e	23.14	1.0
LOF II - Swiss Fr.Cdt.Bd.(Foreign) P A	CHF 1/1 e	13.10	1.1
LOF II - Total Return Bd (CHF) P A	CHF 1/1 e	16.17	-0.1
LOF II - Total Return Bd (EUR) P A	EUR 1/1 e	12.49	0.0
LOF II - Total Return Bd (USD) P A	USD 1/1 e	11.59	0.1

Fonds en actions			
LOF - 1798 Europe Eq. L/S (CHF) P A	CHF 1/1 e	10.30	2.8
LOF - 1798 Europe Eq. L/S (EUR) P A	EUR 1/1 e	10.40	3.0
LOF - 1798 Europe Eq. L/S (USD) P A	USD 1/1 e	10.37	3.0
LOF - Alpha Japan (CHF) P A	CHF 1/1 e	10.17	24.5
LOF - Alpha Japan (EUR) P A	EUR 1/1 e	8.76	24.6
LOF - Alpha Japan (USD) P A	USD 1/1 e	12.58	24.9
LOF - Alpha Japan (JPY) P A	JPY 1/1 e	1024.00	25.3
LOF - Asia Absolute Return PA	USD 1/1 e	9.98	-
LOF - Emerg. Eq. Risk Parity (EUR) P A	EUR 1/1 e	8.59	-0.6
LOF - Emerg. Eq. Risk Parity (USD) P A	USD 1/1 e	7.85	-1.3
LOF - Emerging Consumer (CHF) P A	CHF 1/1 e	12.74	4.2
LOF - Emerging Consumer (EUR) P A	EUR 1/1 e	12.85	3.7
LOF - Emerging Consumer (USD) P A	USD 1/1 e	12.80	3.8
LOF - Eurozone S&M Conviction P A	EUR 1/1 e	8.14	4.1
LOF - Eurozone S&M Caps P A	EUR 1/1 e	36.02	-1.2
LOF - Generation Global (CHF) P A	CHF 1/1 e	9.45	7.3
LOF - Generation Global (EUR) P A	EUR 1/1 e	12.82	6.4
LOF - Generation Global (USD) P A	USD 1/1 e	11.41	5.6
LOF - Golden Energy P A	USD 1/1 e	9.50	-1.8
LOF - Golden Age (CHF) P A	CHF 2/1 e	16.62	12.2
LOF - Golden Age (EUR) P A	EUR 2/1 e	11.25	12.1
LOF - Golden Age (USD) P A	USD 2/1 e	15.62	12.4
LOF - Japan. S&M Caps P A	JPY 1/1 e	2420.00	31.0
LOF - Neuberger Berman US Core P A	USD 1/1 e	10.92	10.3
LOF - Sands US Growth (USD) PA	EUR 1/1 e	11.86	3.6
LOF - Selective Global P A	EUR 1/1 e	155.26	-1.8
LOF - Technology (EUR) P A	EUR 1/1 e	10.07	0.5
LOF - Techology (USD) P A	USD 1/1 e	15.53	0.3
LOF - Vital Food (CHF) P A	CHF 1/1 e	10.80	3.7
LOF - Vital Food SH (CHF) P A	CHF 1/1 e	10.66	3.8
LOF - Vital Food SH (EUR) P A	EUR 1/1 e	10.65	3.7
LOF - W.Blair Gbl Grwth (EUR) P A	EUR 1/1 e	10.96	3.4
LOF - W.Blair Gbl Grwth (USD) P A	USD 1/1 e	10.69	2.6
LOF - World Gold Expert. (CHF) P A	CHF 2/1 e	16.47	-37.3
LOF - World Gold Expert. (EUR) P A	EUR 2/1 e	12.89	-37.3
LOF - World Gold Expert. (USD) P A	USD 2/1 e	16.65	-37.3
LOF (CH) - Com.Rsk.Par.ex-Agr. P D	CHF 1/1 e	118.75	-10.6
LOF (CH) - Com.Rsk.Par.ex-Agr. SH PD	CHF 1/1 e	83.07	-10.9
LOF (CH) - Gbl.Eq.Risk.Par. P D	CHF 2/1 e	96.28	8.2
LOF (CH) - Gbl.Eq.Risk.Par. P D	CHF 1/1 e	361.84	0.2
LOF (CH) - Swiss Leaders P D	CHF 2/1 e	121.10	13.4
LOF (CH) - US Equity Tracker P D	USD 1/1 e	27.0	-97.8

Fonds d'allocation d'actifs			
MirAlt Scav Diversified A EUR	USD 1/1 b	106.10	2.6
MirAlt Scav Europe A EUR	EUR 1/1 b	64.33	4.9
MirAlt Scav North America A USD	USD 1/1 b	144.51	6.1

Mirante Fund Management SA
Tél. +41 21 808 00 90
www.mirante.ch
info@mirante.ch

Fonds en actions			
MFM QUANTEUROUR Europ Eq A	EUR 1/1 e	76.94	-2.7

Autres fonds			
MFM Conv. Bonds Opport. (CHF) A	CHF 3/1 a	104.52	-0.8
MFM Conv. Bonds Opport. (EUR) A	EUR 3/1 a	127.85	-0.3
MFM Conv. Bonds Opport. (USD) A	USD 3/1 a	95.36	-0.6
MFM Global Convertible Bonds (CHF) A	CHF 3/1 e	123.92	2.7
MFM Global Convertible Bonds (EUR) A	EUR 3/1 e	125.18	2.6
MFM Global Convertible Bonds (USD) A	USD 3/1 e	104.21	2.9

La Immobilière
Asset Management
www.mobi-am.ch

Fonds d'allocation d'actifs			
MobiFonds 3a - A	CHF 2/1 a	117.55	0.9
MobiFonds Select 20 - B	CHF 2/1 a	108.15	1.5
MobiFonds Select 50 - B	CHF 2/1 a	105.72	3.5
MobiFonds Select 90 - B	CHF 2/1 a	105.64	7.0

Parcadi Asset Management S.A.
Tél. +41 52 261 50 50
www.axa-winterthur.ch

Fonds en actions			
Cosmos Funds-Active Protection UL	EUR 4/1 a	110.92	-0.3

PATRIMONIUM
Tél. +41 58 787 00 00, www.patrimonium.ch

Fondations Pictet			
Pictet (CH) Pre. Mkts - Phy. Gold PICHF	CHF 4/4 e	1100.93	3.0
Pictet (CH) Pre. Mkts - Phy. Gold PEUR	EUR 2/1 e	127.27	4.2
Pictet (CH) Pre. Mkts			

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: **Swiss Fund Data AG** en collaboration avec **SIX Swiss Exchange AG** et **SIX Telekurs Ltd.** PUBLICITÉ
Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachet*, Particularités, Valeur d'inventaire (valeurs du vendredi, 19.04.2013, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2013 en %

Titre	Cours	Vol.	Extêmes 12 mois	Var. %	Titre	Cours	Vol.	Extêmes 12 mois	Var. %	Titre	Cours	Vol.	Extêmes 12 mois	Var. %									
JB Strat EF GI Excell-CHF - B	CHF 4/1	116.35	8.3		Allround QUADInvest Growth - C	USD 4/4	112.49	7.1		SWC (LU) PF Income B	CHF 2/1	137.57	0.1										
JB Strat EF GI Excell-EUR - B	EUR 2/1	124.81	6.6		Allround QUADInvest Growth - D	USD 4/4	112.39	7.1		SWC (LU) PF Yield B	CHF 2/1	161.92	1.4										
Fonds d'allocation d'actifs					Swisscanto Asset Management AG					Swisscanto													
JB (CH) Defender Asset Alloc. - A	CHF 2/1	84.51	0.2		Tél. +41 58 344 44 00										SWC (LU) MM Fund CHF B	CHF 2/1	148.54	-0.1					
JB Strategy Balanced-CHF - B	CHF 2/1	137.13	2.4		www.swisscanto.ch										SWC (LU) MM Fund EUR B	EUR 2/1	105.52	-0.0					
JB Strategy Balanced-EUR - B	EUR 2/1	136.78	2.1		Fonds en instruments du marché monétaire										SWC (LU) MM Fund CHF B	CHF 2/1	148.54	-0.1					
JB Strategy Balanced-USD - B	USD 2/1	119.55	2.3		Fonds en obligations										SWC (LU) MM Fund EUR B	EUR 2/1	105.52	-0.0					
JB Strategy Growth-CHF - B	CHF 2/1	83.71	3.1		SWC (CH) BF CHF	CHF 2/1	96.21	0.5		Fonds en actions										SWC (LU) Bond Inv CHF B	CHF 2/1	130.18	-0.1
JB Strategy Growth-EUR - B	EUR 2/1	99.40	3.2		SWC (CH) BF Corp H CHF A	CHF 2/1	109.17	1.1		SWC (CH) EF Green Invest A	CHF 2/1	86.59	9.8		SWC (LU) Bond Inv International B	CHF 2/1	106.61	-1.9					
JB Strategy Income-CHF - B	CHF 2/1	115.01	1.3		SWC (CH) BF International A	CHF 2/1	79.33	-0.6		SWC (CH) EF SMC Switzerl A	CHF 2/1	395.42	6.6		SWC (LU) Bond Inv MT CHF B	CHF 2/1	117.78	-0.2					
JB Strategy Income-EUR - B	EUR 2/1	147.04	1.0		SWC (LU) Bd Inv Coco B	CHF 2/1	117.69	1.8		SWC (CH) EF Switzerland	CHF 2/1	312.36	12.7		SWC (LU) Bond Inv MT CHF B	CHF 2/1	117.78	-0.2					
JB Strategy Income-USD - B	USD 2/1	139.24	1.0		SWC (LU) Bond Inv EUR B	CHF 2/1	91.49	0.6		SWC (CH) SPI Index A	CHF 4/4	102.51	12.6		SWC (LU) Bond Inv MT CHF B	CHF 2/1	117.78	-0.2					
Autres fonds					Fonds immobiliers					Investissements alternatifs					Autres fonds								
JB Commodity-CHF - B	CHF 2/1	73.73	-7.1		SWC (CH) RE Ifca	CHF 5/5	116.70	-4.7		SWC (CH) Alternat Fd Div CHF B	CHF 3/1	1063.25	2.1		SWC (CH) BF Convert Int A	CHF 2/1	93.70	3.1					
JB Commodity-EUR - B	EUR 2/1	78.60	-7.1		Union Bancaire Privée, UBP SA										SWC (CH) Commodity Selection Fund A CHF 2/1	76.02	-7.3						
JB Commodity-USD - B	USD 2/1	89.55	-7.0		Tél. 00800 827 38 637										Valiant Bank								
JB Defender Asset Alloc. EUR - B	EUR 3/2	103.71	-0.3		www.ubpbank.com										Félix. 031 320 91 11								
Swiss & Global Asset Management SA					UBP					www.valiant.ch					Fonds d'allocation d'actifs								
funds@global-am.com, www.jbfundnet.com					ubpfunds@ubp.ch					www.valiant.ch					Adagio (Lux) - Festverzinslich - B								
Tél. +41 58 426 65 00															Allegro (Lux) - Wachstum - B								
Private Label Funds															Vivace (Lux) - Ausgewogen - B								
Fonds en actions															Def. Balanced Portfolio (CHF) B								
Gold Equity Fund CHF - B	CHF 2/1	131.49	-40.0		Fonds en obligations										Def. Balanced Portfolio (EUR) B	EUR 2/1	84.98	-2.2					
Gold Equity Fund EUR - B	EUR 2/1	105.17	-40.5		UBAM-Corp Euro Bd A Cap	EUR 1/1	171.09	0.9		Fonds en instruments du marché monétaire										Target Inv. Fd Geldmarkt (CHF) - B	CHF 1/1	9.72	-0.1
Gold Equity Fund USD - B	USD 2/1	145.74	-41.0		UBAM-Corporate Bond (USD) A Cap	USD 1/1	174.26	1.0		Fonds en obligations										Target Inv. Fd Obligations (CHF) - B	CHF 2/1	10.18	0.3
URAM Energy Stock Fund (EUR) - B	EUR 2/1	68.61	-2.4		UBAM-Dyn EUR Bd A Cap	EUR 1/1	252.38	0.4		Autres fonds										Target Inv. Fd 100 (CHF) B	CHF 2/1	14.66	9.0
URAM Energy Stock Fund (EUR) - C	EUR 2/1	69.61	-2.4		UBAM-Dyn USD Bd A Cap	USD 1/1	208.68	0.4		Fonds d'allocation d'actifs										Target Inv. Fd Sustainable (CHF) - B	CHF 2/1	8.31	5.8
URAM Energy Stock Fund (USD) - C	USD 2/1	79.98	-2.2		UBAM-Em Mkt Corp Bd A CAP	USD 4/1	124.90	1.6		Autres fonds										Target Inv. Fd 25 (CHF) - B	CHF 2/1	11.31	2.5
URAM Energy Stock Fund (USD) - C	USD 2/1	79.98	-2.2		UBAM-Emerg Mkt Bd A Cap	USD 1/1	165.52	-0.5		Fonds en obligations										Target Inv. Fd 35 (CHF) - B	CHF 2/1	11.52	3.4
URAM Gold Alloc (CHF) - B	CHF 4/4	53.37	-33.2		UBAM-GI Hi Yi Sol USD A	USD 4/1	123.47	5.8		Fonds d'allocation d'actifs										Target Inv. Fd 45 (CHF) - B	CHF 2/1	11.96	4.4
URAM Gold Alloc (EUR) - B	EUR 4/4	54.30	-33.2		UBAM-Local Ccy Em Mkt Bd A Cap	EUR 1/1	135.57	1.4		Autres fonds													
URAM Gold Alloc (EUR) - C	EUR 4/4	54.59	-33.1		UBAM-Yld Curve EUR Bd A Cap	EUR 1/1	867.98	1.6		Fonds en obligations													
URAM Gold Alloc (USD) - B	USD 4/4	55.50	-33.2		UBAM-Yld Curve USD Bd A Cap	USD 1/1	2492.78	0.3		Autres fonds													
URAM Gold Alloc (USD) - C	USD 4/4	55.92	-33.2		Fonds en actions																		
URAM MINING SF (EUR) - B	EUR 2/1	67.28	-26.9		UBAM (CH) Swiss Excellence Equity A	CHF 1/1	120.41	9.6		Autres fonds													
URAM MINING SF (EUR) - C	EUR 2/1	68.16	-26.9		UBAM-Calamos US Eq Growth A Cap	USD 1/1	278.02	2.5		Fonds en obligations													
URAM MINING SF (USD) - B	USD 2/1	77.71	-26.7		UBAM-Dr.Ehrhardt German Eq A Cap	EUR 1/1	1248.42	1.8		Autres fonds													
URAM MINING SF (USD) - C	USD 2/1	79.59	-26.7		UBAM-Equity Bric+ AP Cap	USD 1/1	78.20	-3.6		Fonds en obligations													
Fonds d'allocation d'actifs					Fonds en actions					Fonds en obligations					Autres fonds								
Allround QUADInvest Fund - B	EUR 2/1	134.65	3.4		UBAM (CH) Swiss Excellence Equity A	CHF 1/1	120.41	9.6		Autres fonds													
Allround QUADInvest Fund - C	EUR 4/4	99.34	-3.4		UBAM-Calamos US Eq Growth A Cap	USD 1/1	278.02	2.5		Fonds en obligations													
Allround QUADInvest Fund - D	EUR 4/4	137.18	3.5		UBAM-Dr.Ehrhardt German Eq A Cap	EUR 1/1	1248.42	1.8		Autres fonds													

Bourses

Actions suisses					Plus de cours sur www.letemps.ch					Indices boursiers					Changes											
Titre	Cours	Vol.	Extêmes 12 mois	Var. %	Titre	Cours	Vol.	Extêmes 12 mois	Var. %	Titre	Cours	Vol.	Extêmes 12 mois	Var. %	Clôture	Précédent	Extêmes 12 mois	LA BANQUE	achète	vend	achète	vend	avec 100 francs			
ABB LTD N	19.93	19.96	10149404	21.9	14.45	6.2	ENERGIEDIENST N	33.55	33.5	835	47.45	33.25	-15.0	PHOENIX P	470	483	771	568	430.25	25	6.0	1.870	1.2490	1.2033	1.2337	80.06
ACINO N	96.25	96	2481	124.3	90.45	-12.4	EVOVIA N	0.77	0.74	477598	1.12	0.31	113.8	PRECIOUS WOODS N	3.77	3.75	1000	8.18	1.76	30.0	0.8900	0.9740	0.9208	0.9441	102.66	
ACTELION N	53.9	53.25	649667	54.8	31.88	23.8	FEINTOOL N	75.9	74.95	904	77	51.75	-72.2	PSP SWISS PROP N	84.55	83.75	42686	89.95	78.5	-2.3	0.8720	0.9480	0.8969	0.9196	105.48	
ADEX PHARMA N	6.97	6.5	23622	12.5	6.15	-27.3	FISCHER N	380.25	375	22812	440.25	302.25	2.3	PUBLICROUPE N	141.9	135.4	1167	155.9	112	-1.3	0.9130	1.0130	0.9455	0.9724	98.71	
ADECCO N	48.62	47.72	1301406	56.55	36.13	1.2	FLUGHAFEN ZUERICH N	428.25	428.5	9478	444.75	316	1.3	REPOWER BP	140.2	139.5	303	268	139	-2.1	0.1145	0.1275	0.1184	0.1218	784.31	
ADVAL TECH N	132m	135	---	180	122.6	-17.2	FORBO N	588	587.5	3048	664.5	522.5	0.5	RICHEMONT P	69.15	68.15	1952138	81.45	48.13	-3.1	0.8950	0.9970	0.9286	0.9521	10030.09	
ADVANCED DIGITAL N	15.4	15.05	5080	16.9	8.24	19.8	GALENICA N	600	596	10857	626	479.25	13.1	RIETER N	148.1	145	25381	191.8	121.2	-7.0	1.3640	1.4860	1.4027	1.4382	67.29	
AEVIS Holding	26.95	26.5	3500	31	19.2	-3.7	GAM N	14.8	15.35	622212	17.75	9.92	19.8	ROCHE P	227.5	226.8	1681097	231.8	148.4	23.6	13.7400	14.9600	14.0707	14.4703	668.44	
AFG ARBONIA N	25.75	25.8	24429	27.4	15.3	11.4	GATEGROUP N	17	16.6	62516	32.45	16.55	-29.1	ROCHE P	227.5	227	19550	232	156.1	21.7	15.3900	16.8100	15.8095	16.2585	594.88	
AIREIS N	1.69	1.65	378	1.95	1.55	1.1	GEBERIT N	216.2	214.9	88018	237	174.6	7.3	ROMANDE ENERGIE N	1012	1012	70	1235	1000	-4.9	16.1500	17.0900	16.1150	16.5726	585.13	
ALLREAL N	134.7	133.5	19394	143.1	131.8	-4.5	GIVAUDAN N	1147	1150	22596	1232	848.5	19.1	SANTHERA PHARMA N	1.39	1.73	35488	6	1.09	-64.3	0.9286	0.9970	0.9286	0.9521	10030.09	
ALPHA PET N	0.32	0.31	566	41	0.13	88.2	GUTTEX FUND MAN	2.49	2.44	4779	4.61	2.22	-10.1	RIETER N	148.1	145	25381	191.8	121.2	-7.0	1.3640	1.4860	1.4027	1.4382	67.29	
ALPIQ HOLD.	118	115.7	9134	169.7	104.5	-9.9	GALENICA N	600	596	10857	626	479.25	13.1	ROCHE P	227.5	226.8	1681097	231.8	148.4	23.6	13.7400	14.9600	14.0707	14.4703	668.44	
APG SGA N	229.5	228.9	424	232.7	148.9	14.7	GAM N	14.8	15.35	622212	17.75	9.92	19.8	ROCHE P	227.5	227	19550	232	156.1	21.7	15.3900	16.8100	15.8095	16.2585	594.88	
ARVZTA N	57.05	56.7	172784	57.45	42.1	21.7	GATEGROUP N	17	16.6	62516	32.45	16.55	-29.1	ROMANDE ENERGIE N	1012	1012	70	1235	1000	-4.9	16.1500	17.0900	16.1150	16.5726	585.13	
ASCOM N	11.35	11.05	50985	12.3	6.51	28.1	GEBERIT N	216.2	214.9	88018	237	174.6	7.3	SANTHERA PHARMA N	1.39	1.73	35488	6	1.09	-64.3	0.9286	0.9970	0.9286	0.9521	10030.09	
BACHEM N-B	39.4	40	566	41	33	8.2	GIVAUDAN N	1147	1150	22596	1232	848.5	19.1	SANTHERA PHARMA N	1.39	1.73	35488	6	1.09	-64.3	0.9286	0.9970	0.9286	0.9521	10030.09	
BALOISE N	89.15	89.25	153059	93	58.3	13.5	GUTTEX FUND MAN	2.49	2.44	4779	4.61	2.22	-10.1	RIETER N	148.1	145	25381	191.8	121.2	-7.0	1.3640	1.4860	1.4027	1.4382	67.29	
BARRY CALLEBAUT N	877	872	12700	942.7	815.3	-0.3	GALENICA N	600	596	10857	626	479.25	13.1	ROCHE P	227.5	226.8	1681097	231.8	148.4	23.6	13.7400	14.9600	14.0707	14.4703	668.44	
BASELARO KB BP	1081	1082	96	1330	1021	-2.6	GAM N	14.8	15.35	622212	17.75	9.92	19.8	ROCHE P	227.5	227	19550	232	156.1	21.7	15.3900	16.8100	15.8095	16.2585	594.88	
BASILEA PHARMA N	51.25	49.65	27641	61.75	38.55	14.9	GATEGROUP N	17	16.6	62516	32.45	16.55	-29.1	ROMANDE ENERGIE N	1012	1012	70	1235	1000	-						

Les trois stratégies de vaccination contre la malaria

> **Santé** Une conférence mondiale réunit les spécialistes à Lausanne la semaine prochaine

> De l'atténuation des symptômes au blocage de la transmission, différentes approches sont testées

Lucia Sillig

Le parasite de la malaria nous sélectionne. Un peu comme un éleveur avec ses bêtes ou un agronome avec ses plantes. Dans les pays les plus touchés, le *plasmidium* – c'est son nom – épargne les personnes les plus résistantes et en tue près de 700 000 autres chaque année. Mais l'humanité contre-attaque. Au cours de la dernière décennie, la mortalité a chuté d'un quart, grâce notamment à des mesures préventives, comme l'utilisation de moustiquaires imprégnées, et des traitements efficaces. En parallèle, plusieurs stratégies de vaccination sont en cours d'élaboration. La conférence Malaria vaccines for the world, qui se tient une fois tous les trois ans, réunira de lundi à mercredi tous les acteurs du domaine à Lausanne. L'occasion de faire le point sur cet aspect de la lutte contre la maladie.

■ La piste de la vaccination

Dans les zones de haute endémie, les personnes infectées qui ne meurent pas, notamment grâce aux traitements, développent au fil des infections une immunité contre la maladie. «Elles portent des parasites mais n'ont plus de symptômes», explique l'organisateur de la conférence, Blaise Genton, du Centre hospitalier universitaire vaudois et de l'Institut tropical et de santé publique suisse de Bâle. C'est ce qui nous fait penser que trouver un vaccin est possible. Vasee Moorthy, du Département des vaccins de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ajoute que des résultats expérimentaux, obtenus en labora-



Baiser de la mort. Le parasite s'accroche à un globule rouge. Il va y pénétrer et se multiplier jusqu'à le faire éclater. ARCHIVES

toire mais inapplicables à large échelle, ont permis à des personnes d'obtenir une réponse immunitaire efficace à plus de 90%.

«La piste de la vaccination reste toutefois très difficile», estime Christian Doerig, qui travaille sur le parasite à l'Université Monash, à Melbourne. Il rappelle que la durée de l'immunité naturelle est courte: «Nous avons tous dans nos laboratoires des chercheurs qui viennent des zones endémiques. Ils restent deux ou trois ans et, quand ils rentrent chez eux, ils font des grosses crises de palu.» Christian Doerig souligne que le niveau d'efficacité atteint pour l'instant par les produits testés n'est pas extraordinaire.

Jusqu'ici, on a réussi à mettre au point des vaccins seulement contre des virus et des bactéries. Les parasites, c'est une autre histoire. «Un virus a peut-être dix gènes, le plasmidium en a plus de 5000», relève Vasee Moorthy. C'est probablement cette complexité qui lui permet d'être passé maître dans l'art d'échapper au système immunitaire ou de développer des résistan-

ces aux traitements. Au cours de son cycle de vie, le parasite adopte en outre plusieurs formes. «Et chacune d'entre elles est comme un organisme différent pour nos défenses», poursuit le spécialiste. Les bactéries ne passent pas par tous ces stades.»

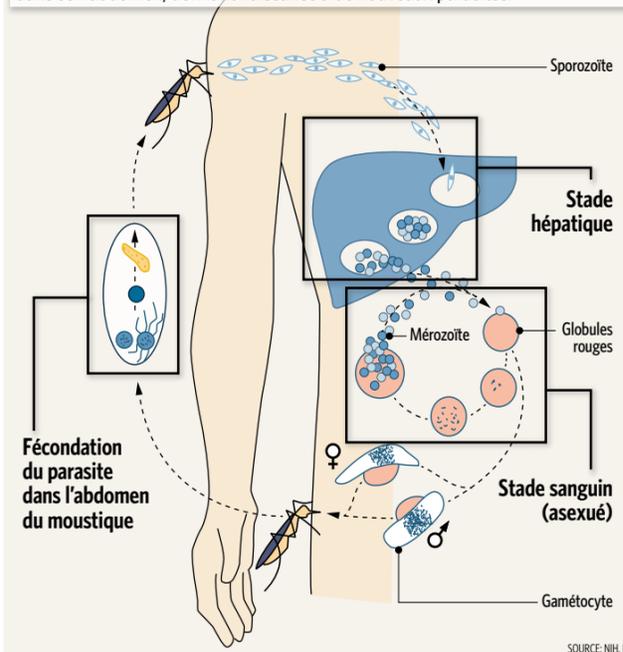
■ Le cycle de la malaria

C'est sous la forme juvénile, appelée sporozoïte, que le parasite se trouve dans les glandes salivaires du moustique vecteur de la maladie. Lorsque l'insecte pique quelqu'un, il lui transmet ces sporozoïtes. En une demi-heure, ceux-ci vont se loger dans le foie. «Ils y restent entre 6 et 10 jours, croissant et se multipliant, jusqu'à ce que les cellules du foie éclatent et libèrent le parasite dans la circulation sanguine», explique Blaise Genton.

Sous une nouvelle forme, appelée mérozoïte, il s'attaque alors aux globules rouges. Là aussi, il se développe et se multiplie, faisant éclater la cellule puis s'attaquant aux autres. «Quand la densité de parasites est suffisante, vous commencez

Le cycle de la malaria et les stades ciblés par les vaccins

Le moustique pique quelqu'un, lui transmettant le parasite qui va se loger dans le foie. L'intrus s'attaque ensuite aux globules rouges. Quelques éléments vont se différencier en formes reproductives mâle et femelle du parasite. Lors d'une nouvelle piqûre, un moustique absorbe ces éléments. La fécondation a lieu dans son abdomen, donnant naissance à de nouveaux parasites.



à avoir de la fièvre, relève le médecin. Cela prend environ deux jours. Si on ne vous traite pas, au bout de six jours, vous êtes KO. Outre l'anémie, les globules rouges infectés vont coller aux parois des vaisseaux sanguins, provoquant la défaillance de divers organes, comme le cerveau ou les reins, et entraînant la mort.

Mais avant cela, quelques mérozoïtes vont se différencier en formes reproductives mâle et femelle du parasite, les gamétocytes. Lors d'une nouvelle piqûre, un moustique absorbe ces éléments. La fécondation a lieu dans son abdomen, donnant naissance à de nouveaux parasites. En piquant d'autres personnes, l'insecte leur transmet la maladie. Et ainsi de suite.

■ Prévenir la maladie

Il existe actuellement une vingtaine de projets de vaccins en phase d'essais cliniques qui se répartissent entre trois stratégies. La voie la plus avancée est celle qui tente d'empêcher le parasite d'entrer dans le foie. «Ou, s'il passe quand même, de le

détruire dans le foie», précise Blaise Genton. Pour stimuler le système immunitaire, les chercheurs utilisent une protéine de l'enveloppe du sporozoïte.

C'est le cas du vaccin RTS, S actuellement en phase 3 d'essai cliniques sur 16 000 enfants d'Afrique subsaharienne. Les premiers résultats indiquent qu'il fait baisser la mortalité de 50% pendant un an. Il semble toutefois qu'il soit moins efficace chez les tout-petits (de 6 à 14 semaines), où l'efficacité se situerait plutôt autour de 30%. Mais des analyses plus détaillées manquent encore.

■ Enrayer le développement

La deuxième stratégie consiste à laisser le plasmidium s'installer dans le foie. «Ça a l'avantage de quand même stimuler l'immunité naturelle», commente Blaise Genton, qui travaille sur ce type de vaccin. Ceux-ci visent la forme du parasite qui se multiplie dans la circulation sanguine, le mérozoïte. Une des protéines de surface de ce dernier, qui lui permet de s'accro-

cher aux globules rouges, est utilisée. En empêchant la destruction des globules rouges, on atténue les symptômes. Les premiers tests sur le terrain indiquent une efficacité qui se situe également autour de 50%.

■ Le vaccin altruiste

La troisième stratégie consiste à bloquer la transmission du parasite. Ce type de vaccin s'attaque aux gamétocytes. Il n'empêche pas la personne d'être malade, mais elle stoppe la transmission à d'autres personnes, d'où l'appellation «altruiste». «Lorsqu'un moustique pique le malade, il prend aussi un peu de sang, explique Blaise Genton. Les anticorps que celui-ci contient continuent à travailler et empêchent la reproduction du parasite dans l'abdomen de l'insecte.»

Pour Christian Doerig, cette approche a un avantage non négligeable: contrairement aux autres formes, les gamétocytes ne se multiplient pas. Ils ont donc moins de chances d'échapper au vaccin grâce à une mutation. Et même si c'est le cas, la forme mutée reste unique. Cette approche n'est toutefois pas encore testée sur le terrain.

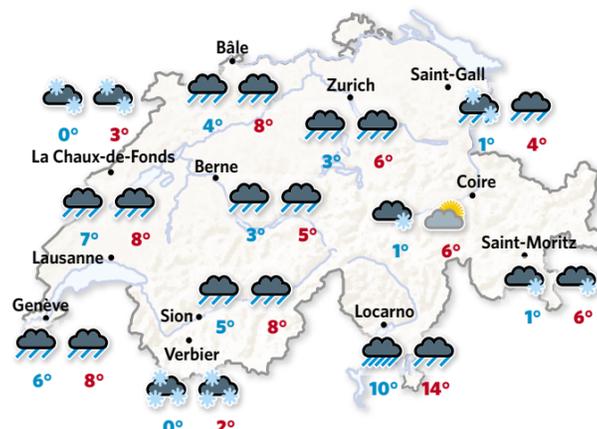
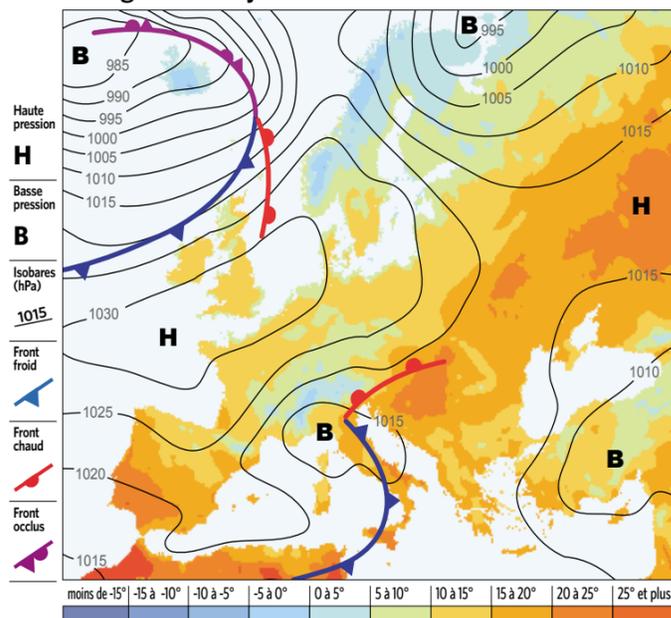
■ Perspectives

L'OMS devrait décider en 2015 si elle recommande l'utilisation du RTS, S. «La plupart des vaccins contre les autres maladies atteignent une efficacité de 70 à 80%, reconnaît Vasee Moorthy. Mais nous recommandons aussi des vaccins d'une efficacité de 50%, comme celui contre le rotavirus, qui provoque la diarrhée. Il faut prendre en compte le poids global de la maladie et le nombre de vies que l'on peut sauver.»

Pour une deuxième génération de vaccins, il se pourrait qu'une approche combinée soit retenue. «Aucune n'est suffisamment efficace, nous allons donc peut-être devoir mélanger les effets», souligne Blaise Genton. «L'idéal serait de combiner un vaccin altruiste avec un autre qui profite aussi à la personne qui le reçoit, ajoute Christian Doerig. Comme ça, tout le monde serait gagnant.» Les spécialistes insistent en outre sur le fait que les vaccins ne sont qu'un des aspects de la lutte contre la maladie qu'il faut continuer à développer en complémentarité avec la prévention et les traitements.

Météo

Situation générale aujourd'hui à 13h



Ce samedi, le froid et les nuages domineront largement sur l'ensemble du pays, avec des précipitations soutenues dans les Alpes et au sud, plus éparpillées ailleurs; limite des chutes de neige voisine de 1000 m, voire au-dessous dans certaines vallées. La bise soufflera fort sur le Plateau, peut-être en tempête sur le Léman. Dimanche et lundi, le temps sera généralement sec, mais avec un ciel encore assez chaotique et des températures plutôt basses. Par la suite, soleil et douceur s'imposeront.

Ephéméride

Samedi 20 avril 2013
Soleil
lever: 06h40
coucher: 20h30
3 minutes de soleil en plus
Lune
lever: 14h39
coucher: 03h40
Lune: croissante
taux de remplissage: 68%

Prévisions à cinq jours

Jour/degré de fiabilité:	Dimanche 70%	Lundi 70%	Mardi 60%	Mercredi 60%	Jeudi 60%
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura	3°	5°	4°	5°	7°
Limite des chutes de neige:	11°	14°	16°	20°	23°
Alpes vaudoises et Valais (500 m)	4°	5°	4°	5°	7°
	15°	17°	20°	23°	26°
Suisse centrale et orientale	4°	5°	5°	6°	8°
	12°	15°	17°	21°	24°
1600 m		1600 m			
Sud des Alpes	8°	9°	11°	9°	11°
	16°	20°	22°	23°	23°
1600 m					

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi. Les températures sont les valeurs minimales (bleu) et maximales (rouge) à 2 mètres du sol.

MétéoSuisse
tél. 0900 162 666
en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24 (fr. 3.- l'appel, fr. 1,50 la minute)
www.MeteoSuisse.ch

En image



Cheval céleste

Panorama

Neurosciences

Adulte à 5 mois
Les nourrissons ont une conscience de leur environnement similaire aux adultes dès l'âge de 5 mois, assure une étude publiée jeudi dans la revue *Science*. Ses auteurs ont observé l'activité neuronale de 80 bébés âgés de 5, 12 et 15 mois à l'aide d'un électroencéphalogramme qui mesurait le temps des réponses électriques de leur cerveau alors qu'on leur montrait des images de visages plus ou moins longuement. (AFP)

Démographie

Du porridge pour ses 116 ans
Le doyen de l'humanité, le Japonais Jiroemon Kimura, a fêté vendredi ses 116 ans dans sa commune de Kyotango, connue pour la longévité de ses habitants. Le retraité habite avec sa femme et l'un de ses petits-fils. Il passe la plus grande partie de son temps au lit mais prend ses trois repas par jour. Le matin de son anniversaire, il a avalé en guise de petit déjeuner un bol de porridge avec des haricots rouges, du tofu et de la purée de citrouille. (AFP)

Fiscalité

Pour Luc Thévenoz, la Suisse n'échappera pas à l'échange automatique d'informations Page 14

Horlogerie

Longines a largement dépassé le milliard de chiffre d'affaires Page 17

SMI
7618,76 +0,52%

Euro Stoxx 50
2575,16 +0,77%

Dollar/franc 0,9327 ↑

Euro/franc 1,2184 ↑

Baril Brent/dollar 99,40 ↑

Once d'or/dollar 1405,5 ↑

Le procès simplifié d'un client russe de Bordier se conclut par un sursis partiel

> Escroquerie

Le prévenu a reconnu avoir blanchi 120 millions de dollars déposés auprès de la banque genevoise

> Ses deux comparses poursuivent la bataille procédurale

Devant la justice

Fati Mansour

Leur complicité s'était nouée au Collège du Rosey, à Rolle. Ils se sont retrouvés bien plus tard, au sein d'un groupe bancaire moscovite Otkritie, pour y mener des opérations qualifiées ce jour de frauduleuses, et dont une partie des bénéfices – 120 millions de dollars – a atterri sur un compte ouvert auprès de la banque Bordier à Genève. C'est enfin devant le Tribunal correctionnel de ce canton que s'est joué, vendredi, le destin pénal d'un des membres du trio. Les deux autres sont toujours poursuivis, libres, et pas prêts d'être jugés.

Sergey K., 33 ans, amateurs de bolides, a accepté de reconnaître l'essentiel des malversations afin de profiter d'une procédure simplifiée. Il a été condamné à 3 ans de prison, dont 20 mois avec sursis. Cette peine, négociée avec le procureur Marc Tappolet, lui permet de



La banque privée Bordier, à Genève, a dénoncé le trio des Russes en novembre 2011, alors que ceux-ci voulaient retirer leurs avoirs en espèces. ARCHIVES

quitter Champ-Dollon, où il a déjà passé 16 mois en détention provisoire. «J'ai fait une erreur dans ma vie et je le regrette», a déclaré le prévenu lors de cette audience expresse, qui s'est bornée à valider l'acte d'accusation. Sergey K., ex-responsable du négoce des valeurs mobilières du portefeuille propre d'Otkritie, y est déclaré coupable de deux escroqueries.

La première concerne le versement d'un «bonus d'engagement» de 25 millions de dollars à Georgy U., lors de son arrivée à la

banque avec quatre collaborateurs. L'établissement a été trompé sur les performances professionnelles de l'intéressé, qui travaillait pour une autre société financière à Londres. Sergey K. dit avoir effectué, en janvier 2011, des opérations irrégulières pour permettre à son ami de réaliser rapidement des gains et de faire ainsi monter sa cote. Ce bonus a ensuite été partagé entre les trois camarades de collège, dont Ruslan P. et une partie déposée, déjà, sur un compte auprès de la banque Bordier.

La deuxième escroquerie, dite des «bond killer» ou encore des «bons argentins», menées avec d'autres complicités, consistait à faire acheter par la banque russe ces bons en dollars (alors qu'ils étaient cotés en pesos), à un prix quatre fois supérieur à leur valeur réelle. Un premier essai, baptisé «sucker trade» et portant sur un montant de 13 millions de dollars, leur a permis de tester les défaillances des procédures de sécurité de la banque Otkritie. Le deuxième essai, le «big trade», 210 millions de dol-

lars, financé en majeure partie par la banque, devait rapporter un bénéfice au terme des 6 mois prévus pour la revente. Une mauvaise surprise, soit une perte de 150 millions de dollars, attendra l'établissement au moment de négocier son paquet sur le marché.

«J'ai fait une erreur dans ma vie et je le regrette», a déclaré l'ancien trader

L'argent payé en trop pour ces titres fait à peu près le tour du monde avant d'atterrir, en mars 2011, sur le compte genevois d'une société panaméenne détenue par le trio. Pour tromper la vigilance de la banque Bordier, les trois compères ont expliqué que les 120 millions provenaient de la revente d'une participation dans Ural Pharma, une société russe non cotée. La banque s'est finalement méfiée lorsque ces clients ont voulu retirer tous leurs avoirs en espèces et à découvert, après une nouvelle recherche, que la justification initiale n'avait aucun fondement. Le soupçon de blanchiment annoncé, la plainte d'Otkritie déposée, la procédure engagée, Sergey K. a été arrêté à son arrivée à Zurich. Quarante audiences d'instruction, 300 000 francs de procédure à sa charge et un accord plus tard, le Russe, défendu par Me Eric Hess, peut retourner aux affaires. Avec un mot d'avertissement du président du tribunal.

La BNS prête à faire la lumière sur ses lingots

> Magot L'institution dubitative sur le texte «Sauvez l'or national»

Pierre-Alexandre Sallier

Touchez pas au grisbi! Le sujet de la localisation des réserves d'or de la Banque nationale suisse (BNS) devient d'autant plus sensible qu'il devrait être soumis au vote populaire. Cette situation particulière motivera la BNS à dissiper une partie des fantasmes sur la répartition de ses lingots, et ce dès son assemblée générale du 26 avril, a appris *Le Temps*. Le stockage du métal se partagerait entre la Suisse et les Etats-Unis.

Contactée hier, la Banque nationale indique simplement qu'elle «prendra position sur l'initiative en temps opportun». Tout en émettant déjà «certaines réserves importantes quant aux exigences de cette initiative, touchant avant tout la politique monétaire». Mais sans donner de date. Une porte-parole précise que l'ordre du jour de l'assemblée générale n'est pas encore public. Ce dernier est constitué de cinq points récurrents – le rapport sur les finances de l'institution, l'affectation de ses bénéfices, etc. – auxquels s'ajoutent deux «exposés».

Initiative acceptée jeudi

Lancée fin mars par l'UDC, l'initiative intitulée «Sauvez l'or de la Suisse» a obtenu ses 100 000 signatures, ce qui lui a permis d'être validée jeudi. Le texte proposé attise les peurs en soulignant par exemple que le Conseil fédéral «ne sait pas où étaient stockées» les 1040 tonnes d'or national.

La question n'est pas nouvelle. Il y a quinze ans déjà, en pleine tourmente de l'affaire du dédommagement des victimes de l'holocauste, un conseiller national avait interpellé le Conseil fédéral sur le rapatriement des lingots stockés aux Etats-Unis.

Le peuple devrait donc se prononcer sur les trois revendications formulées à l'égard de la BNS: ramener tous les lingots stockés à l'étranger, stopper les ventes d'or et constituer des réserves de métal représentant au moins 20% de ses actifs – le double du niveau actuel.

Inspiration allemande

Le mouvement fait écho à l'émotion qu'avaient suscitée, au cours de l'automne dernier en Allemagne, les interrogations sur la localisation des réserves d'or de la Bundesbank. Trois mois plus tard, Francfort annonçait vouloir rapatrier la moitié de son or sur son sol, en commençant par le rappel de 374 tonnes – environ le dixième de ses réserves – de la Banque de France et de 300 tonnes de l'antenne new-yorkaise de la Federal Reserve. Un mouvement alors qualifié de «préventif» et destiné à parer à toute crise majeure de l'euro.

Le G20 appuie la «dévaluation compétitive» du Japon

> Politique monétaire Les ministres des Finances réunis à Washington n'ont pas parlé de guerre des devises

Les ministres des Finances du G20, réunis à Washington vendredi et samedi, ont débattu de l'assouplissement monétaire auquel le Japon a décidé de procéder. Tokyo prévoit de doubler sa masse monétaire en deux ans. La Banque centrale du Japon entend acheter des bons du Trésor à hauteur de 76 milliards de dollars par mois. Ministre des Finances de la Russie, qui préside le G20, Anton Siluanov a voulu apaiser les esprits: «Nous

avons parlé calmement de la question. Pour le Japon, il importe de limiter la déflation de l'économie. Le Japon ayant une dette représentant 200% de son PIB, il importe que cet assouplissement quantitatif n'ait pas un effet majeur sur l'inflation, et qu'il fasse ainsi augmenter les taux d'intérêt.» Anton Siluanov juge néanmoins positive la volonté japonaise de relancer sa croissance.

C'est la première fois que le G20 s'exprime sur cette révolution mo-

étaire que le Japon a annoncée le 4 avril dernier. Tokyo justifie la mesure. Le pays connaît une déflation depuis près de 15 ans, et le yen a perdu plus de 19% de sa valeur en six mois par rapport au dollar. Certains Etats ont manifesté leurs réserves quant à cette «dévaluation compétitive». Le secrétaire américain au Trésor, Jack Lew, a en revanche souligné qu'il soutenait la politique monétaire annoncée par l'allié japonais.

Ce que certains économistes décrivent comme un «Pearl Harbor monétaire» s'explique. Le Japon a une situation budgétaire critique. Il ne pourra pas continuer, estime-t-on, à emprunter la moitié de ce qu'il dépense. Ce d'autant que le pays est confronté à de graves questions démographiques. Sa population de 127 millions d'habitants devrait chuter à 108 millions d'ici à 2050. L'avantage du Japon, c'est que 90% de la dette est

détenue par les Japonais eux-mêmes. Le pays a, dès lors, peu de risque d'être en défaut de paiement.

«Changement dramatique»

Jusqu'ici, quand Masaaki Shirakawa était encore gouverneur de la Banque du Japon, des assouplissements monétaires ont bien eu lieu, mais ils ont été modérés. La politique annoncée par le nouveau gouverneur, Haruhiko Kuroda, est tout autre. Le Fonds monétaire international a tenté, cette semaine à Washington, de minimiser l'impact international de la décision japonaise. Il soutient au contraire le «changement dramatique» qu'il opère en matière monétaire, revoyant les prévisions de croissance du Japon à la hausse, soit 1,6% pour 2013 (+0,4 point) et 1,4% pour 2014 (+0,7 point). Stéphane Bussard WASHINGTON

Les Etats-Unis bloquent les réformes du FMI

> Un changement voté en 2010 se fait attendre.

Le siège suisse est concerné

La démocratisation du Fonds monétaire international (FMI) est en panne. Voté en novembre 2010, un amendement de la répartition des droits de vote n'est toujours pas en vigueur, alors que l'échéance était fixée à janvier 2013. Dans un communiqué publié cette semaine

en marge de son assemblée générale, le FMI confirme que le nombre de ratifications nécessaires pour opérer le changement – 85% des quotes-parts ou droits de vote de la part des 188 membres – n'est toujours pas acquis. Selon une liste publiée cette semaine par le FMI, les Etats-Unis, qui détiennent 17% des droits de vote, n'ont pas tenu leur engagement.

L'amendement de 2010 prévoyait le doublement du capital du FMI à 715 milliards de dollars. Selon la nouvelle répartition, 6% des quotes-parts devaient être transférées des pays riches surreprésentés aux pays émergents ou en développement. Objectif de l'opération: la Chine prendrait la place du troisième contributeur, derrière les Etats-Unis et le Japon. Quatre pays

émergents (Chine, Inde, Russie et Brésil) entreraient dans la liste des dix premiers pays.

La réforme institutionnelle concerne également la représentation au sein du comité directeur du FMI. L'idée était de renforcer les pays émergents au sein des organes de décision. Cette réforme est aussi restée lettre morte.

«Helvetistan»

Il était entendu que l'Europe dans son ensemble était surreprésentée, avec huit des 24 directeurs. Le Vieux Continent avait alors accepté le principe de sacrifier deux sièges.

Or la question n'a pas véritablement encore été posée sur la table. Du côté de l'UE, les sièges de la Belgique (1,86% de quote-part), des Pays-Bas (2,06%) et de l'Espagne

(1,63%) seraient menacés. Le siège suisse qui revient à un groupe dit «Helvetistan», regroupant sept pays d'Asie centrale, est aussi sur le ballant. Berne y tient avec force. Le Conseil national a ratifié le changement institutionnel du FMI l'été dernier. Mercredi, 9 milliards de francs ont d'ailleurs été mis à la disposition du FMI. La Suisse pousse pour les réformes, notamment en insistant pour qu'un autre mode de calcul des quotes-parts soit mis en place. Le poids d'un pays est un critère important, mais l'attribution des sièges, selon elle, doit aussi prendre en compte la capacité des pays à faire des contributions volontaires en cas de besoin, l'ouverture économique du pays et, enfin, la puissance de sa place financière. Ram Etwareea BRUXELLES

En vue

Bank of America 17
Bordier 13
Credit Suisse 18

Longines 17
Otkritie 13
SBM 17
UBS 18

LE POINT DE VUE DE JEAN-PIERRE BÉGUELIN

Que de chiffres trompeurs!

>>> Sur Internet
www.letemps.ch/beguelin



L'interview de la semaine Paraît chaque samedi**Luc Thévenoz**, professeur et directeur du Centre de droit bancaire et financier de l'Université de Genève

«En traînant les pieds comme en 2009, la Suisse risque de se retrouver à nouveau sur une liste grise»

Propos recueillis par Mathilde Farine et Frédéric Lelièvre

Alors que la Suisse s'oppose à l'échange automatique d'informations fiscales, le mouvement dans cette direction s'accélère. Début avril, le Luxembourg a accepté de passer à ce système qui suppose une transmission de données entre pays. Vendredi, l'OCDE a recommandé aux ministres du G20 réunis à Washington de faire de l'échange automatique le nouveau «standard mondial», remplaçant l'échange à la demande. Décryptage avec Luc Thévenoz, professeur de droit bancaire à Genève.

Le Temps: L'OCDE a rendu vendredi aux ministres des Finances du G20 un rapport sur les avancées en matière d'échange automatique d'informations fiscales entre pays. Que pensez-vous de ce type d'échange?

Luc Thévenoz: Ce n'est pas une évolution que je souhaitais. L'idée qu'une banque envoie systématiquement les données de ses clients aux autorités fiscales est contraire au rôle que nous, en Suisse, reconnaissons à l'Etat. Le problème, c'est que notre perception des relations entre l'Etat et les citoyens n'est pas celle qui prévaut dans les grands pays qui dominent la scène politique internationale... et qui ont des problèmes budgétaires plus graves que les nôtres.

– L'échange automatique est-il vraiment plus efficace?

– C'est une mesure très dissuasive contre la soustraction d'impôt, mais pas forcément efficace pour la perception de l'impôt. Elle produit des données extrêmement volumineuses et assez peu standardisées, pas toujours complètement exploitées par les Etats qui les obtiennent. Les Etats-Unis accumulent des données et les utilisent ponctuellement lorsqu'ils en ont besoin. Et c'est alors redoutablement efficace.

Toutefois, le prélèvement fiscal qui résulte de l'échange automatique est sûrement moins systématique qu'avec un impôt libératoire à la source (Rubik), où les banques l'assurent avec certitude.

Quoi qu'il en soit, le paradigme de notre époque est la transparence, sans limite reconnaissable. Sans nier ses vertus, il faut toujours la mettre en balance avec la protection de la personne humaine, de sa liberté et de sa sphère privée.

Même si j'ai confiance dans les pouvoirs publics suisses, je ne souhaite pas qu'ils puissent m'observer dans tous les choix et les méandres de ma vie personnelle, et j'imagine que les ressortissants d'autres pays peuvent avoir les mêmes préoccupations. Le débat sur l'échange automatique ramène à des choix de valeurs fondamentaux.

– Faut-il néanmoins s'y préparer?

– Je doute que la Suisse puisse y échapper. Avec la mise en place des accords Fatca avec les Etats-Unis, le revirement du Luxembourg qui ne pouvait refuser aux Européens des flux d'information qu'il accorde aux Américains, la donne a changé. Au Luxembourg, la banque privée est moins stratégique qu'en Suisse. Ce pays peut plus facilement faire des concessions, notamment pour préserver son activité de fonds de placement. L'Autriche, seule sous la pression des 26 autres membres de l'Union européenne, va aussi céder.

Luc Thévenoz rappelle qu'il «suffit de peu de chose pour donner une image négative de la Suisse et nous mettre dans le même panier que certains centres offshore de moins bonne réputation».

GENÈVE, 18 AVRIL 2013



Pour préserver son système et ses valeurs, la Suisse a proposé un bon modèle de prélèvement anonyme de l'impôt, mais elle n'a pas convaincu. Le Royaume-Uni l'a accepté, mais on voit maintenant que c'était pour lui aussi une solution de transition. Le refus de l'Allemagne est un coup d'arrêt. Nous ne pourrions pas dire: Rubik ou rien. Nous avons vu qu'il suffisait de peu de chose pour donner une image négative de la Suisse et nous mettre dans le même panier que certains centres offshore de moins bonne réputation. Pour la Suisse, qui a aussi d'autres intérêts que ceux de sa place financière, c'est insupportable. En traînant les pieds comme en 2009, on risque de se retrouver à nouveau sur une liste grise ou noire. Je ne pense pas qu'on en arrivera là. Eveline Widmer-Schlumpf a déjà signalé en décembre que nous pourrions aller dans la direction de l'échange automatique. C'est réaliste, mais ça pose deux problèmes. Premièrement, nous avons intérêt à participer à la définition d'un standard international plutôt que de nous le voir imposer. Il faut notamment y définir qui doit être identifié comme le bénéficiaire effectif et éviter que les règles ne changent en fonction de l'état de domicile du titulaire de compte.

– Comme de savoir si les trusts, l'outil clé des concurrents anglo-saxons, sont ou non concernés?
– Absolument. Suivant où com-

mece ou s'arrête l'identification du bénéficiaire effectif, on avance telle ou telle autre structure patrimoniale, et donc aussi tel ou tel autre Etat. De nombreux détails recouvrent des enjeux concurrentiels. La Suisse doit participer à la définition de ce standard international sans prétendre obtenir en échange des concessions d'un autre ordre, comme l'accès au marché.

«Je doute que la Suisse puisse échapper à l'échange automatique d'informations fiscales»

– Pourquoi? Cet accès aux clients européens est jugé vital par les banques...

– A juste titre, et je partage entièrement l'inquiétude des banquiers face à un protectionnisme croissant, dont souffre notre place financière, tournée vers l'exportation de ses services. Mais pour les autres pays, lorsque la Suisse cède sur l'échange d'informations, elle ne fait que se remettre en conformité, ce qui n'appelle pas des concessions en retour. Nous mettrons en conformité avec le standard international, aujourd'hui l'échange d'informations fiscales à la demande, demain probablement l'échange

automatique, est seulement un préalable à des négociations sur l'accès au marché.

– Et le deuxième problème que pose l'échange automatique?

– Il concerne la «stratégie de l'argent blanc». Cette dernière a été développée par le gouvernement comme une mesure complémentaire à Rubik et à l'échange d'informations à la demande. Dès le moment où nous serons dans l'échange automatique avec certains pays, sur la base de traités bilatéraux, sa justification deviendra ténue, peut-être inexistante. Cette stratégie ne concernera plus que le pays avec lequel on n'aura pas d'échange automatique car avec les autres l'argent deviendra de toute façon blanc, grâce à cet échange. En s'imposant des contraintes supérieures à ses concurrents, la Suisse peut porter atteinte à sa position concurrentielle. En outre, cette stratégie coûterait cher en termes opérationnels et elle est risquée parce toute erreur entraîne des sanctions et des dommages de réputation. Pendant ce temps, le Luxembourg, par exemple, ne se posera pas tant de questions sur la fiscalisation des avoirs avec lesquels il n'a pas d'accord portant sur l'échange d'informations fiscales.

– Comment peut-on alors négocier l'accès au marché?

– Cela pourrait se discuter à l'OMC, mais, comme on le voit avec le

Cycle de Doha bloqué depuis des années, la dynamique de négociation fait défaut. Cela peut se négocier bilatéralement, mais c'est difficile avec l'Union européenne, avec laquelle nous avons actuellement un débat institutionnel (accord-cadre) irrésolu. Par ailleurs, en Europe, les différences nationales subsistent et entravent d'autant l'accès au marché. L'accès au marché des Etats-Unis n'est pas facile non plus. Néanmoins, une fois qu'une banque suisse a mis en place une structure conforme à ce qu'exige le gendarme des marchés, la SEC, et qu'elle s'assure à 100% de la régularité fiscale des avoirs qui lui sont confiés, elle a accès à tout le marché.

– Un grand marchandage, incluant par exemple un accord sur l'électricité, aurait-il plus de chances?

– Oui, mais il y faut également un accord institutionnel. En cédant d'un coup en mars 2009, les banquiers ont jugé que la Suisse perdait un atout pour négocier. Je n'ai jamais été convaincu par cet argument. Ce qui a été obtenu est mieux que rien, mais c'est très modeste. En partie parce que ces pays (Grande-Bretagne et Autriche) sont liés par les règles européennes qu'ils ne peuvent pas changer à notre bénéfice.

– Des listes, comme celle de Tax Justice Network, classent la Suisse

Droit appliqué

Luc Thévenoz reçoit non pas à l'université, mais à son bureau privé, proche du parc des Bastions. Parce que là, il peut se concentrer sur des travaux de fond sans être dérangé, sourit-il. Docteur en droit de l'Université de Genève, Luc Thévenoz est admis au barreau en 1989. L'avocat exerce chez Lenz & Staehelin, avant de devenir, en 1993, professeur à l'Université de Genève. Il y fonde le Centre de droit bancaire et financier, qu'il dirige. Membre de la Commission fédérale des banques (devenue la Finma) de 2001 à 2007, le Genevois, 54 ans cet été, préside la Commission des offres publiques d'acquisition depuis 2008. Luc Thévenoz a aussi été membre du Tribunal arbitral international pour les comptes en déshérence en Suisse. **LT**

en tête des places les plus opaques. Est-ce justifié?

– Ce classement mélange plusieurs éléments. L'indice de transparence, établi par Transparency International, ne fait certes pas apparaître la Suisse parmi les plus mauvais: nous nous retrouvons dans la même ligue que les Etats qui attachent la même importance que nous à la protection de la sphère privée. Tax Justice Network multiplie cet indice par un indicateur de parts de marché. La Suisse restant en tête de peloton pour la gestion transfrontalière de fortune, sa mauvaise note est à la mesure de son succès. Cette multiplication de deux indices hétérogènes explique pourquoi Londres, qui est juste derrière la Suisse en termes de parts de marché, se retrouve loin derrière dans le classement. Elle postule que plus une place financière sert une clientèle non résidente, plus négatif est son impact sur la régularité fiscale des clients. C'est très discuté, notamment dans la phase de régularisation qui est en cours.

– Des groupes comme Swiss Respect martèlent pourtant que la Suisse est souveraine et qu'elle n'a donc pas à céder à la moindre pression...

– Le monde est infiniment plus compliqué. Le peuple suisse est toujours déchiré entre un réflexe souverainiste d'une part, et d'autre part une tendance naturelle à s'adapter à un environnement international que nous sommes trop petits pour changer. La Suisse a donné une très bonne capacité à gérer les transitions et à changer de paradigme. La norme pénale contre le blanchiment a été introduite au début des années 1990. Les banquiers craignaient que l'industrie soit bloquée parce que les clients rechigneraient à montrer l'origine des fonds. La mise en œuvre a été certes compliquée, et parfois douloureuse, mais les banques vivent aujourd'hui très bien avec ces règles, qu'elles appliquent avec beaucoup d'efficacité. Même si cela n'est pas forcément très bien reconnu à l'étranger.

>> Lire la suite de l'interview

L'hypocrisie des relations internationales s'exprime aussi dans la concurrence des places financières

www.letemps.ch/itw

Protection du capital

Optimisation de la performance

Participation

Barrier reverse convertible (catégorie ASPS 1230)

10% p.a. sur ABB, Credit Suisse, Richemont

Autocallable – observation sur une base semestrielle

Sous-jacents	Autocall trigger	Barrière
ABB	100% (CHF 20.00)*	59% (CHF 11.80)*
Credit Suisse	100% (CHF 24.94)*	59% (CHF 14.71)*
Richemont	100% (CHF 67.80)*	59% (CHF 40.00)*

Emetteur	Notenstein Banque Privée SA, Saint-Gall
Prix d'émission (nominal)	100% (CHF 1'000)
Périodicité du coupon	semestrielle
Observation de la barrière	continue
Fixing initial	26 avril 2013
Premier jour de négoce	3 mai 2013
Durée de vie max.	1,5 an
Cotation	SIX Swiss Exchange SA
N° de valeur / ISIN / symbole	20711788 / CH0207117885 / NPAALC

Anticipations de l'investisseur

Ce produit s'adresse aux investisseurs anticipant une évolution de cours tendanciellement latérale ou légèrement positive pour les sous-jacents, sans toutefois exclure des baisses de cours (mais la barrière ne doit pas être touchée).

Fonctionnement

L'investisseur reçoit toujours le versement du coupon, quelle que soit l'évolution de cours du sous-jacent. Tant qu'aucun sous-jacent n'a touché la barrière au cours de la durée de vie du produit, le remboursement s'élève à 100% du nominal. Si un sous-jacent touche la barrière mais qu'à l'échéance tous les sous-jacents clôturent au-dessus du niveau initial, le remboursement se monte à 100% du nominal. Dans les autres cas, le risque correspond à celui d'un placement direct dans le sous-jacent réalisant la moins bonne performance durant la durée de vie du certificat. Si, à une date d'observation semestrielle, tous les sous-jacents s'inscrivent au-dessus du niveau de l'autocall trigger en question, le produit est remboursé de manière anticipée. Dans ce cas, l'investisseur reçoit 100% du nominal ainsi que les coupons dus.

Liste des autres certificats barrier reverse convertibles avec autocall en souscription jusqu'au 26.04.2013¹

Coupon p.a.	Sous-jacents	Barrière	Devise	Durée de vie	N° de valeur
15,00%	Apple, Research in Motion, Samsung	49%	CHF ²	1,5 an	20711789
9,50%	ABB, OC Oerlikon, Swatch	59%	CHF	1,5 an	20711790
9,20%	Barrick Gold, Goldcorp, Newmont Mining	49%	CHF ²	1,5 an	20711791
7,50%	Or, palladium, argent	69%	CHF ²	1,5 an	20711792
8,00%	HeidelbergCement, Daimler, Deutsche Bank	49%	EUR	1,5 an	20711793

¹ Lors de certaines modifications du contexte de marché, l'émetteur peut décider de clore prématurément la période de souscription.

² Produits couverts contre le risque de change.

* Les données relatives aux cours sont indicatives (état au 18 avril 2013). Elles seront établies définitivement au moment du fixing initial.

+41 (0)71 242 53 00

info@notenstein-produitsfinanciers.ch
www.notenstein-produitsfinanciers.ch
Votre établissement bancaire habituel recevra volontiers vos souscriptions.

Garantie:

RAIFFEISEN

Rating: Moody's Aa2



NOTENSTEIN
BANQUE PRIVÉE

Mentions concernant les placements de capitaux: le présent produit constitue un «produit structuré» et n'est donc pas un placement collectif de capitaux au sens de la loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux (LPCC). Il n'est soumis ni à l'approbation, ni à la surveillance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA). Les investisseurs ne peuvent se prévaloir de la protection spécifique de la LPCC.

Mentions légales: le présent document n'est ni un prospectus d'émission au sens des art. 652a et 1156 du Code suisse des obligations, ni un prospectus simplifié au sens de l'art. 5 de la LPCC. Il est fourni uniquement à titre d'information et ne constitue ni une offre, ni une incitation à présenter une offre, ni une recommandation d'achat de produits financiers. Toutes les données indiquées sont sans garantie. Les données fournies par des tiers qui se révèlent ultérieurement inexactes ne sont pas rectifiées. Seules la fiche technique (termsheet) de l'émetteur et la documentation juridiquement contraignante de ce dernier (notamment le prospectus simplifié et le prospectus de cotation) font foi. Ces documents peuvent être obtenus gratuitement sous forme imprimée ou électronique auprès de Notenstein Banque Privée SA. Le prix d'émission publié dans le présent document inclut les taxes et les commissions de tiers. La performance historique ne constitue pas une indication quant à la performance actuelle ou future. Tout placement dans des produits structurés comporte des risques. La stabilité de la valeur de l'instrument financier ne dépend pas uniquement de l'évolution du sous-jacent, mais également de la solvabilité de l'émetteur. Les investisseurs sont exposés au risque de défaillance de l'émetteur ou du garant. Les indications ci-dessus ne remplacent pas l'analyse impérative d'un conseiller financier axée sur la situation du client avant toute opération sur dérivés.

Panorama

Entreprises suisses

Schindler a poursuivi sa croissance

Tirant profit d'une forte demande en Asie, notamment, Schindler a poursuivi sa croissance au premier trimestre 2013. Présentant des ventes et des commandes en hausse, le fabricant lucernois d'ascenseurs et escaliers mécaniques a dégagé un bénéfice net de 1,98 milliard de francs, 6,4% de plus qu'un an auparavant. Le chiffre d'affaires s'est pour sa part inscrit à 1,98 milliard de francs, un montant supérieur de 4% à celui engrangé au cours des trois premiers mois de 2012, a précisé vendredi le groupe établi à Ebikon. Exprimée en monnaies locales, la hausse des ventes s'est fixée à 4,2%. (ATS)

Les ventes d'Inficon se sont repliées au premier trimestre

Inficon a accusé des ventes en repli au premier trimestre 2013. Le fabricant saint-gallois d'appareils de mesure et de contrôle sous vide a vu son chiffre d'affaires se contracter de 10% par rapport à la même période de l'an dernier à 72,6 millions de dollars (67,6 millions de francs). La vente des produits de valves sous vide a eu un impact négatif de 3% sur le chiffre d'affaires, tandis que les effets de change ont pesé à hauteur de 0,7%, a indiqué vendredi Inficon dans un communiqué. La croissance organique s'inscrit en recul de 6,3%. Inficon souligne toutefois une légère amélioration des affaires par rapport au trimestre précédent. (ATS)

Bénéfice de la Reka en recul

La Caisse suisse de voyage (Reka) a vu en 2012 son bénéfice d'exploitation reculer à 2,2 millions de francs, contre 5,9 millions l'année précédente. Le bénéfice net est ressorti à zéro, contre un profit de 0,1 million en 2011. L'organisation se déclare optimiste pour la nouvelle année. La Reka avait déjà publié en janvier le détail de ses comptes pour

2012. Alors que le secteur «Argent Reka» a atteint une valeur record de 655,4 millions de francs (+2,2%), la branche «Vacances Reka» a, elle, reculé de 8,1% à 36,5 millions de francs. (ATS)

Entreprises Monde

Spanghero en liquidation

Spanghero, l'entreprise de Castelnau-d'Aude (Aude) au cœur du scandale de la viande de cheval, a été placée vendredi en liquidation judiciaire avec la possibilité de poursuivre ses activités pendant trois mois, a-t-on appris auprès du Tribunal de commerce de Carcassonne. Ces trois mois pourront être éventuellement renouvelés une fois, a indiqué le tribunal qui a prononcé la liquidation avec poursuite d'activités. (AFP)

Le profit de GE dopé par des cessions

Le conglomérat américain General Electric (GE), en plein recentrage sur ses activités industrielles, a enregistré un bond de 16% de son bénéfice net au premier trimestre, grâce à un gain exceptionnel dû à la cession de sa part de 49% dans NBCUniversal, a-t-il annoncé vendredi. Le résultat net de ces trois mois s'est établi à 3,527 milliards de dollars, contre 3,034 milliards de dollars l'an dernier à la même époque, selon un communiqué publié vendredi. (AFP)

McDonald's a souffert de la conjoncture économique

La chaîne américaine de restauration rapide McDonald's a annoncé vendredi des résultats décevants pour le premier trimestre, où elle a subi les effets d'une conjoncture économique morose et où son bénéfice net a stagné à 1,27 milliard de dollars (+0,2%). Le bénéfice ajusté par action, qui sert de référence au marché, est ressorti à 1,26 dollar, soit 1 cent de moins que la prévision moyenne des analystes. (AFP)

Informatique

IBM pourrait supprimer des emplois

IBM a ouvert la porte à des suppressions d'emploi jeudi après des résultats inférieurs aux attentes au premier trimestre, une déception rare dans l'histoire du groupe informatique américain qui avait plutôt habitude le marché aux bonnes surprises ces dernières années. (AFP)

Microsoft optimiste sur les produits mobiles et tactiles

Le géant américain des logiciels Microsoft a annoncé jeudi un bénéfice net en hausse de 19% au 3e trimestre, meilleur que prévu, avec un chiffre d'affaires en forte hausse notamment grâce aux ventes de Windows, et s'est montré optimiste sur son avenir dans les produits mobiles et tactiles. Le bénéfice est ressorti à 6,06 milliards de dollars, soit 72 cents par action. Les analystes misaient en moyenne sur 68 cents. Hors éléments exceptionnels – dont des préventes de mises à jour de Windows ou de jeux vidéo et une amende versée à la Commission européenne – le bénéfice par action ressort à 65 cents. (AFP)

Google a continué de faire croître ses recettes

Google a annoncé jeudi avoir accru de 23% ses revenus sur Internet au premier trimestre, à 9,9 milliards de dollars (9,2 milliards de francs). Cela grâce à un segment de la publicité en ligne toujours en croissance. En comprenant l'activité déficitaire de Motorola Mobility, le géant des services en ligne a réalisé sur ces trois mois un bénéfice net de 3,35 milliards de dollars, soit 9,94 dollars par action, contre 2,89 milliards. (ATS)

SAP dopé par de nouvelles activités

L'allemand SAP a publié vendredi une hausse de ses bénéfices et de ses revenus pour le premier trimestre, tirés par ses activités dans les bases de données et gestion de données par Internet notamment, lui permettant de confirmer ses prévisions de croissance annuelle. Le groupe de logiciels professionnels, qui a l'habitude de publier ses résultats dans deux normes comptables, a vu son bénéfice net, en normes IFRS, augmenter de 17% à 520 millions d'euros. En normes non-IFRS, il a gagné 18% à 689 millions. (AFP)

Conjoncture Monde

Les commandes à l'industrie en Italie en recul

Les commandes à l'industrie ont reculé de 7,9% sur un an et de 2,5% sur un mois en février en Italie, a annoncé vendredi l'institut des statistiques Istat dans un communiqué. Les commandes en provenance de l'étranger ont baissé de 3,5% en février sur un an et de 2,6% sur un mois, précise Istat. (AFP)

Excédent de 16,3 milliards en zone euro

La balance des comptes courants de la zone euro a enregistré un excédent de 16,3 milliards d'euros (19,8 milliards de francs) en février, selon un chiffre provisoire corrigé des variations saisonnières publié vendredi par la Banque centrale européenne (BCE) et en hausse sur un mois. (ATS)

Emploi

Une personne sur cinq veut travailler davantage

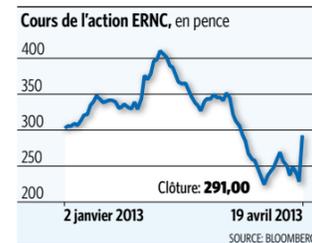
Quelque 9 millions de personnes étant à temps partiel souhaiteraient travailler un plus grand nombre d'heures en Europe, un chiffre qui n'a cessé d'augmenter depuis le début de la crise et qui reflète la situation critique du marché de l'emploi, indique vendredi l'office européen de statistiques Eurostat. La proportion de travailleurs à temps partiel en situation de sous-emploi (disponibles pour travailler plus) est passée de 18,5% en 2008 à 20,5% en 2011 et à 21,4% en 2012, sur les 43 millions de travailleurs à temps partiel que compte l'Union européenne. (AFP)

Matières premières

Un groupe minier kazakh s'envole en bourse

Le groupe minier kazakh Eurasian Natural Resources (ENRC), coté à Londres, s'envolait vendredi en bourse alors que ses

fondateurs, dont l'homme d'affaires Alexandre Matchkevitch, envisagent une offre de rachat sur le groupe en partenariat avec le gouvernement kazakh. A la clôture vendredi, ENRC a gagné 27% grimant à 291 pence, bondissant en milieu de journée jusqu'à presque 30%. (AFP)

Plus 27% en une séance**Un comité de pilotage pour les employés de Petroplus**

Un comité de pilotage chargé de faciliter le reclassement des 470 salariés de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne va être instauré. Il doit assurer l'avenir du site qui n'a pas trouvé de repreneur, a indiqué le préfet de Seine-Maritime vendredi. (AFP)

Baisse de la production de platine pour Anglo American

La production de platine du géant minier anglo-sud-africain Anglo American a légèrement reculé au premier trimestre en raison de grèves «intermittentes» en Afrique du Sud après avoir chuté au quatrième trimestre à cause de la violente tourmente sociale qui a agité le pays. (AFP)

Le bénéfice de Schlumberger en recul de 3,2%

Le groupe franco-américain de services pétroliers Schlumberger a annoncé vendredi un recul de 3,2% à 1,25 milliard de dollars de son bénéfice net au premier trimestre, plombé notamment par un ralentissement de l'activité dans l'hémisphère Nord. Le chiffre d'affaires a en revanche progressé de 7,56% à 10,66 milliards de dollars. (AFP)

«Une réunion extraordinaire sur l'or noir»

Rafael Ramirez. Le ministre vénézuélien de l'Energie et du pétrole a indiqué que les pays de l'OPEP envisageaient de convoquer une réunion extraordinaire pour analyser la chute des prix du brut sur les marchés internationaux. «Nous sommes en train de nous consulter pour savoir si nous allons ou non convoquer une réunion extraordinaire de l'OPEP», a-t-il déclaré à la presse jeudi soir. «Nous constatons qu'il existe une offre de pétrole trop forte sur le marché et l'économie est si faible que cela se combine pour provoquer une chute des prix. Nous croyons qu'il faut que le prix se maintienne à un plan-



cher de 100 dollars» le baril, a-t-il ajouté. L'OPEP produit 35% du pétrole mondial et prévoit une demande de 89,66 millions de barils par jour en 2013. Le baril de pétrole vénézuélien coûtait en moyenne 101,47 dollars la semaine dernière. Il s'élevait à 103,58 dollars début 2013. **AFP**

PUBLICITÉ

VOYAGE
PAYS BALTES

Les trésors de la Baltique

Le voyage

Certaines contrées européennes restent encore méconnues bien qu'ayant participé à l'histoire, parfois mouvementée, de l'Europe du Nord depuis plus de mille ans. Elles renferment pourtant de nombreux trésors culturels et naturels. Cette grande balade le long de la rive sud de la Baltique vous offre cette opportunité. Elle débutera par le nord de la Pologne avec Gdansk, l'ancienne ville hanséatique dont les origines remontent au Xe siècle, l'une des plus riches du pays du point de vue architectural et culturel. Puis elle passera par cette enclave russe dans l'Union européenne, Kaliningrad. Certains la connaissent sous son ancien nom de Königsberg lorsqu'elle fut un bastion important des chevaliers teutoniques à l'époque médiévale. Enfin, elle continuera par ces trois pays que l'on regroupe souvent sous le nom de «pays Baltes» (du sud au nord): la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie. Chacun d'eux a développé une histoire originale leur permettant d'affirmer leurs particularismes respectifs. Ils renferment à leur tour de nombreux sites remarquables, notamment dans leurs trois capitales que sont Vilnius, Riga et Tallin, toutes classées au Patrimoine mondial de l'Unesco.

Du 21 au 30 juin 2013

Votre guide conférencier

Le professeur Lebas s'est vite épris de la culture des mondes et de ses trésors enfouis. Après ses études, il enseigna le latin et l'histoire de l'Antiquité à l'Ecole internationale, de 1961 à 1981. C'est à ce moment qu'il commença à organiser des voyages pour ses élèves. Puis, en 1986, il se lança dans la mise en place de voyages liés au Patrimoine mondial de l'humanité, pour des petits groupes d'adultes. Passionné d'histoire, d'archéologie et d'anecdotes, il alterna voyages et fouilles archéologiques en Italie. Nous lui devons la découverte des «roches suisses» dans le Val Camonica. Il a voyagé dans plus de 44 pays au Moyen-Orient, en Asie, en Europe centrale, et accompagnera cette année notre voyage dans les pays Baltes.

ABONNÉ(E)S
par personne en chambre double

CHF 5 450.–

STANDARD
par personne en chambre double

CHF 5 950.–

Infos détaillées sur www.letemps.ch/voyages ou par téléphone au 022 839 43 51

Infos générales: Le Temps, par e-mail à carine.cuerel@letemps.ch – Infos spécifiques: Fert Events Management, M. Christophe Dubouchet, au 022 839 43 51, e-mail c.dubouchet@fert.ch. Chambre individuelle sur demande. Pour les participants, une séance d'information avant chaque voyage est organisée au siège du Temps.

fert
Events Management

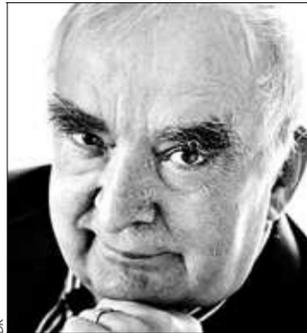
LE TEMPS
MÉDIA SUISSE DE RÉFÉRENCE

Longines se dirige vers la barre de 1,5 milliard de francs de ventes

> Horlogerie

La marque de Saint-Imier a «largement» dépassé le milliard de chiffre d'affaires l'an dernier

> L'entreprise va se doter d'un nouveau stock de composants



Walter von Känel, patron de Longines: «Notre croissance est impressionnante.»

Bastien Buss

Walter von Känel a le langage fleuri, la façon de primesautière et ne s'embarrasse pas de discours creux ou alambiqué. Droit au but, telle pourrait être sa devise. «En 2012, nous avons fait péter tous les records. Alors que notre chiffre d'affaires s'élevait à 950 millions de francs en 2011, nous avons largement dépassé le milliard l'année dernière», a indiqué au *Temps* le patron de Longines, société dans laquelle il est actif depuis 1969. Et, à 71 ans, il ne s'en lasse pas, goûte intensément son plaisir et n'est pas près de s'arrêter.

Mais que signifie *largement*? Le directeur général de la marque horlogère imérienne depuis 1988

n'en dira pas plus. Selon nos estimations, les ventes de la société appartenant à Swatch Group se sont élevées à près de 1,25 milliard en 2012, année de son 180e anniversaire. Ce qui ferait une progression de 30% d'un exercice à l'autre, tandis que les exportations horlogères suisses ont elles progressé de 10,9%.

«Notre croissance est impressionnante ces dernières années. Mais elle ne coule pas de source. Il faut planifier, anticiper, décider quoi et combien sera produit. Il convient aussi de rester fidèles à nos principes. Avec deux mots clés: continuité et consistance», confie-t-il. Une présence de presque tous les instants au front est également

nécessaire. Raison pour laquelle il passe presque la moitié de son temps sur les marchés, enchaînant les vols et décalages horaires. A tel point que le patron aux célèbres sourcils broussailleux a usé pas moins de 27 passeports au cours de sa carrière.

Ce travail de longue haleine, «soutenu par une équipe très stable», porte ses fruits. «Dans la gamme de prix de 900 à 3000 francs, nous sommes sans l'ombre d'un doute le numéro un mondial», se réjouit Walter von Känel, par ailleurs membre de la direction générale élargie du groupe biennois. Le développement exponentiel de l'entreprise se mesure aussi sur un horizon plus long. Il y a dix ans, Longines, basé à Saint-Imier, réalisait des ventes de «seulement» 350 millions de francs. Depuis, sa croissance s'est chaque année élevée à deux chiffres, hormis en 2008 et 2009, deux exercices très délicats pour l'horlogerie où la progression de Longines a atteint «un seul digit». La hausse s'est également traduite au niveau des volumes, avec le franchissement en 2011 du million de montres vendues. Et ce n'est pas fini. «L'objectif est bien sûr d'atteindre 1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires. Ce sera peut-être pour cette année ou pour la prochaine. Peu

importe le timing, l'essentiel c'est que l'on se dirige rapidement vers ce cap.» En dépit d'une économie mondiale écartelée entre le dynamisme des pays émergents, la résistance des Etats-Unis et le décrochage de la zone euro, Walter von Känel parle d'un début d'année très prometteur: «Les trois premiers mois se sont avérés extrêmement positifs.» Même en Chine, où le nouveau gouvernement veut moraliser la vie publi-

Il y a dix ans, Longines, basé à Saint-Imier, réalisait des ventes de «seulement» 350 millions de francs

que? «Il faut arrêter de raconter n'importe quoi. Ces mesures n'ont eu absolument aucun effet sur notre marque.» Selon le directeur général de Longines, l'appétit d'achat des touristes chinois en Europe n'a en outre pas fléchi, Hongkong continue sur un rythme «impressionnant» et les Etats-Unis «ne vont pas si mal que cela». La marque est présente dans 4850 points de vente dans le monde et dispose de 16 boutiques en propre, auxquelles s'ajoutent encore 120 en franchise.

Comme un très grand nombre de sociétés horlogères, Longines aura la semaine prochaine un stand nettement plus grand (25 avril au 2 juin) que l'année précédente. Au niveau de la production, la marque du valon va aussi se doter d'un stock automatisé pour les composants. Un peu à l'étroit dans ses locaux, elle va par ailleurs profiter du déménagement à Villeret d'une antenne d'ETA, qu'elle accueillait jusqu'ici dans son bâtiment, pour s'étendre.

>> Sur Internet

Retrouvez toute l'actualité et tous les articles sur Baselworld

www.letemps.ch/baselworld

Les résultats des banques américaines ont déçu

> Performance L'immobilier reste le talon d'Achille des établissements

AFP

Les grandes banques américaines ont affiché des résultats trimestriels plutôt bons en ce qui concerne les bénéfices publiés, souvent grâce à des économies et à un recul des réserves, mais leur chiffre d'affaires a souvent déçu, notamment dans les prêts immobiliers.

JPMorgan Chase, première banque américaine en termes d'actifs, a vu son bénéfice bondir de 33% à 6,5 milliards de dollars, dépassant les attentes de Wall Street, mais son chiffre d'affaires a déçu avec un recul de 4% sur un an, à 25,1 milliards de dollars.

La division de banque de détail a été son talon d'Achille, plombée par les prêts immobiliers, dont les recettes ont fondu de 28%.

Une tendance qui s'est retrouvée chez Wells Fargo, qui a également affiché un bénéfice record en hausse de 22% à 5,2 milliards de dollars, et un chiffre d'affaires décevant (-2% à 21,3 milliards de dollars).

Bank of America a fait moins bien qu'attendu malgré des résultats septuplés au premier trimestre, à 2,25 milliards de dollars pour un chiffre d'affaires en hausse de 6% à 23,5 milliards de dollars, pâtissant notamment de la division de prêts hypothécaires qui a encore perdu 1,3 milliard de dollars.

«Le bond du refinancement hypothécaire» des derniers mois, et notamment de la fin 2012, «commence à ralentir», a souligné Erik Oja, analyste de Standard and Poor's, interrogé par l'AFP.

Volume faible

Dans un environnement de taux d'intérêt bas, Bank of America et Morgan Stanley ont elles aussi enregistré de mauvaises performances dans leurs activités de dérivés, matières premières et produits obligataires, même si les résultats de gestion de fortune ont été bons grâce à la forte hausse de la bourse.

Michael Wong, analyste de la maison de recherche Morningstar, remarque toutefois que le

volume de transactions reste faible, ce qui a miné une partie des activités de trading des banques.

Les banques, à l'instar de Bank of America, ont affiché une bonne performance en banque d'investissement grâce aux émissions de titres plus qu'aux fusions et acquisitions, qui restent déprimées.

Dans un contexte global d'amélioration de la qualité du crédit, Citigroup a affiché un bénéfice en hausse de 30%, à 3,8 milliards de dollars, et un chiffre d'affaires en progression de 6%, à 20,5 milliards de dollars, tous deux meilleurs qu'attendu, le résultat étant largement dopé par une baisse des provisions pour pertes liées aux prêts.

Le directeur financier, John Gerspach, a justifié cette décision en soulignant que Citi avait affiché deux trimestres consécutifs d'amélioration de la performance de son portefeuille de prêts immobiliers.

Il a fait état d'une poursuite du désendettement chez les consommateurs qui a freiné les résultats en banque de détail, une tendance retrouvée chez JPMorgan Chase, où le PDG, Jamie Dimon, a déploré «une croissance des prêts ralentie».

Coupes dans les effectifs

Les dépenses juridiques des banques restent, et vont rester, importantes en raison de litiges hérités d'avant la crise pour Citi, JPMorgan Chase, Bank of America et dans une moindre mesure Wells Fargo.

Le trimestre a aussi été marqué par la rigueur dans les dépenses des banques. Elles ont taillé dans leurs effectifs, notamment Morgan Stanley, Citigroup et JPMorgan Chase, et dans une moindre mesure Goldman Sachs, qui a procédé à un écrémage annuel dans ses rangs en début d'année.

Goldman Sachs a dégagé un bénéfice en petite progression, de 5% sur un an à 2,2 milliards de dollars, grâce à un chiffre d'affaires tout juste en hausse (+1% à 10,1 milliards de dollars) et à des coupes dans les dépenses.

Prévisions revues à la baisse pour 2013

> Le courtier Kepler s'attend à une hausse de 5% des exportations cette année

On le savait depuis des lunes. L'incroyable croissance de l'horlogerie suisse n'était pas soutenable sur le long terme. Tous les spécialistes et les horlogers eux-mêmes s'attendaient dès lors à un fléchissement de la hausse des exportations de montres cette année. En raison de la morosité conjoncturelle dans certaines régions du monde, le courtier Kepler a

abaissé ses prévisions pour 2013. Il s'attend désormais à une progression de 5% pour l'exercice en cours, contre 7% lors d'une précédente prévision, ressort-il d'une étude diffusée vendredi. En 2012, les exportations de garde-temps avaient crû de 10,9%, à 21,4 milliards de francs.

L'analyste Jon Cox explique ce ralentissement plus aigu par la faiblesse du marché chinois, une situation qui pourrait durer plus longtemps que prévu jusqu'ici. Selon lui, les touristes de l'Empire du Milieu ont par ailleurs freiné leurs achats effectués lors de voyages en Asie ou en Europe. Parmi d'autres

facteurs explicatifs, il mentionne également les risques liés au regain de tensions dans la péninsule coréenne et au retour de la grippe aviaire en Chine. Nonobstant l'importance capitale de la Chine pour les horlogers, le courtier perçoit aussi des leviers possibles de croissance. Ainsi, il semble que Hongkong, principal marché d'exportation pour les montres helvétiques, soit en phase de rebond. De même que Singapour, autre débouché de taille. Le Japon pourrait en outre constituer la bonne surprise de 2013. «Il pourrait y avoir une sorte de renaissance de ce marché.» B. B.

Monaco recherche désespérément des joueurs

> Casino La SBM, pilier de Monaco depuis 150 ans, en quête d'un nouveau souffle

Rien ne va plus dans les casinos de la Société des bains de mer (SBM)? La vieille dame monégasque de 150 ans cherche activement un nouveau directeur international des jeux pour relancer une activité en berne, et les employés monégasques l'attendent de pied ferme.

Dans une brasserie du port, transformée en QG hebdomadaire, les croupiers de la SBM peaufinent leur stratégie de crise. Ils ont fait sensation en présentant une liste aux élections parlementaires de février et en raflant un siège d'élu.

«La SBM, c'est dans le sang, c'est quasiment génétique, mon arrière-grand-père ouvrait les portes des calèches», confie Françoise Raimbert, une employée des jeux qui aimerait que ses «enfants puissent faire la même chose». Elle en doute: le chiffre d'affaires des jeux de la SBM a chuté de presque 40% en cinq ans (les douze derniers mois ne sont pas encore connus).

Le président délégué de la SBM, Jean-Luc Biamonti, est à la recherche d'un sauveur, «un directeur des casinos bénéficiant d'une grande expérience internationale». Il est en discussion également avec un «chasseur» capable d'attirer à Monaco des

joueurs de haut vol (ils sont une dizaine en Europe à disposer d'un carnet d'adresses enviable).

«Un nouveau chef des casinos, en contrat à durée déterminée, on n'est pas contre, mais il faut qu'il nous apporte quelque chose de plus», prévient, dubitatif, Eric Elena, le conseiller national (député) élu sous la bannière des croupiers.

«On a une vraie compétence ici à Monaco, on sait faire du sur-mesure. Ce qui marche à Las Vegas, Macao ou Londres ne marche pas forcément à Monaco», estime-t-il.

«Jalousie et haine»

Le groupe de 2914 salariés compte 444 employés des jeux, dont la majorité (66,4%) de nationalité monégasque. Eric Elena prône le retour à un principe simple: «Servir convenablement le client», car «le meilleur marketing, c'est le client».

Née en avril 1893, la SBM, qui transforma un village de pêcheurs en lieu de villégiature chic, fait partie du patrimoine national. Presque toutes les familles du cru ont eu un parent travaillant dans le groupe de jeux et d'hôtellerie.

L'entreprise est cotée en bourse, mais détenue à 69% par

l'Etat. Le joyau est également jalousement gardé par le Conseil national, le parlement élu par les 8000 Monégasques de souche, minoritaires dans la principauté de 35 000 habitants.

Les jeux souffrent d'une forte chute de la clientèle italienne voisine, enfoncée dans la crise.

«Avant, on avait des joueurs traditionnels. Les 40-50 ans munis de tablettes s'éclatent désormais sur Internet», analyse aussi Jean-Luc Cloupet, qui dirige l'un des treize syndicats maison.

L'objectif est aujourd'hui d'attirer des joueurs du Moyen-Orient, de la Turquie, des pays de l'Est.

Quant à la clientèle convoitée des riches Asiatiques, elle est difficile à capter. Le chiffre d'affaires des jeux de Macao est actuellement six fois celui de Las Vegas, désormais au même niveau que Singapour, signale M. Biamonti.

«Pour arrêter la destruction de l'outil de travail, la perte de clientèle, nous avons réussi à mettre de côté les vieilles guéguerres» entre employés des jeux américains (roulette, craps, black jack) et spécialistes des jeux européens (baccara, punto banco), se félicite Françoise Raimbert.

Ces catégories se vouaient «jalousie et haine», décrit Thierry

Raymond, employé du baccara, un jeu traditionnel organisé à la demande des clients, qui a dégringolé ainsi que les heures de travail.

Les employés, qui mettent leurs pourboires en commun, démarrent à 2000 euros par mois (5000 euros pour les jeux européens) et peuvent atteindre 10 000 euros une bonne année.

Le problème global de la SBM reste «sa structure de coûts» liée aux frais de personnel, répète la direction, désireuse de réduire la masse salariale. D'autant qu'elle cherche 600 millions d'euros pour rénover un hôtel et construire un complexe immobilier.

Pour ses 150 bougies, la SBM organisera en juillet un original repas champêtre sur la place du casino historique. Mais, en ce mois d'avril anniversaire, aucune fête interne à l'horizon.

En Suisse aussi

Mercredi, le Casino de Montreux annonçait avoir enregistré une fréquentation en baisse de 4,8% en 2012, avec 546 000 entrées. Le produit brut des jeux a reculé de 9,56%, à 84,6 millions. Le casino lémanique conserve toutefois sa 2e place au classement des casinos suisses, derrière Baden (AG). LT

PUBLICITÉ

GRAND THÉÂTRE GENEVE

Ensemble Cappella Mediterranea
DIRECTION LEONARDO GARCIA ALARCÓN

Anne Sofie von Otter
MEZZO-SOPRANO
AVEC LA SOPRANO ELIN ROMBO

DIMANCHE 12 MAI 2013 À 19H30

SAISON 2013

LE TEMPS

Fonds de placement, opinions d'analystes, OPA du mois... Plus d'infos sur WWW.letemps.ch

SMI	Clôture: 7618,76	Stoxx Europe 600	Clôture: 285,21	S&P 500	18h00: 1553,75	Topix (Tokyo)	Clôture: 1126,67	Obligations, taux à 10 ans	Taux de change				
Performance sur 3 mois	+3,85%	Performance sur 3 mois	-0,89%	Performance sur 3 mois	+4,56%	Performance sur 3 mois	+24,47%	Etats-Unis: 1,704%	Europe (Bund): 1,251%	Suisse (Conf.): 0,622%	En francs	Euro: 1,2184	Dollar: 0,9327
8000		300		1600		1200		2,5			1,30		
7800		295		1570		1100		2			1,20		
7600		290		1540		1000		1,5			1,10		
7400		285		1510		900		1			1,00		
7200		280		1480		800		0,5			0,90		
21 janvier	19 avril	21 janvier	19 avril	21 janvier	19 avril	21 janvier	19 avril	21 janvier	19 avril	21 janvier	19 avril	21 janvier	19 avril

La démocratie actionnariale prend un tournant inattendu

> Assemblées
Les actionnaires se montrent toujours plus critiques envers les rémunérations

> La prédominance des sociétés ISS et Glass Lewis soulève aussi des questions

Yves Hulmann ZÜRICH

Analyse

Après les récents camouflets infligés aux conseils d'administration de Julius Baer et d'Actelion, les assemblées générales de Credit Suisse, vendredi, et d'UBS, le 2 mai, seront scrutées de très près. Les nets rejets par les actionnaires du rapport de rémunération de la banque zurichoise par 63,9% des voix exprimées, puis de celui de la biotech bâloise, à hauteur de 60%, ont d'autant plus surpris qu'ils n'avaient pas été précédés par une importante polémique. Les années précédentes, les voix opposées aux rapports de rémunération lors de tels votes n'ont que rarement atteint 40% en Suisse.

Comment expliquer ce revirement d'attitude chez les investisseurs? Paradoxalement, ce vent de fronde, qualifié de «printemps des actionnaires» par certains, trouve davantage son origine outre-Atlantique qu'en Suisse, où les caisses de pension devront obligatoirement exercer leurs droits de vote lors de l'entrée en vigueur de l'initiative Minder contre les rémunérations abusives à partir de 2014. L'influence des sociétés de conseils aux investisseurs anglo-saxonnes comme Institutional

Shareholder Services (ISS), qui emploie quelque 500 analystes, ou Glass Lewis, son concurrent californien, a été surtout visible dans le cas de Julius Baer, dont 40% du capital est aux mains d'investisseurs américains.

ISS a reproché à la banque le lien peu clair entre l'enveloppe de rémunération et la performance ainsi qu'un rapport mal défini entre le salaire de base et les bonis. S'y ajoute un délai d'attente jugé trop court pour les rémunérations octroyées de manière différée. Dans ce contexte, la société a vu d'un mauvais œil le versement d'une «prime à l'intégration» de 1,95 million de francs accordée aux cadres de la banque, dont la moitié à son seul directeur Boris Collardi, suite à la reprise d'une partie des activités de Merrill Lynch. En tout, 5 millions étaient réservés dans ce but.

Chez Actelion, on retrouve en partie les mêmes ingrédients: plus que le montant des salaires accordés aux cadres, dont 5,2 millions pour le fondateur Jean-Paul Clozel, les sociétés de conseil anglo-

saxonnes ont critiqué la complexité du système de rémunération de la biotech bâloise. Trois enseignements peuvent ainsi être tirés des résultats de ces votes. L'absence de lien clair entre rémunération et performance est toujours plus mal acceptée, y compris par les agences anglo-saxonnes. Les rétributions à

ISS ne critique pas le niveau des salaires, mais tient compte du rapport entre la part fixe et les bonis

caractère inhabituel deviennent également mal perçues. Enfin, même si ISS ne s'exprime jamais sur le niveau des salaires, l'agence tient néanmoins compte du rapport entre la part fixe et les bonis.

Vendredi, Credit Suisse se heurtera aux critiques d'ISS à propos d'un point à l'ordre du jour. Tout comme Ethos, la société recom-

mande de refuser l'augmentation de capital conditionnelle destinée aux collaborateurs, afin d'éviter un effet de dilution pour les actionnaires existants. S'agissant d'UBS, ni ISS ni Glass Lewis n'ont encore dévoilé leurs cartes.

En trois ans, le taux d'approbation lors des votes consultatifs a baissé pour les sociétés du SMI, passant de 83,6% en 2011 à 71,4% en 2013. Si l'attitude plus critique des actionnaires lors des assemblées peut être saluée, la prédominance d'ISS et de Glass Lewis rend aussi la tournure des événements plus imprévisible. Les critères qu'elles utilisent pour prendre leurs décisions ne vont pas nécessairement dans le sens souhaité de ce côté de l'Atlantique. L'approche anglo-saxonne est moins axée sur le dialogue qu'en Suisse. Le risque est que certaines sociétés se voient sanctionner lors de tels votes sur la base de critères formels sans avoir pu justifier leur position. Il serait alors préférable que les investisseurs institutionnels diversifient leurs sources d'informations. Ou mieux, qu'ils prennent leurs décisions eux-mêmes. La caisse de pension Publica, qui gère 35 milliards de francs d'actifs, recourt aux services de la société zurichoise CGAS en vue des assemblées générales mais décide indépendamment au final. Dexia Asset Management s'est aussi engagé à exercer ses droits de vote lors des assemblées générales, y compris en Suisse où le gérant d'actifs a rejeté plus d'un cinquième des motions qui lui ont été soumises.

Ce travail génère, certes, des coûts supplémentaires mais peut se révéler payant sur le long terme. Une étude réalisée par l'Université de Saint-Gall, citée lors d'une présentation d'Inrate mardi à Zurich, a démontré que la qualité de la gouvernance d'entreprise est corrélée de manière positive avec la valeur d'une société.

Opposition contre UBS et Credit Suisse

La fondation Ethos a appelé vendredi à voter contre le rapport de rémunération des dirigeants des banques UBS et Credit Suisse lors de leurs assemblées générales qui doivent se tenir prochainement à Zurich. «Malgré les progrès réalisés par les deux banques dans la structure de leurs rémunérations, les niveaux des rémunérations des instances dirigeantes restent encore largement trop élevés», a indiqué l'organisation actionnariale dans un communiqué. Ethos, qui représente plus de 143 fonds de pension et de fondations d'utilité publique suisses, rejoint ainsi la

position d'autres organisations actionnariales telles que l'association Actares, qui a également recommandé de s'y opposer. Dans un communiqué, la fondation Ethos a dit avoir noté des changements positifs dans le système de rémunération des deux banques. «Ethos relève en particulier que Credit Suisse a défini pour les membres de la direction des pourcentages maximums pour la rémunération variable par rapport au salaire fixe», a-t-elle souligné, rappelant qu'elle avait réclamé cette mesure «instamment» depuis plusieurs années. AFP

Blackstone renonce à son offre de rachat sur Dell

> Informatique La chute des ventes en cause

Blackstone a renoncé à son offre de rachat de Dell lancée il y a un mois tout juste. Un abandon qui fait l'affaire de Michael Dell, le fondateur du troisième constructeur informatique mondial, et du fonds Silver Lake, qui veulent racheter l'entreprise pour 24,4 milliards de dollars et la retirer de la cote.

Dans une lettre rendue publique vendredi par le conseil d'administration de Dell, Blackstone motive son retrait par la chute de 14% des ventes mondiales de PC au premier trimestre et par la révision en baisse des prévisions de bénéfice de Dell.

«Depuis le dépôt de notre offre, nous avons appris que la société a révisé sa projection de bénéfice d'exploitation pour cette année à 3 milliards de dollars au lieu de 3,7 milliards», écrit la société d'investissement new-yorkaise. Les

ventes d'ordinateurs dans le monde ont reculé de 14% au premier trimestre sur un an, leur plus forte baisse depuis 20 ans, en raison notamment de l'essor croissant des tablettes, selon le cabinet d'études IDC.

Difficile pour Carl Icahn

Outre Blackstone, l'investisseur activiste Carl Icahn a également soumis il y a près d'un mois une proposition d'achat au conseil de Dell après avoir acquis des actions du groupe. Pour les analystes financiers, les chances de Carl Icahn de mettre la main sur Dell sont minces même si nombre d'actionnaires s'opposent encore au projet de Michael Dell et de Silver Lake, en particulier l'investisseur activiste Southeastern Asset Management, qui détient 8,4% du capital. **ATS**

Le mauvais présage de la chute de l'or

> Métaux Baisse de 10% en deux jours

Même si les cours de l'or remontent légèrement vendredi, leur chute inattendue sur la semaine écoulée apparaît à certains investisseurs comme un mauvais présage pour l'avenir proche de l'économie mondiale. Le cours de l'once d'or est repassé au-dessus des 1400 dollars, en raison d'une reprise des achats physiques, mais il a subi une baisse brutale de plus de 10% lundi et mardi, ce qui ne s'était pas vu depuis 30 ans.

Pour certains analystes, la chute de l'or, qui s'accompagne plus généralement d'un déclin des cours du pétrole et des métaux, reflète l'incapacité de la Réserve fédérale des États-Unis et d'autres banques centrales à générer une demande solide, malgré l'injection de vastes sommes de liquidités dans le système financier mondial. La faiblesse de l'or et des matières premières «té-

moigne de préoccupations sur la croissance mondiale», estime Mohamed el Erian, co-investisseur en chef chez Pimco. «Les matières premières sont les oiseaux de mauvais augure pour la croissance mondiale depuis un moment, et cela s'est encore accentué récemment.»

Des milliards de pertes

La baisse du cours de l'or, qui a été sur la seule journée de lundi la plus importante jamais enregistrée, s'est traduite par plusieurs milliards de dollars de pertes pour les investisseurs et pourrait être le prélude de déclin dans d'autres classes d'actifs.

Les prix de l'or avaient déjà baissé de manière importante avant des chocs comme l'effondrement du fonds Long-Term Capital Management en 1998 et la crise financière mondiale entamée dix ans plus tard. **ATS**

La bourse suisse

Le titre vedette

UBS

En francs +3,23%

14,80

14,60

14,40

9h00 17h30

SOURCE: BLOOMBERG

Bon comportement des bancaires

Vendredi, le marché suisse des actions a ouvert en hausse de 0,4% à 7610 points. Malgré la nouvelle baisse affichée à Wall Street, Tokyo a terminé la séance en hausse. Cette difficile semaine boursière s'achève donc sur une note positive. Le SMI a clôturé en hausse de 0,5% à 7618 points, et le SPI de 0,6% à 7139 points. Aux bancaires, UBS a progressé de 3,2% à 14,70 francs, dopée par un relèvement de recommandation de «garder» à «acheter» par la Deutsche Bank. Les analystes de l'institut allemand attendent de solides résultats opérationnels tant d'UBS que de Credit Suisse (+1% à 25,53 francs). Les assurances ont, en revanche, affiché de légères pertes. Swiss Re a perdu 0,15% à 68,80 francs, Swiss Life 0,4% à 137,70 francs et Bâloise 0,11% à 89,15 francs. Seul Zurich a fait un peu mieux en progressant de 0,9% à 242 francs. Après les chiffres trimestriels, Schindler a progressé de 2,8% à 134,10 francs. Les analystes ont parlé de chiffres étonnamment dégrisants, avec, notamment, un recul de marge au premier trimestre. La semaine passée, Schindler était déjà sous pression, ce qui explique cette hausse malgré les chiffres mitigés. Les entrées de commandes sont qualifiées de positives. Les valeurs du luxe Richemont (+1,5% à 69,15 francs) et Swatch (+0,8% à 518,50 francs) ont progressé, portés par l'optimisme sur la croissance chinoise. Clariant (+1,8% à 12,91 francs), Lonza (+1,8% à 60,80 francs) et Adecco (+1,9% à 48,62 francs) ont aussi eu le vent en poupe. Sonova a récupéré 1,6% à 98 francs, après avoir perdu 12,5% ces deux derniers jours, en relation avec les incertitudes autour de prétentions en domages-intérêts de patients dont les implants cochléaires s'étaient avérés défectueux. Syngenta a grignoté 0,08% à 389,90 francs. Après les chiffres trimestriels, divers analystes ont revu leurs estimations. Les poids lourds ont évolué au milieu du peloton. Roche (+0,33% à 227,50 francs), Novartis (+0,30% à 67,30 francs) et Nestlé (+0,5% à 65,30 francs), ont tous grappillé quelques points.

BCGE, Salle des marchés

New York

Sans direction

Wall Street a ouvert sans direction vendredi, hésitante en l'absence d'indicateurs économiques de taille et tentant de se reprendre à la fin d'une semaine en dents de scie, marquée par une nervosité croissante du marché: le Dow Jones cédait 0,21% mais le Nasdaq prenait 0,30%. «Bien que tout passe au second plan au regard des derniers développements à Boston», où une vaste chasse à l'homme était en cours pour retrouver l'un des suspects des attentats du marathon, «le marché a aussi reçu une salve de nouvelles depuis la clôture de jeudi», a souligné Patrick O'Hare, de Briefing.com. **AFP**

Europe

Bonne fin de semaine

Sans chiffre macro notable, les marchés ont pu tenter ce vendredi un léger rebond. Donc sans le flux de mauvaises nouvelles macroéconomiques, on se concentrait sur les sociétés. En premier lieu sur la publication de résultats, comme pour l'Oréal (+4,33%) qui continuait sa marche vers les sommets ou pour SAP (-2,99%) qui décevait son monde avec des chiffres médiocres. VW (+1,81%) annonçait le plus important programme d'investissement dans l'histoire automobile de la Chine. En finit, une journée plutôt calme ou l'échéance des options n'a pas suscité un grand intérêt. L'Euro Stoxx50 terminait en hausse de 0,77% à 2575,16 points.

Bordier & Cie, Banquiers privés

Panorama

Notation

La Grande-Bretagne dégradée par Fitch

L'agence Fitch Ratings a retiré vendredi sa note maximale «AAA» à la Grande-Bretagne, en raison de la dégradation de sa situation qui l'a amenée à revoir en hausse ses prévisions en matière de dette et de déficits publics. La note du pays a été abaissée d'un cran à «AA+» par l'agence qui l'avait placée sous surveillance négative le 22 mars. Sa perspective d'évolution est «stable», ce qui veut dire que l'agence n'envisage pas de la modifier à nouveau à moyen terme. (AFP)

Monnaies

Nouveau billet de 5 euros en circulation

Le nouveau billet de 5 euros, de même couleur verte que celui en circulation mais plus difficile à contrefaire, sera distribué aux guichets des banques et dans certains distributeurs automatiques à partir du jeudi 2 mai, indique la Banque de France vendredi. Dévoilé par la Banque centrale européenne début janvier, ce billet, premier d'une série baptisée «Europe», comprend en filigrane et en hologramme un portrait d'Europe (princesse de la mythologie grecque). (AFP)

Carnet de deuil

Son époux: Léopold **Veuve**, aux Monts-de-Corsier; Sa fille: Martine **Hatolkay**, à Lausanne, ses enfants Lucas et son amie Aimee, à Wimbledon et Hugo Dimitri, à Lausanne ; Son fils: Laurent **Veuve**, à Villarimboud et ses enfants Liam et Léopold, à New York et Orri, à Reykjavik; Sa sœur: Lisette **Perret** et ses enfants, à Lausanne; Sa belle-sœur: Eléonore **Veuve** et ses enfants, à Corcelles-Cormondrèche; ainsi que les familles parentes, alliées et amies, en Suisse et à l'étranger,

ont le profond chagrin de faire part du décès de

MADAME JACQUELINE VEUVE-REBER

qui s'en est allée paisiblement le 18 avril 2013, à l'âge de 83 ans.

Toute notre reconnaissance et nos remerciements vont au Docteur Jean-Louis Berney, au CMS Centre-ville, à la Fondation Alzamis, à Lausanne, à Madame Anita Schaub, à Elodie, au personnel des soins palliatifs de l'hôpital de Lavaux, à Cully, et à celui de l'hôpital du Mottex, à Blonay, ainsi qu'à toutes les personnes qui l'ont soutenue et aidée durant sa maladie.

Une cérémonie aura lieu **dans l'intimité de sa famille**, au Centre funéraire de Montoie, à Lausanne, le mardi 23 avril, à 13 h 30, chapelle B.

Les honneurs seront rendus dans cette chapelle à 14 heures.

Jacqueline repose à la Chapelle Saint-Roch, rue Saint-Roch 19, 1004 Lausanne.

Domiciles de la famille:

M. Léopold Veuve, La Cergne 6, 1808 Les Monts-de-Corsier. Mme Martine Hatolkay, ch. du Devin 47 b, 1012 Lausanne.

En lieu et place de fleurs, vous pouvez penser à l'Association Mercy Ships, chemin de la Fauvette 98, 1012 Lausanne, CCP 10-17304-3.

On ne voit bien qu'avec le cœur, l'essentiel est invisible pour les yeux.

A. de Saint-Exupéry

Cet avis tient lieu de lettre de faire part.

LA CINÉMATHÈQUE SUISSE ET SES COLLABORATEURS

sont très affectés par la disparition de la cinéaste

JACQUELINE VEUVE

pionnière du cinéma dans notre pays, porteuse de la mémoire – au féminin – de nos traditions et de notre histoire.

Toutes nos pensées vont à son souvenir, à Léo, son mari, et à sa famille.

PICTET & CIE et leur personnel

ont le profond regret de faire part du décès de

MONSIEUR JEAN-FRANÇOIS PICTET

leur ancien collègue et ami, retraité depuis le 1er mars 1996.

Oh, quelle aventure...

Marie-Lise Liengme; François Liengme; Jean-Marie Liengme; Nathalie et Charles Cafilisch-Liengme, Sandro, Nicolas et Mischa; Rosemonde Périat-Liengme, Sophie, César et Ralph, ainsi que les familles parentes, alliées et amies,

ont la tristesse de faire part du décès de

BERNARD LIENGME (LIÈGME)

qui s'est endormi sereinement à la maison, le 12 avril 2013, dans sa 86e année.

La cérémonie a eu lieu dans l'intimité.

Adresse de la famille: Marie-Lise Liengme, Ch. des Clées 7, 2017 Boudry

Pour honorer sa mémoire, vous pouvez penser à Amnesty International, 3001 Berne, CCP 30-3417-8, mention: deuil Bernard Liengme.

Cet avis tient lieu de lettre de faire part.

Remerciements

Laurent et Hervé Klopfenstein et leurs familles remercient chaleureusement toutes les personnes qui leur ont fait part de leur sympathie au cours du deuil qu'ils traversent: amis et collègues, amis proches ou lointains de leur mère

NICOLE KLOPFENSTEIN

Ainsi que ses relations des milieux musicaux, artistiques ou associatifs.

Les avis mortuaires tardifs peuvent être remis au journal

LE TEMPS - Place de Cornavin 3, CH-1211 Genève 2

la veille de parution à 19 heures dernier délai

ou par fax au 022 888 59 91 – Mail: carnets@letemps.ch

Convois funèbres

Vaud

Avenches - 14 h 30: **Mme Cécile Gallay-Zehnder**; temple.

Vallorbe - 13 h 30: **M. Fritz Haldemann**; temple.

Fribourg

Bulle - 14 h: **M. Gaëtan Wicht**; église Saint-Pierre-aux-Liens.

Guin - 10 h: **M. Josef Zbinden-Graber**; église paroissiale.

Onnens - 10 h 30: **M. Nicolas Baechler**; église, dimanche 21.

Rue - 10 h: **M. Albert Baudois**; église.

St-Aubin FR - 9 h 30: **Mme Claudine Gummy-Boulay**; église.

St-Aubin - 14 h: **M. René Rapo**; église.

Jura

Boncourt - 14 h: **Mme Berthilde Courbat Cattin**; église.

Valais

Crans - 14 h: **Mme Marie-Rose Hissari**; chapelle.

Martigny-Bourg - 10 h: **M. Vito Piccinno**; église Saint-Michel.

Montana-Station - 9 h 30: **Mme Françoise Gigon**; crypte, dimanche 21.

Pharmacies de garde

Genève

Genève - Pharmacie Amavita ☎ 058 851 36 03. Gare Cornavin. Sa 7h-23h, di 10h-23h.

Carouge - Pharmacie Gonin ☎ 022 342 17 20. Pl. de l'Octroi 2. Sa-di jusqu'à 23h.

Chêne-Bourg - Pharmacie Populaire Trois-Chênes Centre commercial Coop ☎ 022 349 37 37. Rue de Genève 33. Sa-di jusqu'à 23h.

Cointrin - Pharmacie Sun Store Aéroport Gare CFF ☎ 022 798 58 55. MM Gare CFF. 7/7 sans taxe, ni taxe d'urgence. Sa-di 8h-21h.

Pharmacie Thiémarid ☎ 026 321 50 00. Bd de Pérolles 6. En dehors des heures d'ouverture: 026 350 11 44. Di des 9h30-11h30, des 17h-18h.

Vaud

Lausanne - Pharmacie 24 SA 50 m de l'avenue d'Ouchy ☎ 021 613 12 24. Av. Montchoisi 3. Sans taxe d'urgence. Sa-di 8h-24h.

Pharmacie Metro Flon ☎ 021 318 73 10. Pl. de l'Europe 5. Sa 8h-22h, di 10h-21h.

Pharmacie Sun Store Lausanne Gare Bâtiment CFF, quai 1 ☎ 021 324 20 20. Place de la Gare 9. 7/7 sans taxe, ni taxe d'urgence. Sa-di 7h-23h.

Aigle - Pharmacie de la Planchette ☎ 024 467 04 04. Ch. de la Planchette 3-5. 0848 133 133 en dehors des heures d'ouverture. Sa-di

Cossonay-Ville - Pharmacie de Cossonay Pitton ☎ 021 861 11 13. Rue du Temple 1. 0848 133 133 en dehors des heures d'ouverture. Sa-di

Echallens - Pharmacie de l'Hôtel-de-Ville ☎ 021 881 11 25. Pl. du Château 3. 0848 133 133 en dehors des heures d'ouverture. Di

Gland - Pharmacie Mauverney ☎ 022 364 21 53. Rue de Mauverney 24. 0848 133 133 en dehors des heures d'ouverture. Sa-di

Grandson - Pharmacie Payot ☎ 024 445 33 51. Rue Haute 2. En cas d'urgence 024 445 26 36.

Entrée libre. Di 9h30-10h30.

Granges-près-Marnand - PharmaGranges ☎ 026 668 10 48. Rue du Bas-du-Ru 1. 0848 133 133 en dehors des heures d'ouverture. Sa-di

La Tour-de-Peilz - Pharmacie du Centre ☎ 021 977 21 11. Grand-Rue 6. 0848 133 133 en dehors des heures d'ouverture.

Sa-di

Leysin - Pharmacie de Leysin ☎ 024 493 45 00. Av. Rollier. Urgences (sur ordonnance). Sa 9h-12h.

Morges - Cercle de La Côte (région Morges-Rolle-Bière) 0848 133 133 en dehors des heures d'ouverture - urgences uniquement. Sa-di

Oron-la-Ville - Pharmacie Arc-en-Ciel Centre Coop ☎ 021 907 65 25. Rte de Lausanne. 0848 133 133 en dehors des heures d'ouverture. Di

Prilly - Pharmacie Sun Store Prilly Malley ☎ 021 661 11 71. M centre Malley Lumières, ch. du Viaduc.

7/7 sans taxe, ni taxe d'urgence.

Sa 8h-22h, di 9h30-19h.

Villars-sur-Ollon - Pharmacie Fleury

☎ 024 495 11 22. Av. Centrale.

Urgences (sur ordonnance). Sa

Yverdon-les-Bains - Pharmacieplus de la Gare ☎ 024 426 63 65. Av. de la Gare 10. 0848 133 133 en dehors des heures d'ouverture. Sa-di

Fribourg

Fribourg - Pharmacie Capitole Gare CFF ☎ 026 322 02 02. Pl. de la Gare 5. En dehors des heures d'ouverture: 026 350 11 44. Sa dès 17h-18h.

Valais

Collombey - Pharmacie des Puits ☎ 024 471 95 92. Dents-du-Midi 34C. En dehors des heures d'ouverture: 0900 144 033. Sa jusqu'à 17h, di 9h30-12h, 17h-19h.

Le Bouveret - Pharmacie de Port-Valais ☎ 024 481 44 15. Rte Cantonale 42. Di 11h-12h.

Martigny

☎ 0900 558 143.

En dehors des heures d'ouverture. Sa-di

Sierre - Pharmacie Sun Store Manor ☎ 027 455 15 21. Centre Manor. En dehors des heures d'ouverture 0900 558 143. Sa jusqu'à 19h, di 10h-12h, 16h30-19h.

Sion - Pharmacie Berger ☎ 027 322 42 35. Av. du Midi 8. Di

Pharmacie du Midi ☎ 027 324 78 78. Pl. du Midi 20. Sa

Neuchâtel

Neuchâtel - Pharmacie de la Gare En dehors des heures d'ouverture et pour les urgences: 144. Sa-di 8h30-20h30.

Pharmacies de l'Entre-deux-Lacs ☎ 0844 843 8425a

Jura

Courgenay - Pharmacie Neukomm ☎ 032 471 25 25. Sa jusqu'à 17h, di 11h-12h, 18h-19h.

Delémont - Pharmacie ☎ 032 423 22 32. Service de garde.Sa-di

Urgences

Air Glaciers ☎141 5.

Centre d'information toxicologique ☎ 145.

Conseils + aide pour enfants Pro Juventute ☎147.

La Main Tendue ☎143.

Police ☎117.

Pompiers ☎118.

Sauvetage du lac ☎117.

Sauvetage par hélicoptère ☎141 4.

Secours routiers ☎140.

Urgences Santé ☎144.

Permanences

Genève

Genève - A domicile, Médecins Urgences Visites 7/7 de 7hà 23h.

☎ 022 321 21 21. Lu-di 7h-23h.

Adent cliniques dentaires Urgences et consultations ☎ 0800 101 800.

Arcade sages-femmes Association de sages-femmes à domicile

Permanence téléphonique ☎ 022 329 05 55. Bd Carl-Vogt 85.

☎ 022 881 11 25. Pl. du Château 3. 0848 133 133 en dehors des heures d'ouverture. Di

Ardentis clinique dentaire ☎ 058 234 01 10. Rue Thomas-Masaryk 1. Lu-ve 8h-18h, sa-di 9h-12h.

Association des chiropraticiens ☎ 022 781 82 00. Lu-ve 8h-16h, sa-di 8h-12h.

Association des cliniques dentaires Urgences

Lu-ve 8h-19h, sa 8h-17h, di 9h-12h

Rive droite - clinique dentaire de la Servette ☎ 022 733 98 00. Avenue. Wendt 60

Rive gauche - clinique dentaire de Malombré ☎ 022 346 64 44. Chemin de Malombré 5

CI Centre médico-dentaire ☎ 022 338 02 00. Rue de Lyon 87.

Lu-ve 7h-21h, sa 8h-16h, di 9h-12h.

Centre d'oncologie des Eaux-Vives ☎ 022 319 77 77. Rue Maunoir 26. Lu-ve 8h-18h.

Centre médical de Sécheron Urgences médico-chirurgicales

☎ 022 731 77 87. Av. Blanc 46. Lu-ve 8h30-19h.

Centre médical du Léman ☎ 022 716 06 60. Rue A.-Vincent 17. Lu-ve 8h-18h.

Centre médico-chirurgical des Acacias Urgences ambulatoires adultes et enfants

Consultations et urgences: 24h/24 - 7/7 avec ou sans rendez-vous

☎ 022 342 54 55. Rue des Epinettes 19, Acacias. Lu-ve 8h-20h, sa 8h-14h.

Centre médico-chirurgical des Eaux-Vives ☎ 022 718 03 80. Rue du Nant 4-6. Lu-ve 8h-18h, sa 9h-13h.

Centre médico-dentaire Balexert Centre commercial (accès caisses cinéma)

☎ 022 979 22 22. Av. Louis-Casai 27. Lu-ve 7h-21h, sa 8h-16h, di 10h-12h.

Clinique dentaire de Genève ☎ 022 735 73 55. Terrassière 58, France 29, Gabelle 6 (Carouge). Lu-ve 7h30-19h30, sa 8h30-13h30.

Clinique Générale-Beaulieu Garde pédiatrique

☎ 022 839 54 15. Ch. Beau-Soleil 20. Lu-ve 18h-22h, sa-di 8h-22h.

Genève médecins Consultations à domicile (24h/24, 7j/7) ☎ 022 754 54 54.

Hôpitaux Universitaires de Genève (HUG) Service des urgences

☎ 022 372 81 20. Rue Gabrielle-Perret-Gentil 2

Service d'accueil et d'urgences pédiatriques (SAUP) ☎ 022 382 45 55.

Urgences psychiatriques ☎ 022 372 38 62.

Rue Gabrielle-Perret-Gentil 2 Urgences obstétricales

☎ 022 382 42 36. Boulevard de la Cluse 32

Urgences gynécologiques ☎ 022 382 16 16.

Boulevard de la Cluse 32 Urgences ophtalmologiques

☎ 022 382 84 00. Rue Alcide-Jentzer 22

Institut médico-chirurgical de Champel ☎ 022 346 33 63. Ch. Malombré 5. Lu-ve 7h30-19h.

Permanence des vétérinaires genevois Fr. 2.-/min. ☎ 0900 838 343.

Permanence du Rond-Point de Plainpalais ☎ 022 329 56 56. Rue de Carouge 17-19. Lu-di 8h-22h.

Permanence médico-chirurgicale de Chantepoulet 24h/24 - 7j/7 sans rendez-vous

☎ 022 731 21 20. Rue de Chantepoulet 1-3.

Permanence Vermont Grand-Pré 24h/24 sans rendez-vous

☎ 022 734 51 50. Rue de Vermont 9a.

Service d'urgence dentaire Lu-di 8h-18h

Rive droite ☎ 022 791 04 30. Rue François-Lehman 8

Rive gauche ☎ 022 320 31 22. Rue Georges-Leschot 2

Société cantonale d'ostéopathie de Genève ☎ 022 782 72 48. Lu-di 8h-18h.

SOS infirmières 24h/24, 7j/7. ☎ 022 420 24 64.

SOS médecins Urgences médicales et consultations à domicile

24h/24, 7j/7. ☎ 022 748 49 50.

Unité d'urgence psy 24h/24, 7j/7. ☎ 022 420 20 24 04.

Urgences la Colline 8h-23h, 7j/7

☎ 022 7 022 144. Av. de Beau-Séjour 6.

Carouge - Clinique de Carouge 7j/7, 24h/24

☎ 022 309 46 46. Av. Cardinal-Mermillod 5.

Chêne-Bougeries - Clinique des Grangettes Chemin des Grangettes 7.

Urgence adultes. ☎ 022 305 07 77.

Lu-ve 7h-23h, sa-di 8h-23h

Urgences pédiatrie ☎ 022 305 05 55. Lu-di 10h-22h

Meyrin - Hôpital de la Tour ☎ 022 719 61 11. Av. J.-D.-Maillard 3.

Service des urgences. ☎ 022 719 61 11. Consultations de pédiatrie ☎ 022 719 61 00.

Onex - Clinique de l'œil ☎ 022 879 12 34. Bois de la Chapelle 15.

Lu-ve 7h30-20h, sa 9h-17h.

Groupe médical d'Onex 24h/24, 7j/7. ☎ 022 879 50 50. Rte de Loëx 3.



SAMSUNG GALAXY
+ TAB 2 10.1 P5100
Wi-Fi + CELLULAR 16GO

551.-* AU LIEU DE 773.-



+ IPAD MINI
Wi-Fi + CELLULAR 16GO NOIR

771.-* AU LIEU DE 943.-



+ IPAD AVEC RETINA DISPLAY
Wi-Fi + CELLULAR 16GO NOIR

951.-* AU LIEU DE 1123.-

OFFRE EXCLUSIVE: LE TEMPS & LA TABLETTE DE VOTRE CHOIX

Le Temps s'associe à Swisscom pour vous proposer une information à haute valeur ajoutée portée par la technologie la plus avancée. A un prix d'ami.

Les trois packages comprennent chacun une tablette à choix: la Samsung Galaxy Tab 2, l'iPad mini ou l'iPad Retina Display d'Apple. Notre offre inclut également une carte SIM Swisscom et un abonnement numérique annuel au Temps. Ce dernier vous donne un accès illimité à l'ensemble des plateformes digitales, incluant les sites letemps.ch et app.letemps.ch ainsi qu'aux applications iPhone, iPad et Android.

Pour profiter de cette offre valable jusqu'au 21 mai 2013 seulement et dans la limite des stocks disponibles, rendez-vous dès maintenant sur www.letemps.ch/packswisscom

* à la conclusion d'un abonnement NATEL® data S Swisscom de 12 mois (CHF 39.-/mois, facturé CHF 9.-/mois en combinaison avec un abonnement NATEL®infinity (excl. Infinity XS), un pack Vivo ou une offre DSL (excl. DSL start)). Carte SIM Swisscom d'une valeur de CHF 40.- offerte. Prix hors abonnement des tablettes: Samsung Galaxy Tab2: CHF 349.-, iPad mini: CHF 519.-, iPad Retina Display: CHF 699.-. Abonnement numérique de 12 mois au Temps d'une valeur de CHF 384.-. Cette offre est réservée aux non-abonnés résidant en Suisse et soumise à condition pour nos clients déjà au bénéfice d'un abonnement numérique au Temps et/ou NATEL® data S de Swisscom. Les informations détaillées et modalités d'achat (conditions générales) sont disponibles sous www.letemps.ch/packswisscom. Pour plus de renseignements, veuillez composer notre numéro d'appel gratuit 00 8000 155 91 92.



LE TEMPS
MÉDIA SUISSE DE RÉFÉRENCE